ENQUÊTE SUR
l'histoire
Trimestriel ▲ N° 16 ▲ 38 F

LE SECRET D'ÉDOUARD VIII



LA GUERRE D'ESPAGNE
1936-1939

POURQUOI FRANCO L'A EMPORTÉ

TOUTE LA VÉRITÉ SUR GUERNICA

L'ALCAZAR DE TOLÈDE SIÈGE HÉROÏQUE

L'ESPÉRANCE BRISÉE DE JOSÉ ANTONIO

UN BANC D'ESSAI POUR LE BLITZKRIEG

LES JEUX DANGEREUX ENTRE STALINE ET HITLER

M 4250 - 16 - 38,00 F-RD

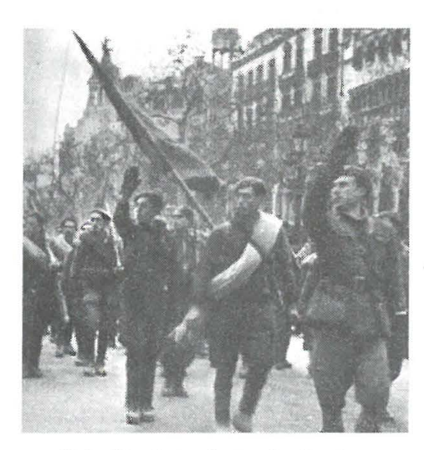
S O M M A I R E

LA GUERRE D'ESPAGNE



Miliciens du Frente popular





Un bataillon de requetès entre dans Barcelone en janvier 1939



Ce garçon de huit ans, réfugié avec ses parents dans l'Alcazar, est décoré après la libération de Tolède par les troupes nationalistes.

Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Adrien Brocard, Antoine Cassan, Juan Lopez de Ceballos, Guy Chambarlac, Ricardo de la Cierva, Philippe Conrad, Arnaud Imatz, Jean Kappel, Macha Manski, Léo Palacio, Patrick Peillon, VirginieTanlay, Eric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

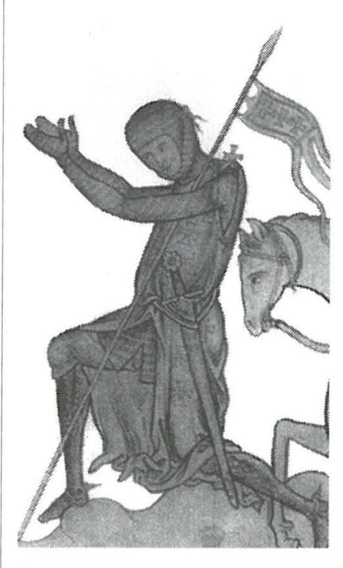
Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: (1) 40.05.10.08.
Imprimerie Maulde et Renou.
N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

édit photo : L'Illustration, Keystone, Bernardo Gil Mugarza, Tallandier, DR.

Actualité de l'histoire

EXPOSITIONS

900e anniversaire de la 1ère croisade



À l'ombre de la cathédrale de Chartres, dans le Cellier de Loëns, une exposition retrace l'épopée des Croisades. Il y a 900 ans, une foule de chartrains, répondant à l'appel du pape Urbain II, et soutenus par l'évêque Yves de Chartres, avait pris la croix. Foucher de Chartres, qui devait occuper les fonctions de chapelain du premier roi de Jérusalem, a laissé une chronique détaillée du long périple qui devait conduire les pèlerins jusqu'en Terre sainte. Une soixantaine de panneaux et une dizaine de vitrines évoquent, d'après sa relation, les principaux épisodes de la reconquête des Lieux saints.

1096-1996, Chartres et la 1ère croisade, un certain regard. Cellier de Loëns. Association des Amis du Centre Médiéval Européen de Chartres, 12, rue Saint-Michel, 28000 Chartres. Tél : 37 36 09 82. De juillet à septembre.

Bicentenaire de la mort de Charette

Il y a deux cents ans, le 29 mars 1796, le chef vendéen Charette était exécuté à Nantes. Trois jours plus tôt, au terme d'une longue traque, les Bleus du général Travot étaient enfin parvenus à le capturer dans les bois de la Chabotterie, non loin des Lucs-sur-Boulogne. Blessé, le roi de Vendée avait été transporté, avant de gagner Nantes, au logis de la Chabotterie. En 1993, le Conseil général de Vendée a acquis La Chabotterie pour la transformer en musée des guerres de Vendée. Cet été, une exposition consacrée à Charette, qui retrace son épopée à la tête de son armée de *paydrets*, marque le bicentenaire de sa mort.

Mémorial de Vendée, Logis de la Chabotterie. 85260 Saint-Sulpice-le-Verdon. Tél : 51 42 81 00. Jusqu'au 30 septembre.

Sous le signe des Vikings

Tout au long du XIXe siècle, le mythe viking n'a cessé d'être revisité, tant dans les pays scandinaves que dans le nord de la France. Le style dragon – ou *« drakstil »* – a proliféré à cette époque. Pour l'illustrer, l'exposition présente les mobiliers de villas des environs de Stockholm, des pièces de céramique, d'orfèvrerie, ou encore les œuvres du peintre August Malmström. En France, la diffusion du mythe viking a été plus tardive. Chateaubriand, Leconte de Lisle, Augustin Thierry, l'ont célébré. Mais c'est surtout la découverte, à la fin du XIXe siècle, de bateaux-sépultures en parfait état de conservation qui lui a donné tout son élan. Et les fêtes du millénaire de la Normandie, en 1911, avec leurs innombrables maquettes de drakkars sont venues le confirmer.

Dragons et drakkars. Conseil régional de Basse-Normandie, Abbaye aux Dames, place de la Reine-Mathilde, 14000 Caen. Tél : 31 06 98 98. Jusqu'au 25 août.

Explorateurs bretons

La Bretagne a donné naissance à nombre d'explorateurs et de grands voyageurs. Sans doute répondaient-ils, depuis les ports bretons, à l'appel du large. Le plus célèbre d'entre eux, Jacques Cartier, partit de Saint-Malo en 1534. Pierre-Olivier Malherbe, originaire de Vitré, fut, en 1600, le premier Européen à faire le tour du monde par les continents. Au XVIIIe siècle, René Madec, parti de Quimper, entra au service de maharadja indiens. Victor Segalen, de Brest, sa ville natale, s'embarqua pour la Chine. Odette du Puigaudeau quitta Saint-Nazaire pour traverser le Sahara. Ou encore le navigateur Yves de Kerguelen-Tremarec, l'égyptologue Frédéric Cailliaud... et d'autres moins connus. Une exposition leur rend hommage au château de Kerjean.

Les Bretons au-delà des mers – Explorateurs et grands voyageurs. Château de Kerjean, 29440 Saint-Vougay. Tél : 98 69 93 69. Du 29 juin au 31 octobre.

Soldats de plomb



Après avoir été des jouets, les soldats de plomb sont devenus la passion des collectionneurs. Certains vont jusqu'à peindre eux-mêmes leurs figurines. Cet été, à 30 km de Nancy, au château de Haroué, demeure des princes de Beauvau-Craon, ils se rassemblent pour exposer leurs plus belles pièces – ou leurs plus belles œuvres.

Grand Salon de la figurine de l'est de la France. Château de Haroué, 54740 Haroué. Tél : 83 52 40 14. Jusqu'au 29 septembre.

ANNIVERSAIRES

Millénaire de l'Autriche

En 996, le roi d'Allemagne Othon III, âgé de 16 ans, se faisait couronner empereur du Saint Empire germanique par le pape Grégoire V. Il offrait quelques mois plus tard à l'évêque de Freising des terres autour de la localité de Neuhofen. Ces terres, dans l'acte de donation par lequel l'empereur officialisa son don, portaient le nom populaire d'Ostarrichi (Osterreich). Le nom Ostarrichi – Autriche – apparaissait ainsi pour la première fois dans un document. À Neuhofen, à St Pölten, à l'abbaye de Melk, au château Schallaburg, à l'abbaye de Klosterneuburg, et bien sûr, à Vienne et à Salzbourg, des expositions retracent les mille ans d'histoire de l'Autriche.

996-1996. L'Autriche fête son millénaire. Office national autrichien du tourisme, BP 475 – 75366 Paris cedex 08. Tél : 53 83 95 20.

XVe centenaire du baptême de Clovis

Plusieurs manifestations sont prévues à Reims, au cours de l'été, pour commémorer l'événement, avant la visite du pape Jean-Paul II, le 22 septembre.

Un spectacle :

– À la cathédrale de Reims, tous les vendredis et samedis de juillet à septembre, est présentée une techniscénie *Clovis et la naissance de la France* (de Jacques Darolles).

Des expositions :

– Au musée des Beaux-Arts, *Clovis et les Mérovingiens dans l'art français*. De juillet à novembre. Au fil des siècles, le regard que les artistes ont porté sur l'époque mérovingienne.

– À la bibliothèque Carnegie, *Iconographie du baptême de Clovis, du XVe au XIXe siècle*. De juin à septembre. L'évolution de la représentation de l'événement dans les livres et les gravures, l'imagerie populaire, les manuels scolaires...

– Au musée Saint-Rémi, *Archéologie mérovingienne*. De juillet à septembre. Présentation exceptionnelle du linceul de saint Rémi.

Des pèlerinages :

Le 15 août, pour l'Assomption, ils convergeront vers Reims.

Renseignements : Pèlerinages de tradition (10 rue d'Édimbourg, 75008 Paris – Tél : 42 93 57 25), Pélerinage Saint-Rémi (42 rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris – Tél : 45 48 35 87).

Tricentenaire de la mort de Mme de Sévigné

Le tricentenaire de la mort de la célèbre épistolière est l'occasion de nombreuses publications, parmi lesquelles : la réédition chez Fayard de la biographie, *Mme de Sévigné ou la chance d'être femme* de Roger Duchêne (490 pages, 150 F) et chez Perrin, un portrait, *Madame de Sévigné, mère passion*, par Anne Bernet (388 pages, 145 F).
Signalons également la parution chez Valmonde (BP 104 – 5 boulevard Arago, 91323 Wissous Cédex) d'un recueil de *Propos et aphorismes de Madame de Sévigné* présenté par Georges Laffly (192 pages, 220 F).
Signalons quelques expositions :
– À Grignan, (Drôme), au château. Les Lettres de Madame de Sévigné. Petit bilan d'une correspondance. Tél : 75 46 51 56. Jusqu'en septembre.
– À Vitré, (Ille-et-Vilaine), à l'orangerie du musée des Rochers-Sévigné. Au pays de Vitré à l'époque de Madame de Sévigné. Tél : 99 75 04 54. Jusqu'en septembre.
– À Saulieu, (Côte-d'Or), au musée d'Art et d'Histoire François Pompon. Saulieu reçoit Madame de Sévigné. Tél : 80 63 65 67. Jusqu'au 30 septembre.

20e anniversaire de la mort de Malraux

Pour commémorer cet anniversaire, Gallimard publie dans la Bibliothèque de la Pléiade le tome II des œuvres complètes d'André Malraux. Dans le volume figure un texte inédit, *Le Démon de l'absolu*, consacré à Lawrence d'Arabie, auteur – dans l'action puis dans l'art – d'*« une de ces vies qui consolent les hommes de la contrainte des dieux »*. Le tome III des œuvres complètes paraîtra en novembre et comprendra les *Antimémoires*.

EN BREF

Réaménagement du musée des Plans-reliefs

Le musée des Plans-reliefs est l'héritier de la collection des plans en relief des places fortes constituées par Louis XIV en 1668. Il rassemble une centaine de maquettes de villes fortifiées réalisées à l'échelle de 1/600e, auxquelles a été adjoint un considérable fonds d'archives. Abritées au départ dans la grande galerie du Louvre, les collections avaient été transférées en 1777 dans les combles des Invalides, où depuis cette date, elles étaient exposées. Mais se heurtant à de considérables difficultés de stockage, les administrateurs du musée ont décidé son redéploiement sur les quatre ailes qui entourent la cour d'honneur des Invalides – soit un espace de 4 500 m². Une importante campagne de travaux vient d'être engagée. Elle ne devrait s'achever qu'en l'an 2000. Néanmoins le musée rouvrira partiellement à l'issue de la première tranche des travaux en juin 1997.

Antaios

Dans la dernière livraison de la revue *Antaios*, le philosophe Marcel Conche, professeur à la Sorbonne, disciple de Parménide, d'Épicure et d'Heidegger, évoque son itinéraire intellectuel : *« Si après avoir longtemps séjourné dans la dépendance des philosophies modernes, notamment issues de la représentation du* cogito *cartésien, je me suis peu à peu tourné vers les Grecs, c'est-à-dire l'ancienne pensée païenne. »* À noter également la contribution de Fr. Leroux et Chr. Guyonvarc'h, qui, à propos de leur récent ouvrage sur les fêtes celtiques en rappellent l'origine nordique.
Antaios, n° 8/9, Lumières du Nord, (168 rue Washington, B-1050 Bruxelles) 105 F.

Proxima Thulé

La société des études nordiques édite une luxueuse revue intitulée *Proxima Thulé*. La deuxième livraison – printemps 1996 – propose à son sommaire des études sur *l'œuvre de Sven Aggesen,*



chroniqueur danois du Moyen Âge (par Lucien Musset), sur *la poésie de cour en Scandinavie à l'époque des Vikings* (par Bjarne Fidjestol), ou encore sur *la fête de l'ours chez les Lapons* et sur *les rites de chasse aux confins septentrionaux de la Scandinavie* (par Carl-Martin Edsman).
Proxima Thulé. Printemps 1996. 200 pages, 165 F. Société des études nordiques, École pratique des Hautes Études, Sorbonne, 45-47 rue des Écoles, 75005 Paris.

Forêt de Brocéliande

Depuis 1990, le château de Comper, au cœur de la forêt de Brocéliande, abrite le Centre de l'Imaginaire Arthurien, qui s'emploie à faire revivre l'univers légendaire des Chevaliers de la Table ronde. Tout au long de l'été, vont, autour de Lancelot, d'Yvain et de Gauvain, se dérouler de multiples manifestations (spectacles, conférences, expositions...)
Centre de l'Imaginaire arthurien. Château de Comper-en-Brocéliande, 56430 Concoret. Tél : 97 22 79 96.

Pas de pardon pour la Berezina

Au printemps, les autorités biélorusses se sont opposées à la pose d'une plaque commémorative sur le monument érigé à proximité de la Berezina, en hommage aux soldats de la Grande Armée qui périrent en tentant de la franchir. L'inscription proclamait : *« Ni le fleuve, ni les marais, ni le froid, ni les glaces, ni les balles, ni les boulets, n'arrêtèrent leur traversée »*. Elle a paru de mauvais goût aux Biélorusses. Que les Français les aient envahis, soit, mais qu'aujourd'hui ils en revendiquent la gloire... Le monument sera élevé, mais aucune plaque ne sera apposée.

Coût humain du communisme

L'historien R.J. Rummel dans le livre qu'il vient de faire paraître aux États-Unis, *Lethal Politics. Soviet Genocide and Mass Murder since 1917* (Transaction Publishers, New Brunswick) établit un bilan précis du coût humain du communisme russe. D'après ses sources, entre 1917 et 1987, le régime soviétique a tué 61,91 millions de personnes.

Histoire et télévision

Canal + diffuse durant l'été une série de documentaires consacrés à l'histoire contemporaine. La chaîne cryptée, avec 27 documents inédits et 7 films du répertoire de la télévision, se propose d'aborder chaque semaine un thème différent. *L'été de l'histoire*. Du lundi au vendredi, de 12 h 35 à 13 h 30. Du 15 au 19 juillet : la Guerre froide. Du 5 au 9 août : les Indiens. Du 19 au 23 août : vies privées. Du 26 au 30 août : Histoire du cinéma.

L'art de la guerre

Les éditions du Rocher ont lancé au printemps 1996 une collection de stratégie et d'histoire militaire baptisée « L'Art de la Guerre », dirigée par Christine de Grandmaison, et qui n'entend pas limiter sa production aux batailles, aux corps d'élite, ou aux souvenirs des grands chefs de guerre. Est déjà parue, une *Histoire des guerres puniques*, par Yann le Bohec (auteur déjà de *L'Armée romaine* parue chez Picard en 1989) et sont annoncés *L'homme en guerre, de la Marne à Sarajevo*, par Philippe Masson (auteur d'une *Histoire de l'armée allemande* parue chez Perrin en 1994) et *Le Système ottoman. Grandeur et décadence d'un empire militaire*, par Robert Mantran (auteur d'une *Histoire de l'Empire ottoman* parue chez Fayard en 1989).

Denoix de Saint Marc

Le Prix Fémina-Vacaresco 1996 a été attribué à Hélie Denoix de Saint Marc pour son livre de mémoires, *Les Champs de braises*, paru à l'automne chez Perrin. Françoise Giroud et Régine Deforges – son nouveau roman, *La dernière colline*, évoque justement le siège de Diên Biên Phu –, qui siègent toutes deux parmi les dames du jury, ont-elles voté pour lui ?

Trésor de Troie

Le trésor dit « de Priam », le roi de Troie, père d'Hector et héros de *L'Iliade* d'Homère, avait été découvert en Turquie à la fin du XIX[e] siècle par un riche homme d'affaires allemand féru d'archéologie, Heinrich Schliemann. On croyait ces fabuleuses richesses disparues dans un bombardement de Berlin en 1945. Or en 1993 – *glasnost* oblige – l'URSS avouait les avoir convoyées à Moscou dans des caisses scellées sous l'escorte de l'Armée rouge. Aussi, l'exposition qui se tient aujourd'hui à Moscou a-t-elle déclenché une avalanche de demandes de restitution. Bonn, Ankara, et même Athènes revendiquent leur part du trésor. Les Russes entendent pourtant le conserver – à titre de « compensation ».

DISPARITIONS

André Brissaud (1920-1996)

L'historien André Brissaud est décédé à Paris le 11 avril 1996. Né le 14 avril 1920 à Épernay, il avait tout d'abord débuté dans le journalisme à *Combat*, *Arts* et le *Parisien libéré*. Il fut rédacteur en chef de *Carrefour* de 1953 à 1971. À la télévision, il avait été en 1977-1978 l'auteur de la série « l'Histoire en jugement » qui présenta les destins de Roosevelt, Blum, Rommel, Weygand, Mac Arthur, Toukhatchevsky, etc. Il était l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire contemporaine qui ont marqué leur époque, parmi lesquels *La dernière année de Vichy* (Perrin, 1965), *Pétain à Sigmaringen* (Perrin, 1966), *Canaris* (Perrin, 1970), *Mussolini* (Cercle Européen du Livre, 1976). Il avait écrit pour notre numéro 4 une étude sur la détention et la mort du maréchal Pétain. Son fils, Jean-Marc Brissaud, vient de publier aux Éditions nationales, un album intitulé *Clovis, roy des Francs*.

Renzo de Felice (1929-1996)

Décédé à son domicile romain, le 25 mai dernier, Renzo de Felice était devenu, au fil d'une vie entièrement consacrée à la recherche, l'historien incontournable du fascisme italien. Ancien professeur à la faculté de Sciences politiques de l'université de Rome, cet ancien communiste a subi des attaques personnelles dont la violence était en proportion des dégâts que ses recherches infligeaient aux idées reçues. Il a notamment mis en évidence le fait que le fascisme n'était pas un « corps étranger » dans l'histoire italienne, mais qu'il se situait dans une tradition politique issue du Risorgimento. De Felice a été le premier à prendre le contre pied d'Hannah Arendt en démontrant que le fascisme italien a bénéficié d'un large soutien dans la population, cela jusqu'à l'engagement dans la guerre aux côtés du III[e] Reich, qui conduisit une grande partie des Italiens à se détourner du régime. Une cruelle maladie l'a empêché de finir le dernier volume de la monumentale biographie (non traduite en français) qu'il a consacrée à Benito Mussolini. Son œuvre témoigne de l'exceptionnelle probité d'un historien qui s'en tenait à la méthode critique des faits et des documents, sans se soucier des concepts élaborés sous l'influence des modes.

Ouvrages disponibles en français :
Clés pour comprendre le fascisme, Seghers, 1975.
Le fascisme, un totalitarisme à l'italienne ? (préface de Pierre Milza). Presse de la fondation nationale des Sciences politiques, 1988.

LIVRES ANNONCÉS

Biographies

Saint Benoît, par Bénédicte Demeulenaere.
En septembre, au Rocher.

Martin de Tours, par Dominique-Marie Dauzet.
En septembre, chez Fayard.

Charlemagne raconté aux enfants, par Pierre Riché.
En septembre, chez Perrin.

William Shakespeare, par Jean-Marie Maguin.
En septembre, chez Fayard.

Duquesne, le « Cent diables » 1610-1688, par Frédéric Hulot.
En septembre, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

John Law et la Régence, par Jacques Cellard. En septembre, chez Plon.

Tallien, le mal-aimé de la Révolution, par Thérèse Charles-Vallin.
En septembre, chez Picollec.

Bavastro, le corsaire de l'Empereur, par Gérard Jaeger.
En septembre, chez Picollec.

L'Ange gardien de Bonaparte, le colonel Muron (1774-1796), par Jean-Luc Gourdin, préface de Jean Tulard. En septembre, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Pie IX, par Ivan Gobry.
En septembre, chez Jean Picollec.

Nicolas II, par Hélène Carrère d'Encausse.
En septembre, chez Fayard.

La Rocque, par Jacques Noblecourt.
En septembre, chez Fayard.

Sacha Guitry et les femmes, par Patrick Buisson.
En septembre, chez Albin Michel.

Robert Le Vigan, désordre et génie, par Claude Beylie et André Bernard.
En septembre, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Essais, documents

Dictionnaire des Francs, par Pierre Riché. En septembre, chez Bartillat.

Les loisirs au Moyen Âge, par Jean Verdon.
En septembre, chez Tallandier.

Au temps des Bourbons : les deux régentes, (*Les reines de France*, tome III) par Simone Bertière.
En septembre, chez Bernard de Fallois.

Le Siècle de Louis XIV, par Pierre Goubert.
En septembre, chez Bernard de Fallois.

Romanciers du Grand Siècle, par Maurice Lever.
En septembre, chez Fayard.

Culture écrite et société, l'ordre des livres XIV[e]-XVIII[e] siècle, par Roger Chartier.
En septembre, chez Albin Michel.

Les Français vus par eux-mêmes. Anthologie du XVIII[e] siècle, par Florent Brayard et Arnaud de Maurepas.
En septembre, chez Bouquins-Laffont.

Histoire de la Restauration, par Benoît Yvert et Emmanuel Waresquel.
En septembre chez Perrin.

Les rois et le sacré, par Henri, Comte de Paris.
En septembre, au Rocher.

La chasse sous l'Ancien Régime, par Philippe Salvadori.
En septembre, chez Fayard.

Histoire de la papauté, par Yves-Marie Hilaire.
En septembre, chez Tallandier.

Histoire de l'écriture, par Jean-Louis Calvet.
En septembre, chez Plon.

Histoire de l'alimentation, par Flandrin Montanari.
En septembre, chez Fayard.

Histoires de Bretagne, anthologie.
En septembre, aux Belles-Lettres.

Les Aigles et les Lions, Histoire des monarchies balkaniques, par Guy Gauthier.
En septembre, chez France-Empire.

Le grand désastre. Les années noires de la prohibition américaine, par Edward Behr.
En septembre, chez Plon.

Histoire du roman policier, par Jean Bourdier.
En octobre, chez de Fallois.

Pages réalisées par Macha Manski

Agenda de l'histoire

Juillet

1er juillet
1901 – En France, loi sur les associations, autres que professionnelles et les congrégations. Elle se traduit par la liberté de créer des associations laïques, notamment politiques.

2 juillet
1619 – Mort en son domaine du Pradel, près de Villeneuve-le-Berg, de l'agronome français Olivier de Serres. Toute sa vie, il se consacra à l'amélioration des méthodes agricoles. C'est lui qui devait introduire en France la culture du mûrier, base de l'industrie de la soie. Il fut l'auteur en 1600 (à 61 ans) du premier véritable traité d'agronomie, le *Théâtre d'agriculture*.

3 juillet
1607 – Champlain, lieutenant-général du roi en Acadie, fonde la ville de Québec.

4 juillet
1943 – Mort du général Sikorski, chef du gouvernement polonais en exil, dans un « accident d'avion ». Deux mois auparavant il avait dénoncé les responsabilités soviétiques dans le massacre de Katyn. Staline accusa néanmoins Churchill d'avoir organisé l'attentat.

5 juillet
1871 – Le comte de Chambord, revenu en France, publie son manifeste sur le drapeau blanc. L'intransigeance du prétendant fermera la voie d'une restauration monarchique et favorisera la création de la IIIe République.

6 juillet
1809 – Napoléon fait arrêter le pape Pie VII à Monte Cavalo.

7 juillet
1944 – L'ancien ministre, Georges Mandel, de son vrai nom Louis Rothschild, qui avait, en 1940, dans le ministère Reynaud, fait arrêter un certain nombre de journalistes et de militants qualifiés de fascistes, est abattu par les miliciens français, lors de son transfert de la prison de la Santé à Vichy.

8 juillet
1497 – Le navigateur Vasco de Gama part de Lisbonne pour la découverte de la route des Indes par le cap de Bonne Espérance.

9 juillet
1386 – Bataille de Sempach. Au cours de la guerre d'indépendance de la Suisse. 4 000 Autrichiens du duc Léopold sont mis en déroute par 1 500 Suisses confédérés après qu'Arnold von Winkelried (chevalier du canton d'Unterwald) eut brisé la ligne de piquiers autrichiens au prix de sa vie.

10 juillet
1559 – Mort d'Henri II. Blessé au visage au cours d'un tournoi par son capitaine des gardes écossais, Montgomery, le roi meurt quelques jours plus tard après une affreuse agonie, laissant la France engagée dans une politique de répression religieuse.

11 juillet
1859 – Armistice de Villafranca. Aux termes de celui-ci, l'empereur d'Autriche, François-Joseph, cède personnellement la Lombardie à Napoléon III, qui la remet à Victor-Emmanuel II, roi de Sardaigne.

12 juillet
1806 – Formation de la confédération du Rhin, dont Napoléon devient le protecteur.

14 juillet
1793 – Mort de Cathelineau des suites des blessures reçues lors de l'attaque de Nantes. Ce tisserand, exempt de service militaire en tant qu'homme marié, prit la tête de l'insurrection qui éclata en mars 1793 à Saint Florent, parmi les jeunes Vendéens appelés au tirage au sort. Après les victoires de Cholet, de Thouars et de Saumur, il fut élu « généralissime de l'armée



Jacques Cathelineau

catholique et royale ». Le général d'Elbée lui succéda.

15 juillet
1942 – Parution des *Décombres* de Lucien Rebatet.

17 juillet
1307 – Mort d'Édouard Ier, roi d'Angleterre. Il soumit les Gallois, lutta contre les Écossais et fut le premier à accorder à son fils aîné le titre de « Prince de Galles ».

19 juillet
1870 – Malgré l'opposition de Thiers, Napoléon III, encouragé par ses ministres Olivier et Gramont, déclare la guerre à la Prusse. En moins d'un mois, les armées françaises sont détruites, bloquées ou faites prisonnières. Battu à Sedan, l'Empereur, prisonnier, sera obligé de capituler.

20 juillet
1937 – Mort à Rome du physicien italien Guglielmo Marconi, inventeur de la radiotélégraphie. Il avait réussi en 1901 la première liaison radio au-dessus de l'Atlantique.

21 juillet
1861 – À Bull Run, première bataille de la guerre de Sécession américaine. Le général de Beauregard, qui commande l'armée sudiste, disperse les fédéraux de Mac Dowell.

22 juillet
1922 – La Société des Nations (SDN) confie à la Grande-Bretagne le soin de mettre à exécution l'engagement contenu dans la « Déclaration Balfour » : l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif.

23 juillet
1926 – Formation du ministère Poincaré. Le président de la République, Gaston Doumergue fait appel à Poincaré. La Chambre lui accorde sa confiance par 325 voix contre 35. Poincaré forme un gouvernement d'union nationale ayant pour but d'assainir la situation monétaire et devient Président du Conseil.

26 juillet
1952 – Abdication du roi Farouk. Le souverain égyptien doit abdiquer en faveur de son fils Fouad âgé de sept mois, après le coup d'État du général Néguib. Celui-ci devient commandant en chef de l'armée.

27 juillet
1872 – Instauration de la loi militaire. Aux termes de celle-ci, la durée du service militaire est fixée par tirage au sort : les mauvais numéros devront partir cinq ans, les bons numéros, un an. La bourgeoisie sera favorisée dans ces tirages au sort par des mesures complémentaires d'exemptions possibles.

28 juillet
1922 – Mort de Jules Guesde.

29 juillet
1804 – Création de la Garde impériale par Napoléon Ier à partir de la Garde des Consuls.

30 juillet
1830 – Charles X qui refuse de faire tirer sur l'émeute dite des « Trois-Glorieuses » est contraint à l'exil en Angleterre. Louis-Philippe est porté sur le trône.

31 juillet
1964 – Les États-Unis lancent Ranger-7 qui prendra 4 316 photographies avant de s'écraser sur la lune.

Août

1er août

1793 – La Convention ordonne la destruction totale de la Vendée insurgée. A la tribune, Barère s'est prononcé pour le génocide : *« Représentants, le Comité de salut public a préparé des mesures qui tendent à exterminer cette race rebelle, à faire disparaître leurs repaires, à incendier leurs forêts, à couper leurs récoltes »*. Turreau et ses colonnes infernales sont chargés d'exécuter ce plan monstrueux.

2 août

1939 – Albert Einstein écrit au président F.D. Roosevelt pour suggérer d'utiliser la fission nucléaire afin de construire un nouveau type d'explosif d'une puissance destructrice sans équivalent. Dans le contexte de l'époque, cette arme terrifiante était destinée à frapper les populations allemandes. La lettre d'Einstein est à l'origine du plan Manhattan qui aboutira à la mise au point des premières bombes atomiques lancées en 1945 sur Hiroshima et Nagasaki.

4 août

1060 – Mort d'Henri Ier, roi de France, après un règne de 29 ans. Il avait épousé une princesse russe, Anne, fille du grand-duc de Kiev.

5 août

1799 – Début de l'insurrection des « chouans » toulousains. Après l'échec de la prise de Toulouse par surprise, les royalistes se replient sur les collines dominant la ville. La lutte entre eux et les républicains va se prolonger durant trois semaines dans la région jusqu'au désastre de Montréjeau (20 août). L'armée royale, comptant 5 000 hommes environ est anéantie : 1 000 à 2 000 sont tués, 1 000 sont faits prisonniers, le reste se réfugie en Espagne.

6 août

1195 – Mort du comte Henri le Lion, duc de Saxe et de Bavière. Fondateur de la ville de Lübeck, il fut l'incitateur de la colonisation allemande à l'Est.

7 août

1785 – Première ascension du Mont-Blanc par Jacques Balmat, guide de la vallée de Chamonix.

9 août

1640 – Prise de la ville d'Arras par Louis XIII et capitulation de la garnison espagnole. Celle-ci avait fait graver sur l'une des portes de la citadelle : *« Quand les Français prendront Arras, les souris mangeront les rats.»*

10 août

1539 – Ordonnance de Villers-Cotteret. Par celle-ci, François Ier institue l'état-civil en France. Tous les desservants des paroisses du royaume doivent désormais ouvrir et tenir des registres de baptême qui seront rédigés en français.

11 août

1763 – Naissance à Morlaix du général Jean-Victor Moreau. Adversaire et rival de Napoléon, contraint à l'exil, il sera tué à Dresde en combattant aux côtés de l'armée russe.

12 août

1099 – Pendant la Première croisade, les Francs battent les Turcs à Ascalon.

13 août

1899 – Premier jour de fort Chabrol. Jules Guérin s'enferme dans les locaux du Grand Occident de France, ligue nationaliste qu'il a fondée quelques années auparavant et dont le siège se trouve rue de Chabrol à Paris. Il veut ainsi se soustraire au mandat d'amener lancé contre lui suite à un projet de coup d'État échafaudé par Déroulède au moment de l'affaire Dreyfus. La police du préfet Lépine installe ses cordons et le siège commence. Guérin a pensé à faire des provisions, mais très vite la question du ravitaillement de la douzaine d'assiégés devient cruciale. Des sympathisants lancent des provisions aux assiégés, des immeubles voisins, ainsi que de l'impériale des omnibus.
Malgré le soutien des Parisiens qui ont fait de Jules Guérin un héros, le fort Chabrol capitulera le 21 septembre 1899.

14 août

1870 – Échec d'une tentative d'insurrection blanquiste à Paris.

15 août

1636 – Le Grand Condé est contraint de lever le siège de Dôle, capitale de la Franche-Comté, commencé 78 jours auparavant. La population entière s'était mobilisée derrière le mayeur Jean-Baptiste de Saint-Maurin. C'est l'origine du mot : *« Courtois rends-toi ! Nenni, ma foi ! »*.



Le Grand Condé

16 août

1717 – Le prince Eugène de Savoie, commandant les troupes autrichiennes, libère Belgrade de l'armée turque.

17 août

1787 – Mort de Frédéric II de Prusse au château de Sans-Souci, près de Postdam.

18 août

1516 – Le pape Léon X et François Ier signent à Bologne un concordat autorisant le roi de France à nommer un nombre important d'archevêques, d'évêques et d'abbés. Le pouvoir royal se trouve ainsi considérablement renforcé. Ce concordat régira les rapports entre le roi, l'Église de France et Rome durant près de trois siècles.

19 août

324 – Mort d'Alexandre le Grand.

20 août

1648 – Le prince de Condé écrase les Espagnols à Lens. Il brise ainsi net la tentative des Espagnols d'envahir le Nord de la France.

21 août

1798 – Naissance à Paris de l'historien Jules Michelet. Il publiera son *Histoire de France* en 1854.

22 août

1927 – Exécution à Boston (Massachusetts) de deux anarchistes italiens Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, condamnés à mort sept ans plus tôt et qui avaient toujours clamé leur innocence. Cette affaire, relayée par les partis communistes, devait mobiliser l'opinion de gauche dans le monde entier et susciter de très violentes manifestations, mais également des protestations venant d'horizons très différents. Ainsi, Charles Maurras écrivit : *« Le sort fait à Sacco et Vanzetti est purement révoltant* [...] *Le procédé des Américains tient de la pure sauvagerie. »*

23 août

1793 – Le Comité de salut public décrète la levée en masse des Français. Les armées de métier – composées avant tout de nobles et de mercenaires – cèdent la place au peuple qui a désormais accès aux champs de bataille. Cette mobilisation a rencontré une forte résistance dans toutes les provinces de France. L'an II ne comptera pas moins de 25 000 déserteurs.

24 août

1944 – Exécution au Grand-Bornand, au lieu-dit La Peserettaz, de soixante-seize Francs-Gardes savoyards par des Francs Tireurs Partisans (FTP), après un simulacre de jugement. Ils s'étaient rendus le 19 août, après avoir eu l'assurance des chefs de la Résistance qu'ils seraient traités en prisonniers de guerre. Le plus âgé avait combattu à Verdun, le plus jeune avait seize ans.

25 août

1900 – Mort de Friedrich Nietzsche.

26 août

1346 – Bataille de Crécy. Edouard III d'Angleterre, prétendant au trône de France, écrase Philippe VI de Valois.

29 août

1897 – Premier congrès sioniste, réuni par Théodore Herzl à Bâle.

30 août

1791 – A Vienne, première représentation de la *Flûte enchantée*. L'orchestre est dirigé par Mozart.

31 août

1898 – Suicide en prison du lieutenant-colonel Henry. L'affaire Dreyfus est entrée dans sa période la plus chaude.

La fin des légendes



Dans Madrid, où les troupes franquistes sont entrées le 28 mars 1939, la foule acclame la victoire nationaliste.

Ouverte par l'échec du soulèvement militaire, le 18 juillet 1936, l'impitoyable guerre civile espagnole devait durer neuf cent quatre-vingt-six jours. Elle laissa des ruines incalculables, des plaies béantes et des rancunes inexpiables. Celles-ci débordèrent largement les frontières de l'Espagne interdisant longtemps, de part et d'autre, tout jugement serein. La défaite des uns ni la victoire des autres n'avaient mis fin à la guerre religieuse qui continuait d'opposer les croisés de l'antifascisme aux croisés de l'anticommunisme, tous cuirassés dans leurs ressentiments et leurs certitudes.

Aussi, lorsqu'en 1975, la mort mit fin au long règne du général Franco, rares étaient les observateurs prêts à miser sur le maintien de la paix civile et l'avenir de la monarchie. Pourtant, le nouveau régime allait se perpétuer sur l'assise d'un pacte implicite. Le roi garantissait la neutralité de l'armée si les partis acceptaient la monarchie. Une monarchie qui leur laissait les mains libres. Arrivés au pouvoir avec une majorité absolue, sur la foi d'un programme républicain, les socialistes se comportèrent en loyaux ministres de Sa Majesté Juan Carlos Ier.

Après les obsèques solennels du vieux chef de l'État, en novembre 1975, les hommes de la transition, puis leurs successeurs choisirent d'escamoter son souvenir. Pas d'éloge, mais pas de procès posthume à la façon de Kroutchev contre Staline ou du général de Gaulle contre le maréchal Pétain. À Madrid, la statue équestre du Caudillo regarde toujours la façade des ministères...

Le temps n'explique pas tout. La grande révision historique qui a suivi la déstalinisation et l'effondrement des idéaux communistes n'a pas épargné l'interprétation de la guerre d'Espagne. La cause républicaine perdit peu à peu l'aura immaculée dont elle avait très longtemps bénéficié dans l'opinion de la gauche démocratique occidentale. Voici plus de trois décennies, dans un maître livre (1), Hugh Thomas, historien britannique proche de la social-démocratie, avait déjà révélé l'usage par les hommes du *Frente popular* des pires procédés staliniens. Depuis, les témoignages et les travaux historiques se sont multipliés qui ont modifié la vision manichéenne du conflit. (2) Par réciprocité, tandis que la cause républicaine semblait moins pure que ne l'avaient souhaité ses partisans, la cause nationale parut moins noire que ses adversaires ne l'avaient dit. Bref, on quittait le terrain de la propagande pour entrer dans celui de la connaissance historique. Soixante ans après le début de la guerre d'Espagne, il paraît enfin possible d'en tracer l'histoire véritable et d'en évaluer le bilan.

DOMINIQUE VENNER

---

(1) Hugh Thomas, *La guerre d'Espagne*, Robert Laffont, Paris 1961.

(2) Notamment Julian Gorkin, *Les communistes contre la révolution espagnole*, Belfond, Paris 1978 ; Pierre Broué, *Staline et la Révolution, le cas espagnol*, Fayard, Paris 1993 ; Arnaud Imatz, *La guerre d'Espagne revisitée*, Economica, Paris 1993, ouvrage qui renvoie aux travaux les plus récents des historiens espagnols.

La succession d'Espagne

Depuis la fin du XVIIe siècle, l'Espagne souffrit d'une sorte de déséquilibre interne qui l'empêcha de trouver la stabilité politique. Et comme l'Espagne – ne serait-ce que par sa situation géographique – est une pièce importante de l'échiquier européen, ses convulsions intérieures retentissent nécessairement sur la politique générale du continent. En fait, la question de la succession d'Espagne est pour l'Europe une sorte de mal chronique, dont les réveils, plus ou moins espacés, s'accompagnent toujours des plus graves embarras. Quand ils n'ont pas provoqué la guerre, ils l'ont toujours alimentée ou rendue menaçante.

La première crise éclata sous Louis XIV, à la mort du roi Charles II, dernier descendant des Habsbourg d'Espagne, qui n'avait pas de postérité (1er novembre 1700). Les puissances avaient prévu cette échéance redoutable : du vivant même de Charles II, elles avaient essayé de négocier un partage amiable de sa succession entre les héritiers français (famille de Louis XIV) et les héritiers allemands (famille de l'empereur Léopold). Mais l'empereur n'avait pas accepté ce partage et, sur ces entrefaites, Charles II mourut. Quand on ouvrit son testament, on trouva qu'il avait institué pour unique héritier le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV.

Le duc d'Anjou prit donc possession du trône d'Espagne sous le nom de Philippe V. Mais au bout de quelques mois à peine, l'empereur réussit à entraîner l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande et, par la suite, le Portugal et la Savoie dans une guerre contre la France et l'Espagne. Ce fut la guerre dite de « Succession d'Espagne », qui dura treize ans et fut la plus longue, la plus dure et la plus stérile du règne de Louis XIV. Elle assura à Philippe V son héritage espagnol, à l'exception de Gibraltar et des territoires européens extérieurs à la Péninsule, mais elle laissa la France épuisée et affaiblie en Europe (traités d'Utrecht et de Rastatt).

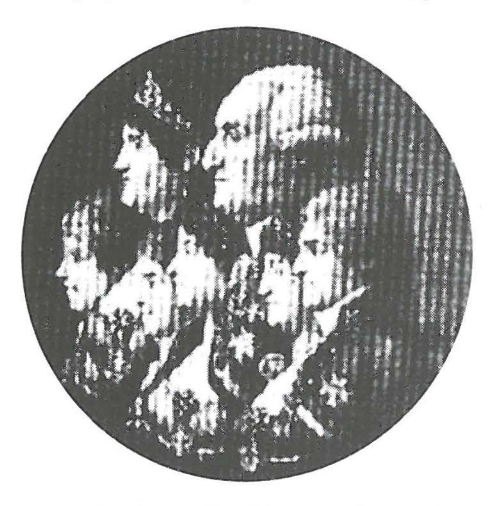
Philippe V, pour sa part, n'accepta même pas cette solution des traités ; il voulut continuer la lutte. Ce ne fut qu'en 1725 qu'il reconnut, enfin, la situation établie par les traités de 1713 et de 1714.

La question espagnole, qui avait ainsi terminé par une demi-ruine les entreprises du règne de Louis XIV, ressuscita sous Napoléon Ier et fut également fatale à celui-ci.



Ferdinand VII, fils de Charles IV, arrière grand-père d'Alphonse XIII et aïeul du roi Juan Carlos Ier.

En 1808, à la suite d'émeutes, l'impopulaire Charles IV, descendant de Philippe V, fut obligé d'abdiquer et se réfugia en France, ainsi que son fils, déjà proclamé roi par certains Espagnols sous le nom de Ferdinand VII. Napoléon mit alors sur le trône d'Espagne son propre frère, Joseph. Mais il fallut, pour soutenir celui-ci contre une insurrection sourde et sans cesse renaissante, entreprendre une action militaire continuelle et ruineuse.



La famille royale d'Espagne. Charles IV, père de Ferdinand VII.

« Cette malheureuse guerre m'a perdu », aurait dit Napoléon lui-même, à Sainte-Hélène, en parlant de la guerre d'Espagne. Aux jours sombres de 1813, cette guerre d'occupation se transforma, en effet, en une guerre défensive, et le champ de bataille espagnol permit aux Anglais de débarquer des troupes dans la Péninsule et d'envahir la France par le sud-ouest, tandis que Napoléon luttait en Champagne contre les Prussiens et les Russes.

Ferdinand VII étant monté sur le trône d'Espagne après la défaite de Napoléon, les troubles dynastiques commencèrent à sa mort : la guerre civile éclata entre les partisans de sa fille, Isabelle, et ceux de son frère Don Carlos. Isabelle II eut un règne agité et abdiqua en 1868. Il y eut alors un essai de gouvernement républicain qui fut infructueux. Et c'est dans ces conditions que, la succession d'Espagne se trouvant de nouveau ouverte en 1870, la candidature à cette succession d'un cousin du roi de Prusse, Léopold de Hohenzollern, entraîna la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne. Par cette guerre, en quelques semaines, la chute de Napoléon III fut consommée.

Après le règne très court d'un prince italien, Amédée de Savoie (1870-1873), le trône d'Espagne fut encore rendu aux Bourbons, descendants de Philippe d'Anjou : Alphonse XII, fils d'Isabelle II, et Alphonse XIII régnèrent successivement. Mais ce dernier, en 1931, dut s'exiler à son tour et, après cinq années chaotiques de gouvernement républicain parlementaire, l'Espagne connut de nouveau une guerre civile (1936-1939) qui contribua, une fois de plus, à entraîner une conflagration générale en Europe.

La restauration de la monarchie fut amorcée en 1948. Cette année-là, le général Franco, chef de l'État, rencontra Don Juan de Bourbon, fils d'Alphonse XIII et obtint son accord pour l'éducation en Espagne de son fils Juan Carlos. En 1969, il désigna officiellement celui-ci comme son successeur. Juan Carlos monta sur le trône d'Espagne à la mort de Franco (20 novembre 1975), et fit adopter, en 1978, une nouvelle Constitution.

JUAN LOPEZ DE CEBALLOS

Aux origines de l'explosion

PAR CHARLES VAUGEOIS

La terrible guerre civile qui éclate en 1936 n'est pas sortie du néant. Elle oppose deux Espagnes ennemies. L'une passionnément attachée à la tradition. L'autre qui ne croyait qu'en la révolution.

Examinées aujourd'hui, dans la détente d'un été de vacances, sous un ciel en apparence serein, la guerre d'Espagne et ses cruautés revêtent quelque chose d'autant plus irréel que la perspective historique dans laquelle se place cette immense convulsion fait défaut. Mais si l'on prend la peine d'examiner les deux derniers siècles de l'histoire espagnole, le conflit de 1936-1939 perd une part de sa singularité monstrueuse. Il apparaît alors comme ce qu'il est : une séquelle terrible des conflits civils et religieux qui ont déchiré la patrie de Cervantès depuis la fin du XVIIIe siècle. Aux affrontements séculaires entre traditionalistes et révolutionnaires, entre cléricaux et anticléricaux, le séisme de 1936 ne fit qu'ajouter ce que le XXe siècle avait en propre, les passions nouvelles nées de la révolution bolchevique de 1917 puis du fascisme italien.

En Espagne plus que partout ailleurs en Europe, les conséquences de la Révolution française et de l'occupation napoléonienne ont été dramatiques. Pendant tout le XIXe siècle et une bonne partie du XXe, elles ont engendré une véritable guerre de religion qui s'est superposée à des conflits politiques et dynastiques inextricables.



L'Espagne catholique. Au début du siècle, procession traditionnelle d'une confrérie de pénitents.

Une tradition sanglante

En Espagne, depuis très longtemps, la question religieuse est au cœur de tous les antagonismes. Pendant toute la période de la Reconquête (1), jusqu'à la fin du XVe siècle, l'Église catholique avait été le ciment de l'unité nationale et le moteur de la lutte contre les musulmans, puis contre les juifs et les protestants. Ce rôle décisif donna au clergé un pouvoir considérable symbolisé en 1465 par la création du tribunal d'Inquisition, où s'illustra le dominicain Thomas de Torquemada.

Au cours des siècles suivants, l'Église conserva la puissance et les avantages acquis en cette période, alors que les raisons qui les



Le général Primo de Rivera (à gauche) et Alphonse XIII (au centre). La démission du général, qui assumait tous les pouvoirs depuis 1923, provoqua l'effondrement de la monarchie.

avaient justifiés n'existaient plus. L'influence de la philosophie des Lumières, l'exemple de la Révolution française et l'intervention fracassante de Napoléon dans les affaires espagnoles allaient éveiller une violente réaction anticléricale, précipitant l'Espagne dans de féroces conflits religieux et une anarchie qui rebondiront sans cesse jusqu'à l'explosion de 1936.

Soutenue par l'Angleterre et fanatisée par ses prêtres qui voient dans les armées françaises l'incarnation de l'Antéchrist, l'Espagne oppose à Napoléon une guérilla qui sera fatale à l'Empereur. Simultanément, la résistance aux Français enfante un mouvement anticlérical et républicain dont les effets seront immenses. Une junte nationale, composée de bourgeois libéraux et d'intellectuels se réunit à Cadix en 1812 et adopte une constitution mettant fin à trois siècles de monarchie absolue. Il faut retenir cette date de 1812, elle marque dans l'histoire de l'Espagne une rupture que l'on a pu comparer à 1789 dans celle de la France.

Dès son retour en Espagne, Ferdinand VII, violant ses promesses, abolit la constitution, restaure l'absolutisme et les privilèges du clergé, rétablissant même l'Inquisition. La réaction cléricale qui suivra, assortie de persécutions contre les libéraux, provoque l'insurrection de 1820, réprimée grâce à l'intervention française (prise du Trocadéro, devant Cadix, le 31 août 1823). La répression qui déferle sur la péninsule est si violente qu'elle suscite l'indignation de Chateaubriand, ministre des Affaires étrangères de Louis XVIII. Après les scènes d'horreur de 1826 (autodafé dressé à Valence pour Cayetano Ripoll condamné à être pendu et brûlé), Charles X oblige Ferdinand VII à s'orienter vers une politique plus modérée, ce qui provoque la colère des catholiques les plus traditionalistes. Ceux-là se détacheront du roi, se regroupant autour de son frère Don Carlos. C'est l'origine du parti carliste.

Les deux Espagnes

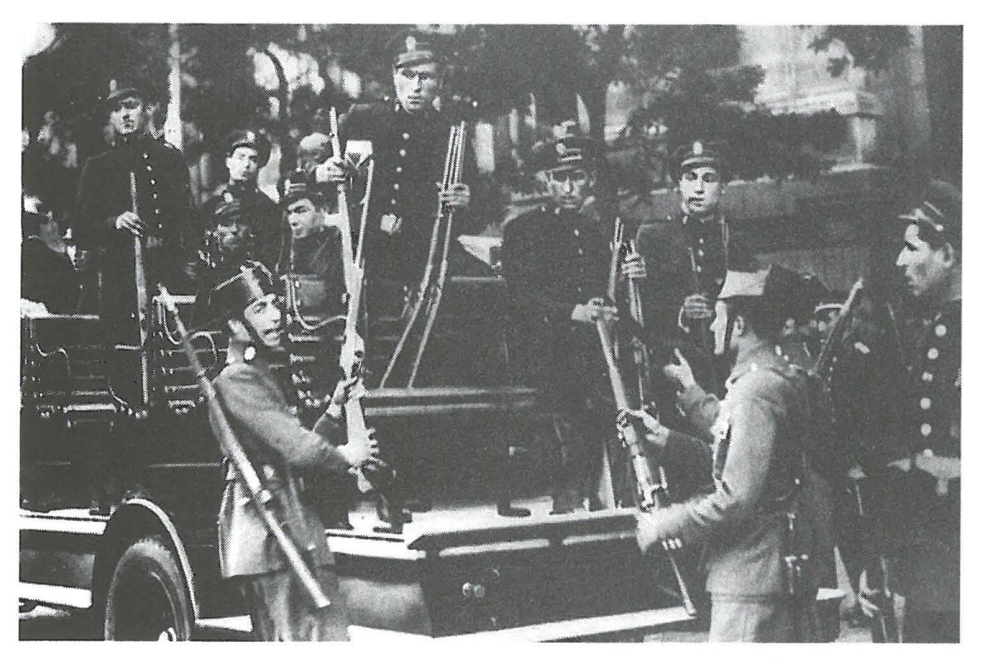
La mort soudaine de Ferdinand VII (apoplexie), en 1833, entraîne un nouveau déchaînement de vengeances. À Madrid, en juillet 1834, la foule s'attaque aux couvents et massacre quatre-vingt religieux. Partout, le déchaînement d'émeutes anticléricales est suivi d'une répression non moins cruelle.

Diminuée depuis le début du XIXe siècle par la perte de ses colonies d'Amérique, humiliée en 1898 par sa défaite à Cuba et aux Philippines, face aux États-Unis, l'Espagne semble désormais consacrer ce qui lui reste d'énergie à se déchirer elle-même. Aux conflits religieux et politiques se superposent la révolte des provinces traditionnellement attachées à leur autonomie, Pays basque et Catalogne, ainsi que des troubles nés de l'industrialisation et de la misère ouvrière.

Le XIXe siècle et le début du XXe sont ainsi faits d'une longue suite de conflits sanglants, de soulèvements et de pronunciamientos militaires (généralement de tendance libérale), suivis de restaurations, le tout accompagné d'exécutions et de massacres. Deux Espagnes s'y déchirent, accumulant haines et désirs de vengeance. L'établissement éphémère d'une première République (1873-1874), n'est qu'un épisode parmi les autres. Il est cependant suivi d'une vingtaine d'années de paix relative sous le règne d'Alphonse XII. Ce règne favorise l'amorce d'un développement industriel qui entraîne, par voie de conséquence, la naissance d'un mouvement ouvrier. Celui-ci, dominé par les anarchistes, se manifeste bientôt par des grèves insurrectionnelles, assorties d'incendies d'églises. Ces mouvements culminent lors de la « semaine sanglante » de Barcelone, en juillet 1909, suivie de l'exécution de l'anarchiste Francisco Ferrer.

La question agraire oppose elle aussi deux Espagnes. Celle des immenses domaines sur lesquels travaillent des journaliers misérables, en Andalousie, en Castille ou en Estrémadure. Régions grosses de jacqueries, contrairement à la Galice, à la Vieille-Castille ou à la Navarre, dont les paysans, propriétaires du sol, sont attachés à l'ordre et aux traditions.

Entre 1914 et 1918, par sa neutralité,



Distribution de fusils aux gardes civils lors des tentatives révolutionnaires d'octobre 1934. Fomentée par les socialistes, les anarchistes et les communistes, cette insurrection contre un pouvoir librement élu justifiera dans leurs actions les futurs conjurés de 1936.

l'Espagne échappe au sort du reste de l'Europe, mais elle n'en connaît pas moins des troubles en 1917. Le chaos politique, les grèves et les attentats se poursuivront jusqu'au pronunciamiento du général Primo de Rivera, en 1923. Auréolé par sa victoire militaire au Maroc en 1925, ce dictateur débonnaire favorise un redressement économique spectaculaire, relayé par un programme de grands travaux d'irrigation, d'électrification et d'infrastructure routière. Les mesures sociales de la dictature sont cependant impuissantes à lui rallier les ouvriers. Ébranlé par la crise de 1929, physiquement épuisé, Primo de Rivera démissionne en janvier 1930, ouvrant une crise fatale à la monarchie.

L'introuvable démocratie des années 1931-1936

En avril 1931, de simples élections municipales remportées dans les grandes villes par l'opposition républicaine et quelques manifestations houleuses précipitent le départ en exil d'Alphonse XIII. Un exil sans abdication, nuance qui favorisera, longtemps après, en 1975, une restauration au profit de son petit-fils, Juan Carlos.

La proclamation de la seconde République, le 14 avril 1931, est saluée par beaucoup d'Espagnols comme une grande espérance. José Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur et futur fondateur de la Phalange, voit en elle *« l'aurore de la politique espagnole »*. La bourgeoisie et les intellectuels rêvent d'une démocratie idéale. Les ouvriers attendent des satisfactions immédiates capables de mettre fin à leur misère. Les paysans pauvres misent sur une distribution des terres. Les Basques et les Catalans espèrent obtenir l'autonomie de leur région. Mais d'autres entendent avant tout régler de vieux comptes ou simplement détruire. Pour le malheur de l'Espagne, ceux-là seuls obtiendront satisfaction.

La seconde République connaîtra trois périodes coïncidant avec trois majorités différentes aux Cortès. Une majorité de gauche du 28 juin 1931 au 3 décembre 1933. Une majorité de droite jusqu'au 16 février 1936. Et une majorité de Front populaire à partir de cette dernière date.

Une particularité néfaste de la loi électorale transforme tout avantage de voix en victoire écrasante aux Cortès. Cela donne au parti vainqueur la tentation de légiférer au nom de toute l'Espagne, en piétinant les vaincus.

Ministre de la Guerre en juin 1931, puis chef du gouvernement de 1932 à 1933, Manuel Azaña s'empresse d'annoncer aux Cortès que l'Espagne catholique a cessé d'exister. Heurtés dans leurs convictions, 89 députés, dont le philosophe Miguel de Unamuno, quittent la salle en signe de protestation. Plusieurs lois anticléricales sont votées. L'épiscopat riposte par une lettre collective contre la laïcisation. Azaña engage simultanément une réforme de l'armée destinée à en purger les adversaires supposés de la nouvelle république. Mais devant les troubles qui se produisent un peu partout, le gouvernement est contraint néanmoins de s'appuyer sur cette même armée pour rétablir l'ordre à coups de canon.

LA DICTATURE DU GÉNÉRAL PRIMO DE RIVERA (1923 - 1930)

L'homme fort attendu depuis un certain temps est un personnage pittoresque et somme toute sympathique, grand amateur de bonne chère et de femmes, mais aussi anticonformiste et libéral à sa manière. Pour ces raisons mêmes, le général n'est d'ailleurs pas en odeur de sainteté dans l'armée où il se trouve isolé.

Pour tout dire, le général Miguel Primo de Rivera ne séduit guère les secteurs les plus conservateurs et ceux qui vivent des prébendes de l'État. C'est que, contre le gré de ces derniers, le général n'entend pas seulement rétablir l'ordre public. Il veut reconstruire l'Espagne, en y confortant les assises d 'une stabilité qui ne peut être uniquement répressive. Le dessein est modernisateur et il s'applique d'abord à l'appareil d'État, dont l'armée. Sur ce plan, l'objectif consiste à l'assainir et à le rendre plus efficient, en combattant l'absentéisme de ses serviteurs et leur tendance au cumul d'emplois, en réduisant aussi le déficit budgétaire et en orientant les ressources publiques vers des dépenses plus productives. De plus, l'ambition du dictateur et de son ministre des Finances, José Calvo Sotelo, dépasse ce projet de refonte de l'Etat. Elle touche l'ensemble des ressorts de la vie nationale (...).

Facilitées par la reprise économique amorcée en 1923, ces réussites font pleinement sentir leurs effets en 1926. Les milieux économiques traversent une période d'euphorie, tandis que l'amélioration de l'emploi industriel détend le climat social et contribue à la raréfaction des grèves. De plus, l'Espagne se voit offrir au Maroc une victoire militaire, la première qu'elle ait remportée depuis longtemps, le débarquement d'Alhucemas, en juillet 1927. Cependant, menacée dans ses intérêts à court terme par les desseins modernisateurs du dictateur, l'armée va mener l'offensive finale contre lui (...). Faute de l'accord de ses pairs, le général présente sa démission au roi le 28 janvier 1930. La nouvelle est rendue officielle deux jours plus tard, alors que l'ex-dictateur s'exile à Paris où il mourra six semaines après. Le dernier acte précédant la guerre civile commence alors, avec la naissance de la seconde République espagnole.

GUY HERMET
***La Guerre d'Espagne*, Le seuil, 1989.**



Manifestation en faveur du **Frente popular** *au début de 1936. Le poing fermé s'oppose désormais, de façon irréductible, à la main tendue de l'autre Espagne.*

La révolte des Asturies

En 1933, le gouvernement ayant perdu la confiance du pays, les Cortès sont dissoutes, et aux élections du 3 décembre, une coalition de centre droit l'emporte. Aussitôt, plusieurs chefs de la gauche républicaine, Manuel Azaña, Largo Caballero, Indalecio Prieto et Luis Companys déclarent que si le chef de la CEDA (droite catholique modérée), Gil Robles ou l'un des siens entrent au gouvernement, ils s'y opposeront par la force et jetteront leurs troupes dans la rue. En octobre 1934, trois membres de la CEDA ayant rejoint le gouvernement, les chefs de la gauche tiennent parole. Malgré la proclamation de la grève générale, le soulèvement échoue à Madrid et à Barcelone, mais il se transforme en insurrection armée dans les Asturies. Le président du conseil, le radical Alejandro Lerroux, ordonne alors à l'armée de rétablir l'ordre par la force. Véritable action de guerre qui anticipe sur 1936, l'insurrection puis la reconquête des Asturies, que dirige le général Franco, fait 1 300 morts en quatorze jours de combats. L'armée procède à 15 000 arrestations.

La révolte des Asturies aura des conséquences immenses. Aux yeux des futurs insurgés, c'est elle qui va légitimer par avance le soulèvement national de juillet 1936. Si la gauche s'est attribué le droit de prendre les armes contre le gouvernement constitutionnel sorti des urnes, pourquoi la droite, le moment venu, ne serait-elle pas justifiée à en faire autant ?

Dix ans plus tard, en exil, le socialiste Indalecio Prieto le reconnaîtra : *« Je me déclare coupable devant ma conscience, devant le parti socialiste et devant l'Espagne entière de ma participation à ce mouvement révolutionnaire. Je le déclare comme une faute, comme un péché, non comme une gloire »* (2).

Dès cette époque, l'Espagne est entrée dans un cycle de violences qui conduisent à la guerre civile. Écartelé entre son conservatisme social et son désir d'attirer des électeurs de gauche, le gouvernement de centre droit se montre excessif en tout, usant tour à tour de violence et de laxisme, décevant ses partisans tout en excitant le désir de vengeance de ses adversaires. C'est au milieu de désordres indescriptibles, d'attentats et meurtres, que de nouvelles élections sont organisées en février 1936.

Le Frente popular

Une coalition de *Frente popular*, suscitée par le Komintern, s'oppose à une alliance de centre droit. Celle-ci obtient 4 750 000 voix, c'est-à-dire un peu plus que l'ensemble des forces de gauche qui totalisent (en ajoutant les autonomistes basques) 4 500 000 voix. Mais la loi électorale inverse l'effet de ces résultats, donnant aux Cortès une nette majorité au *Frente popular*, 278 sièges contre 192 à la coalition de centre droit.

Dominé par la pression des communistes et des socialistes marxistes de Largo Caballero (le « Lénine espagnol »), un gouvernement de gauche entre en fonction, tandis que se multiplient les incendies d'édifices religieux et les attentats. Jugé trop conservateur, le président de la République, Alcala Zamora, est destitué. Azaña est hissé à sa place.

Malgré les similitudes, on ne peut comparer le *Frente popular* espagnol et le Front populaire français. L'une des différences majeures tient au parti socialiste de Largo Caballero, en cours de bolchevisation. *« Si le parti communiste espagnol ne comptait en février 1936 que 30 000 membres, la bolchevisation du parti socialiste conférait au bloc marxiste un potentiel révolutionnaire inconcevable en France... Les communistes n'avaient pas besoin d'être nombreux, les socialistes bolchevisants l'étaient à leur place.* (4) *»*

Principalement représentés en Catalogne, les anarchistes de la FAI (Fédération anarchiste ibérique) se situent à gauche de la gauche. Ils contrôlent la CNT, puissante centrale syndicale. Hostiles aux marxistes et même au *Frente popular*, les anarcho-syndicalistes n'en poursuivent pas moins leur propre rêve de révolution sociale et politique, où la lutte violente contre l'Église tient la première place.

Le 16 juin 1936, aux Cortès, Calvo Sotelo, ancien ministre des Finances du général Primo de Rivera et ténor de la droite, dresse un bilan des quatre premiers mois du Frente popular : 160 églises détruites, 251 autres incendiées, 253 attentats contre des locaux publics ou privés, 269 meurtres politiques, sans compter les 1 287 blessés, victimes d'attentats et de violences... Lorsqu'il se rassied, la « Pasionaria », Dolorès Ibarruri, le désignant du doigt, lui jette : *« C'est ton dernier discours ! »*.

Ce le sera en effet. Le 13 juillet, Calvo Sotelo est assassiné par des gardes d'assaut, police politique de gauche (4). Cette fois, c'en est trop. Quatre jours plus tard, une partie de l'armée se soulève.

C. V.

---

(1) Voir *Enquête sur l'histoire* n° 15 (L'Europe et l'Islam), l'article de Philippe Conrad consacré à la Reconquête.

(2) Idalecio Prieto, *Discursos en America*, Éd. Tollocan, Mexico, 1944, p. 102.

(3) R. Paseyro, *L'Espagne sur le fil*, Robert Laffont, Paris 1976, p. 156.

(4) Sur l'assassinat de Calvo Sotelo, voir *Enquête sur l'histoire* n° 7, le récit d'Arnaud Imatz, p. 53 et suivantes.

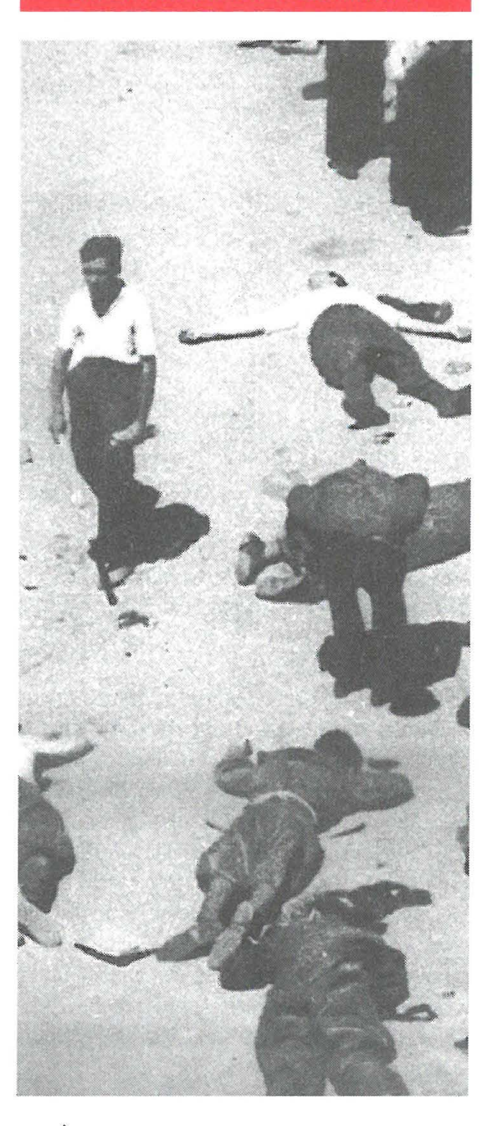
CHRONOLOGIE 1936-1939

La guerre civile espagnole en dates

PAR PHILIPPE CONRAD

1936

18 février. Victoire du *Frente popular* aux élections.
Mars. Nommé commandant général des Canaries, Franco est éloigné d'Espagne.
Avril. Fusion des jeunesses socialistes et communistes. Attentats et meurtres politiques se multiplient. Le général Mola met au point le plan d'un soulèvement militaire.
10 mai. Azaña est élu président de la République.
13 mai. Formation du gouvernement Casarès Quiroga.
13 juillet. Assassinat du leader monarchiste Calvo Sotelo à Madrid.
17 juillet. Début du soulèvement militaire au Maroc.
18 juillet. Déclenchement sur tout le territoire espagnol de l'*Alzamiento nacional.* Casares Quiroga est remplacé par Martinez Barrio dont le gouvernement sera éphémère.
19 juillet. Venant des Canaries, Franco arrive à Tétouan. Constitution du gouvernement Giral qui décide la formation et l'armement de milices populaires et sollicite l'aide française en armes et en avions.
20 juillet. Échec du soulèvement à Madrid et à Barcelone. Mort accidentelle, au Portugal, du général Sanjurjo, chef théorique de la conspiration militaire. À Séville, Queipo de Llano, qui s'est emparé de la ville dès le 18 par un coup de bluff, reçoit les premiers renforts venus du Maroc.
21 juillet. Début du siège de l'Alcazar de Tolède, défendu par le colonel Moscardo.
22-25 juillet. Bataille des « cols » permettant le franchissement de la sierra de Guadarrama au nord de Madrid. À Somosierra, à Navacerrada et à l'Alto de Leon (où tombe le chef phalangiste Onesimo Redondo), les nationalistes parviennent à s'emparer des crêtes et à les tenir jusqu'à l'arrivée des forces insurgées venues du nord.



À Madrid, le 20 juillet 1936, massacre dans les casernes des officiers et des soldats qui se sont déclarés en faveur du soulèvement national.

24 juillet. Le gouvernement français du Front populaire apporte son aide aux républicains. Franco sollicite l'aide italienne et allemande en moyens aériens.
25 juillet. Arrivée en Espagne républicaine des premiers avions et des premiers armements livrés par la France. Franco est nommé chef des armées du Maroc et du sud et le général Mola chef des armées du nord.
26 juillet. Installation à Burgos de la junte militaire qui prend le titre de Gouvernement national.
28-31 juillet. Arrivée des premiers avions italiens et allemands chez les nationalistes.
6 août. Franco arrive à Séville.
8 août. La France ferme théoriquement ses frontières avec l'Espagne.
14 août. Prise de Badajoz par les nationalistes.
15 août. Déclaration franco-britannique sur la non-intervention. L'Italie y adhère le 21 août, l'Allemagne le 24 et l'URSS le 28.
16 août. Le colonel Pinilla, défenseur de la caserne de Simancas, à Gijon, demande au croiseur *Almirante Cervera* de tirer sur lui quand les Rouges commencent à submerger les défenseurs. Quelques jours plus tôt, comme Moscardo à Tolède, il a refusé de livrer sa position quand l'ennemi l'a menacé d'exécuter ses deux fils, abattus peu après.
20 août. Mort à Grenade du poète Federico Garcia Lorca. À Madrid, massacre de la prison

DE 1931 À 1936

1931

12 avril. Les élections municipales donnent, dans la plupart des grandes villes, une majorité aux républicains.
14 avril. Abdication d'Alphonse XIII. Proclamation de la République.
10 mai. Émeutes d'extrême gauche à Madrid, suivies un peu partout d'incendies d'églises et de couvents.
28 juin. Élections des Cortès constituantes.
3 décembre. Vote d'une loi agraire. Les affrontements se multiplient entre les anarchistes et la Guardia Civil.
9 décembre. Vote de la Constitution. Élection d'Alcala Zamora à la présidence de la République.

1932

Janvier. Dissolution de la Compagnie de Jésus et expulsion de ses membres en février. Tentatives de soulèvements anarchistes.
10-13 août. Échec, à Séville, de la tentative de putsch du général Sanjurjo.
Septembre. Ratification du statut d'autonomie de la Catalogne.

1933

11 janvier. Soulèvement anarchiste de Casas Viejas, dans la province de Cadix.
Février. Franco est nommé gouverneur militaire des Baléares.
29 octobre. José Antonio Primo de Rivera fonde la Phalange.
19 novembre. Défaite de la gauche aux élections législatives. La CEDA (droite) sort victorieuse du scrutin.

1934

10 janvier. Les Jésuites sont autorisés à enseigner de nouveau.
4 octobre. Tentatives de soulèvements d'extrême gauche à Madrid et à Barcelone.
7 octobre. Insurrection des mineurs des Asturies. L'armée est chargée de rétablir l'ordre. Placée sous le commandement du général Franco, elle doit faire face à trente mille rebelles en armes et restaure la légalité au prix d'une vigoureuse répression qui fait plus d'un millier de morts dans les rangs des insurgés.

1935

Février. Franco est nommé commandant en chef de l'armée du Maroc.
Mai. Gil Robles devient ministre de la Guerre. Le 13, il nomme Franco chef d'état-major général.
Octobre. Le scandale du straperlo (jeu de hasard introduit par un certain Daniel Strauss) éclabousse les radicaux. Formation du *Frente popular* en vue des élections de 1936.



Volontaires d'une formation de combat phalangiste. Les partisans de José Antonio fournissent les plus gros effectifs des forces nationalistes.

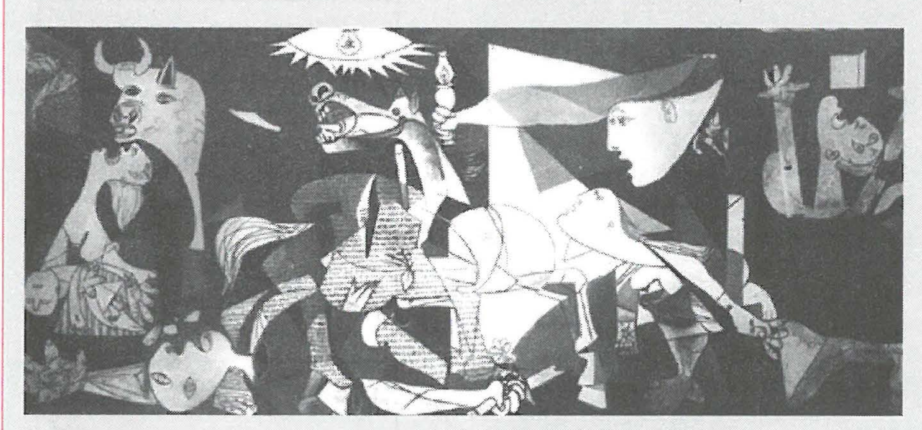
Modelo où soixante-dix détenus suspects de sympathie nationale sont assassinés.
3 septembre. Les nationalistes victorieux à Majorque.
4 septembre. Formation du gouvernement Largo Caballero, le « Lénine espagnol ».
5 septembre. Les forces nationalistes du nord s'emparent d'Irun et prennent le contrôle de la frontière avec la France dans les Pyrénées occidentales.
9 septembre. Le Comité de non-intervention entame ses travaux à Londres.
13 septembre. Les nationalistes s'emparent de San Sebastian.
27 septembre. L'arrivée des troupes nationalistes met fin au siège de l'Alcazar de Tolède.
29 septembre. Franco devient chef de l'État et généralissime des forces nationalistes. Le Komintern approuve la formation des Brigades internationales.
1er octobre. Franco devient chef du gouvernement national. La République accorde l'autonomie au Pays basque.
7 octobre. Début de la marche sur Madrid. La bataille va se prolonger jusqu'en décembre et les nationalistes vont échouer dans cette première tentative pour prendre la capitale. Décret confisquant les terres des partisans réels ou supposés de l'insurrection nationale.
12 octobre. Arrivée des premiers armements et « conseillers » soviétiques chez les républicains.
15 octobre. Le gouvernement républicain approuve la création des Brigades internationales.
29 octobre. Première intervention des chars russes dans la bataille de Madrid.
6 novembre. Le gouvernement républicain quitte Madrid pour Valence.

LE TERCIO, FER DE LANCE DU SOULÈVEMENT NATIONAL

C'est en 1919 que le commandant Millan Astray, héros de la guerre des Philippines, propose à ses supérieurs de constituer une légion de volontaires espagnols et étrangers dont l'organisation serait inspirée de celle de la Légion étrangère française. L'année suivante, se constituent à Ceuta les premières unités du Tercio. Ce nom, qui désigne la Légion espagnole, rappelle les heures de grandeur de l'armée espagnole quand, à l'époque de Charles Quint et de Philippe II, elle imposait sa loi de l'Italie aux Flandres. Les tercios castillans constituaient alors la meilleure infanterie d'Europe et il faudra la défaite de Rocroi pour entamer leur réputation légendaire. Formée de plusieurs banderas (régiments), dont les noms évoquent les gloires passées (Gonzalvo de Cordoba, Duque de Alba, Don Juan de Austria ou Alejandro Farnese), la Légion recrute des volontaires, pour la plupart espagnols, qui deviennent alors des *novios de la muerte*, des « fiancés de la mort ». Millan Astray veut que les légionnaires soient animés d'un esprit guerrier analogue à celui des samouraïs japonais. Alors que l'armée régulière, condamnée à des missions statiques, a subi échec sur échec dans le Rif (désastre d'Anual en 1921), le Tercio, par sa mobilité et son esprit offensif, avec des moyens matériels très limités, obtient des résultats spectaculaires, sous le commandement de Millan Astray puis de Franco, qui sera le chef le plus prestigieux de l'unité. Popularisée par le succès de *La Bandera*, film tiré du roman de Pierre Marc Orlan, la Légion espagnole va prendre une part déterminante à l'insurrection et aux premiers combats, de Badajoz à Madrid. Elle sera aussi une brillante pépinière d'officiers nationalistes. Mais si elle joue, avec les Requetès carlistes, un rôle essentiel dans les premières semaines du soulèvement, il ne faut pas pour autant surévaluer son importance ultérieure, du fait même de la faiblesse de ses effectifs. Si les « Africains » ont été indispensables aux insurgés au début du conflit, c'est la mobilisation générale opérée dans les zones nationalistes qui a fourni par la suite, à Franco les combattants de la victoire.

Ph. C.

LE MYTHE DE GUERNICA



Le « chef-d'œuvre » de Picasso lui fut commandé trois mois avant le bombardement. D'après les travaux des historiens espagnols, celui-ci ne fit pas plus d'une centaine de victimes.

Si l'héroïque résistance de l'Alcazar de Tolède demeure le mythe le plus vivant de la « Croisade » nationaliste, le bombardement du village basque de Guernica par la légion Condor , immortalisé par le célèbre tableau de Picasso reste aujourd'hui le symbole de la « barbarie fasciste ». La réalité historique n'a pourtant pas grand chose à voir avec la légende qui entoure depuis près de soixante ans cet épisode somme toute très secondaire de la guerre civile. Les franquistes affirmeront contre toute évidence que les Rouges ont dynamité la ville avant de l'évacuer, comme ils l'avaient fait auparavant à Irun. L'historiographie communiste multipliera les victimes pour disqualifier à tout jamais la cause nationaliste.

La légende soigneusement carillonnée par les gros bourdons du Komintern assure que, sur décision du quartier général nationaliste de Burgos, le 26 avril 1936, les aviateurs allemands et italiens ont attaqué et bombardé une ville ouverte où ne se trouvait aucun objectif militaire. Pour aggraver leur cas, ils ont choisi un lundi, jour de marché, afin de pouvoir tuer le maximum d'habitants... L'attaque aurait duré plus de trois heures, sans interruption, la population étant mitraillée à basse altitude... Ce bombardement terroriste délibéré aurait fait entre seize cents et quatre mille morts selon les sources...

Le minutieux travail d'investigation réalisé au cours des années 1970 par Jesus Salas Larrazabal permet d'y voir aujourd'hui plus clair, de ramener à ses justes proportions l'affaire de Guernica. Au lieu des dix mille civils censés être présents dans la ville le 26 avril 1937, ce sont moins de 3 300 habitants qui peuvent se trouver là, d'autant que le marché hebdomadaire du lundi a été suspendu sur décision du délégué du gouvernement basque. La ville revêt un intérêt militaire précis. Située à un carrefour de communications, elle abrite des fabriques d'armes ainsi que trois bataillons, auxquels s'ajoutent des forces basques en retraite. L'éloignement des aérodromes, le nombre limité des appareils engagés et leurs caractéristiques techniques réduisent à quelques minutes un bombardement supposé avoir duré plus de trois heures. Dès 1976, le républicain Castor de Iriarte reconnaissait que le nombre des victimes ne pouvait avoir excédé 250. Le dépouillement méticuleux des registres de décès des archives municipales de Guernica et des villages voisins a conduit Jesus Salas Larrazabal à réduire ce chiffre à moins d'une centaine. Enfin la prétendue conférence de Burgos se révèle pure invention comme en témoigne le *Journal* de von Richthofen.

L'étroitesse des rues, l'importance des constructions en bois et l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie expliquent que celui-ci ait pris des proportions dramatiques puisque ce sont les deux tiers de l'agglomération qui furent ruinés. On peut enfin signaler que c'est le gouvernement républicain qui, le premier, ordonna, dès juillet 1936 le bombardement d'agglomérations.

Pour ce qui concerne le célèbre « chef-d'œuvre » de Picasso, il convient de rappeler qu'il fut commandé au peintre par le gouvernement républicain dès janvier 1937, c'est à dire trois mois avant le bombardement. Quand l'œuvre fut présentée à l'Exposition universelle de Paris, les autorités républicaines commanditaires songèrent à la retirer, la jugeant *« antisociale et ridicule, absolument impropre pour l'esprit sain du prolétariat »*. Elles ne le firent pas pour éviter le scandale mais, en 1947, Picasso demeurait encore très évasif sur le sens de sa toile, dans laquelle certains ont cru voir l'évocation d'une corrida...

Ph. C.

7-28 novembre. Exécutions massives de Madrilènes suspects de sympathie pour la cause des insurgés. Des milliers de personnes (parmi lesquelles Ledesma Ramos, fondateur des JONS) sont ainsi abattues, notamment à Paracuellos del Jarama, alors que le communiste Santiago Carrillo est délégué à l'Ordre public.

7 novembre. Les Brigades internationales sont engagées sur le front de Madrid. Reconnaissance du gouvernement de Burgos par l'Allemagne.

19 novembre. L'avance des troupes nationalistes vers Madrid est stoppée à la Cité universitaire.

20 novembre. À l'issue d'un simulacre de procès, exécution à Alicante de José Antonio Primo de Rivera.

1937

8 février. Prise de Malaga par les nationalistes et les Italiens.

6-28 février. Bataille de la vallée de la Jarama. L'offensive nationaliste contre Madrid est contenue.

8-18 mars. Bataille de Guadalajara. L'offensive italienne contre Madrid échoue.

30 mars. Début de la campagne du Pays basque.

31 mars. Bombardement de Durango par les nationalistes.

12 avril. Attaque républicaine vers Huesca et Saragosse.

19 avril. Décret d'unification de la Phalange des Juntes ouvrières nationales syndicalistes avec la Communion traditionaliste carliste pour former la Phalange espagnole traditionaliste des JONS, qui devient parti unique dans les zones contrôlées par les nationalistes. Entrée en vigueur du contrôle naval de la non-intervention.

26 avril. Bombardement de Guernica par la légion Condor.

1er mai. Fin de la résistance héroïque des assiégés nationalistes qui défendaient, sous les ordres du capitaine Cortès, le sanctuaire de Santa Maria de la Cabeza, près de Jaén.

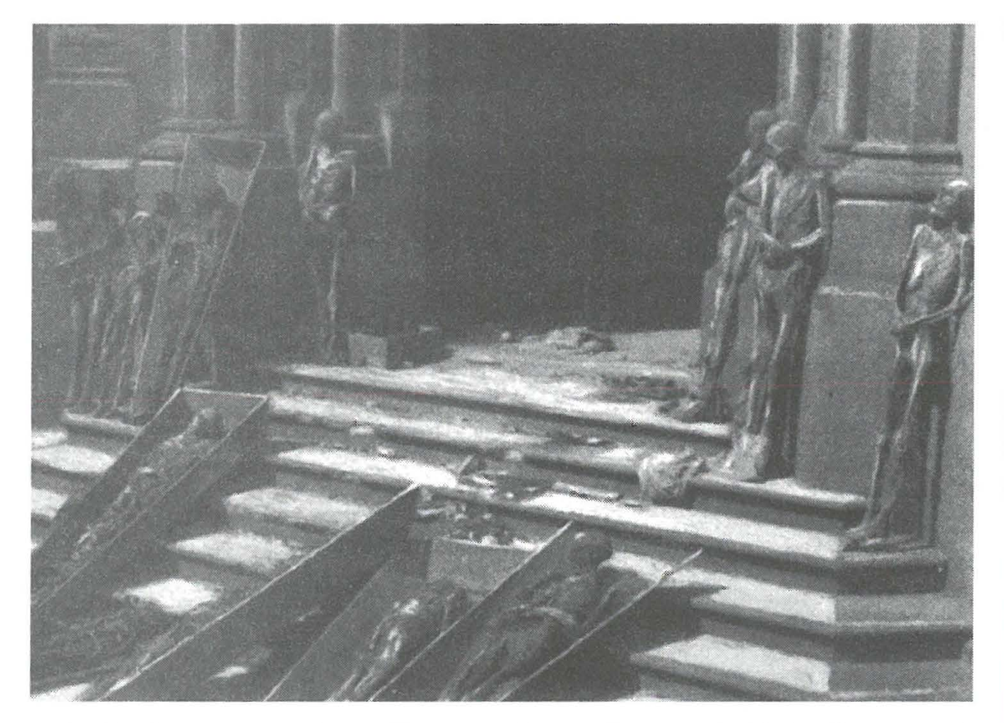
3-7 mai. Écrasement, à Barcelone, des anarchistes et des trotskistes du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) dont les leaders, notamment Andrès Nin, sont liquidés par les miliciens communistes et les agents du NKVD soviétique.

17 mai. Formation du gouvernement Negrin, qui succède à celui de Largo Caballero.

3 juin. Mort accidentelle du général Mola.

19 juin. Prise de Bilbao par les nationalistes.

1er juillet. Lettre collective des évêques espagnols apportant leur soutien au gouvernement national de Burgos.



Profanation des sépultures de carmélites. Le clergé espagnol a payé un lourd tribut à la guerre civile qui prit souvent l'aspect d'une guerre de religion. Les chiffres des assassinats commis par les partisans du **Frente popular** *sont éloquents : 11 évêques, 4 184 prêtres, 2 635 religieux et 283 religieuses.*

6-28 juillet. Bataille de Brunete (ouest de Madrid).
10 juillet. Après l'Allemagne et l'Italie, la France abandonne le contrôle de la non intervention.
24 août-6 septembre. Siège de Belchite (sud de l'Aragon) dont les républicains parviennent à s'emparer.
26 août. Prise de Santander par les nationalistes.
1er septembre. Le général Aranda entame la campagne des Asturies.
21 octobre. Les nationalistes terminent, avec la prise de Gijon, la reconquête des régions du nord-ouest atlantique.
31 octobre. Annonce du transfert à Barcelone du gouvernement républicain.
18 novembre. L'Angleterre envoie un « représentant » auprès du gouvernement de Burgos.
15 décembre. Début de la bataille de Teruel.

1938

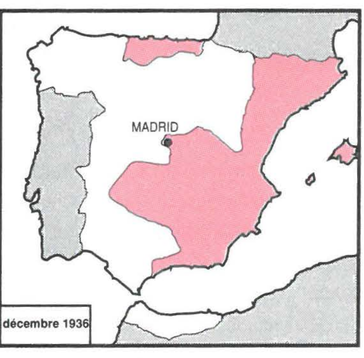
8 janvier. Prise de Teruel par les républicains qui est reconquis le 22 février.
20 janvier. Bombardement de Barcelone par l'aviation italienne, ce qui provoque la colère de Franco.
30 janvier. Décret confirmant les pouvoirs du Caudillo Francisco Franco.
9 mars. Promulgation de la Charte du Travail dans le camp nationaliste. Déclenchement de l'offensive nationaliste sur le front d'Aragon.
11 mars. Reprise de Belchite par les nationalistes.
17 mars. Le gouvernement Blum ouvre de nouveau les frontières françaises au transit des armes vers la zone républicaine.
5 avril. Indalecio Prieto quitte le ministère de la Défense. L'armée républicaine passe de plus en plus sous la coupe des communistes.
15 avril. Les franquistes atteignent la Méditerranée à Vinaroz, coupant ainsi en deux la zone républicaine, Valence et Madrid se retrouvant isolées de Barcelone.
13 juin. La France du gouvernement Daladier ferme de nouveau ses frontières. Offensive nationaliste contre le Levante (la province de Valence).
14 juin. Prise par les nationalistes de Castellon de la Plana.
24 juillet. Dernière grande offensive républicaine sur l'Èbre, traversé le 25.
Septembre. Franco fait savoir à la France et à l'Angleterre qu'en cas de guerre européenne il resterait neutre.
30 octobre. Les nationalistes contre-attaquent sur l'Èbre.
15 novembre. Retrait des forces républicaines au delà de l'Èbre. Fin de la bataille. Les Brigades internationales commencent à quitter l'Espagne.
23 décembre. Début de l'offensive nationaliste contre la Catalogne.

1939

Janvier. Débuts de l'exode des réfugiés républicains vers la France.
15-26 janvier. La France autorise de nouveau le transit des armes vers la zone républicaine.

Évolution des deux Espagnes de 1936 à 1939











LE NOMBRE DES VICTIMES

Soixante ans après le déclenchement de la guerre civile espagnole, les chiffres les plus fantaisistes continuent à circuler à propos du bilan humain de ce terrible conflit. Si les quatre cent mille victimes d'exécutions perpétrées par les Rouges relèvent, du côté nationaliste, d'une grossière exagération, les deux cent mille morts de la répression engagée après la fin des hostilités (près de cinq cent mille selon Santiago Carrillo) apparaissent tout aussi fantaisistes.

On semble souvent ignorer en France les enquêtes effectuées en Espagne depuis une quinzaine d'années sur cette question par le professeur Salas Larrazabal à partir de l'étude des archives, pour aboutir à des conclusions que l'on peut considérer comme définitives. Le résultat nous entraîne loin du million de morts qui fut longtemps admis et popularisé par le titre célèbre du romancier José Maria Gironella.

Le chiffre total des victimes se décompose de la manière suivante :

Pour les nationaux : 71 500 militaires tués en opérations, dont 12 000 étrangers, 4 000 civils morts du fait des combats et 72 500 homicides ou exécutions perpétrés par les Rouges, ce qui représente un total de 148 000 morts.

Du côté républicain, on dénombre 74 000 militaires tués au combat, dont 13 500 étrangers, 11 000 civils tombés du fait des combats et 35 500 homicides et exécutions imputables aux nationalistes. Il faut ajouter à cela 22 716 exécutions effectuées après la fin de la guerre. Dans ce dernier cas, on est loin du chiffre mythique de 192 684, régulièrement repris comme un chiffre « officiel », sur la base de l'information transmise oralement en 1948, par une « autorité » qu'il ne cite pas, au journaliste américain Charles Folz. Si l'on ajoute aux chiffres avancés plus haut les morts de la Seconde Guerre mondiale et de la lutte contre les maquis, qui prolongent la guerre civile espagnole jusque vers 1950, on arrive à 154 000 morts pour le camp nationaliste et à 152 500 pour le camp républicain. Si l'on tient compte des victimes consécutives à la maladie ou à la malnutrition engendrées par la guerre et si l'on considère la dénatalité qui correspond à cette sombre période, il est possible d'augmenter considérablement le nombre des pertes, voire de les doubler, mais ce genre de calcul demeure aléatoire.

Ph. C.



La foule salue les troupes nationalistes qui entrent dans Barcelone, le 26 janvier 1939.

26 janvier. Les troupes franquistes du général Yagüe prennent Barcelone.

5-14 février. La Catalogne est entièrement occupée par les forces nationalistes.

7 février. Azaña s'exile en France.

27 février. Reconnaissance du gouvernement de Burgos par la France et par la Grande-Bretagne.

5-10 mars. À Madrid, tentative de putsch du colonel Casado à l'intérieur du camp républicain contre le gouvernement Negrin.

6 mars. Negrin et les principaux dirigeants communistes quittent l'Espagne.

8 mars. Le général Miaja devient président du Comité de Défense et nomme Casado à la tête des forces militaires républicaines qui parviennent, le 12 mars, à étouffer la rébellion communiste au prix d'affrontements très violents et de plusieurs milliers de morts. Mais, le 20 mars, le gouvernement de Burgos repousse le « compromis » proposé par les émissaires de Cassado.

24 mars. Nommé ambassadeur à Burgos, le maréchal Pétain remet au général Franco ses lettres de créance.

26 mars. Début de la reddition des forces républicaines.

27 mars. L'Espagne franquiste adhère au Pacte antikomintern.

28 mars. Entrée à Madrid des troupes franquistes dans la liesse populaire.

30 mars. Entrée des nationalistes à Valence et à Alicante.

31 mars. L'ensemble du territoire espagnol est sous le contrôle des nationalistes.

1er avril. La guerre civile est officiellement terminée, elle a duré près de trente-trois mois. Le 19 mai aura lieu à Madrid le grand défilé de la victoire.

BIBLIOGRAPHIE

– SUR LA GUERRE CIVILE :

G. Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Le Seuil, « Points-Histoire », 1989.

A. Imatz (sous la direction), *La Guerre d'Espagne revisitée*, Paris, Economica, 1993.

E. Témime, *La Guerre d'Espagne*, Bruxelles, Complexe, 1996.

H. Thomas, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris, Laffont 1961, rééd. Le Livre de Poche.

– SUR FRANCO :

B. Bennassar, *Franco*, Paris, Perrin, 1995.

B. Crozier, *Franco*, Paris, Mercure de France, 1969.

C. Martin, *Franco, soldat et chef d'État*, Paris, Quatre Fils Aymon, 1959.

P. Preston, *Franco*, Londres, Harpers Collins, 1993.

– EN ESPAGNOL :

R. Casas de la Vega, *Franco, militar*, Madrid, Fénix, 1995.

R. de la Cierva y de Hoces, *Historia esencial de la guerra civil española*, Madrid, Fénix, 1996.

J.-P. Fusi, *Franco*, Madrid, Taurus, 1995.

B. Gil Mugarza, *España en Llamas*, Barcelone, Acervo, 1972.

G.-S. Payne, *Franco, el perfil de la historia*, Madrid, Espasa-Calpe, 1995.

J. Salas Larrazabal, *La Guerra de España, vista desde el aire*, Barcelone Ariel, 1969.

– DOCUMENTS :

R. Brasillach et M. Bardèche, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris, 1939, réédition Ed. Godefroy de Bouillon, 1996.

A. Malraux, *L'Espoir* (roman), Paris 1939, réédition Folio-Gallimard.

Principaux acteurs des deux camps

PAR JEAN KAPPEL

Dans le camp républicain

AGUIRRE José Antonio (1904-1960). Jeune avocat nationaliste basque issu d'une famille de tradition carliste, il refuse de se joindre aux insurgés nationalistes en juillet 1936, malgré l'appel en ce sens de l'épiscopat local. Quand les Cortès réunies à Valence votent, le 1er octobre 1936, un statut d'autonomie pour les provinces basques, il fonde la République basque, qui prend le nom d'Euzkadi et dont il devient le premier président élu, à Guernica, par les conseillers municipaux de la région. Il se réfugie en France à l'été 1937, après le succès de l'offensive nationaliste sur le front du nord.

AZAÑA Manuel. Né en 1880 à Alcala de Hénarès et mort en exil à Montauban en 1940. D'abord monarchiste libéral, il passe à la gauche républicaine en 1931. Ministre de la Guerre en 1931-1932, ce franc-maçon farouchement anticlérical devient président du Conseil en avril 1932 et le reste jusqu'en septembre 1933. Il encourage les insurrections des Asturies et de Catalogne, ce qui lui vaut d'être exilé en octobre 1934. Candidat élu du *Frente popular* lors des élections présidentielles du 10 mai 1936 il succède ainsi à Alcala Zamora comme président de la République. Il fuit la Catalogne en janvier 1939 et annonce sa démission le 27 février suivant, après avoir chargé une junte de défense nationale dirigée à Madrid par le général Miaja de négocier avec Franco.



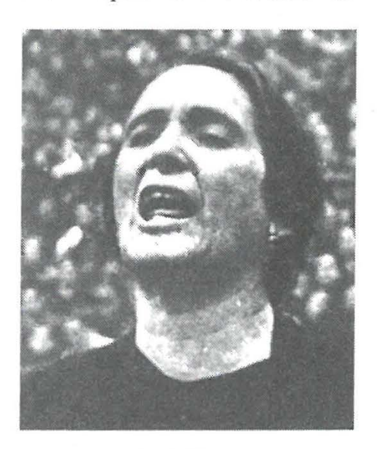
Manuel Azaña

COMPANYS Luis (1883-1940). Jeune avocat, il se fait connaître dans les années 1920 comme défenseur des anarchistes. Leader du mouvement autonomiste catalan, il proclame la république en 1934 après avoir été le deuxième président de la Généralité de Catalogne. Condamné à trente ans de réclusion, amnistié en 1936, il se proclame le 31 juillet président de la République de Catalogne. Réfugié en France à la fin de la guerre civile, il est livré aux autorités espagnoles et fusillé au fort de Montjuich.

DURRUTI Buenaventura (1896-1936). Figure mythique de l'anarchisme espagnol. Né à Leon, cet ouvrier métallurgiste a été le complice d'Ascaso et a commis avec lui plusieurs délits avant de s'enfuir en Amérique du Sud. Rentré en Europe, il ouvre à Paris une librairie anarchiste. Après avoir assassiné l'archevêque de Saragosse, il participe en 1921 à un attentat contre le roi Alphonse XIII et attaque une banque à Gijon. Au début de la guerre civile, il joue un rôle de premier plan lors du soulèvement de Barcelone et dans l'offensive contre Saragosse. Il est tué à Madrid en novembre 1936, au cours de la bataille de la Cité universitaire, dans des conditions obscures puisqu'il semble avoir été abattu par l'un de ses hommes.

GIRAL José. (1879-1962). Ce professeur de chimie est un ami d'Azaña qui en fait le premier ministre du 19 juillet au 4 septembre 1936. Dès son entrée en fonctions, il sollicite et obtient de Léon Blum l'aide de la France. Il doit démissionner après la chute de Badajoz. Ministre des Affaires étrangères en mai 1937 dans le gouvernement Negrin, il devient ministre sans portefeuille après le départ d'Indalecio Prieto. Nommé en 1945 président du gouvernement espagnol en exil par Martinez Barrio, il démissionne au début de 1947 et meurt à Mexico en 1962.

IBARRURI Dolorès, surnommée la « Pasionaria » (1895-1989). Fille d'un mineur, père de huit enfants, et militant carliste. Épouse d'un mineur socialiste qui lui donnera six enfants dont quatre mourront en bas âge elle connaît l'extrême misère du prolétariat de Biscaye. Elle appartient au noyau fondateur du petit Parti communiste espagnol. Militante professionnelle à partir de 1922, membre du Comité central en 1930, puis du Bureau politique en 1932, elle entre en 1935 au Comité exécutif du Komintern. Élue député aux élections de

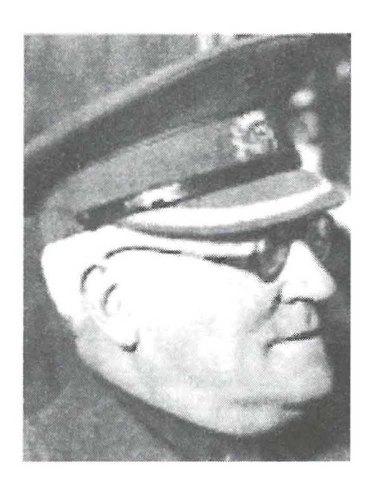


Dolorés Ibarruri

1936. Le 16 juin, elle menace de mort Calvo Sotelo, assassiné moins d'un mois plus tard, et, le 19 juillet, elle lance le fameux *« No pasaran »*. Numéro deux du Parti derrière José Diaz, ses discours enflamment les militants. Exilée à Moscou, où elle demeurera trente-huit ans, elle y succède à José Diaz, suicidé en 1942. Elle cède la place à Santiago Carrillo en 1962. Rentrée en Espagne après la mort de Franco, elle est élue dans les Asturies et sera, du fait de son âge, vice-présidente de la nouvelle Assemblée.

LARGO CABALLERO Francisco (1869-1946). Membre du Parti socialiste espagnol depuis 1894, il est emprisonné à quatre reprises entre 1909 et 1917. Ministre du travail du gouvernement Alcala Zamora en avril 1931. Après la défaite des gauches aux élections de novembre 1933, il forme l'Alliance ouvrière qui soutient l'insurrection des Asturies d'octobre 1934. Arrêté puis libéré, il est élu député en février 1936. Président du Conseil du 4 septembre 1936 au 15 mai 1937, il est surnommé le « Lénine espagnol ». Il s'aligne sur la ligne communiste révolutionnaire et contribue ainsi à donner du pouvoir républicain une image extrémiste. Son fils, prisonnier des nationalistes depuis juillet, est fusillé en représailles de l'exécution de José Antonio. Il doit démissionner après les affrontements de Barcelone de mai 1937. Il a été considéré, par beaucoup de républicains modérés, comme le mauvais génie du régime.

MIAJA José (1878-1958). Le plus célèbre – avec Vicente Rojo, son adjoint – des généraux demeurés fidèles à la République. Commandant de la division de Madrid, il obéit au gouvernement en juillet 1936. Il remplace le 24 octobre 1936 le général Castello à la direction de la défense de



Général Miaja

Madrid. Chef de l'ensemble des forces républicaines à partir du 6 novembre, il réussit à contenir les offensives nationalistes lancées contre la capitale. Investi des pouvoirs civils et militaires quand le gouvernement de Barcelone se retrouve coupé de Madrid, il quitte l'Espagne par Valence le 29 mars 1939, pour gagner Oran puis la France et, enfin, le Mexique où il mourra.

NEGRIN Juan (1887-1956). Médecin et militant socialiste madrilène, élu député dès 1931. En 1936, il est ministre des Finances au sein du gouvernement Largo Caballero puis succède à ce dernier du 18 mai 1937 au 5 mars 1939. Il transfère le siège du gouvernement de Valence à Barcelone et dirige la zone républicaine avec le concours des communistes qui, sous son autorité, voient leur influence grandir régulièrement. Réfugié en France en 1939, Negrin demeure jusqu'en 1945 le chef du gouvernement républicain en exil. Installé un temps aux États-Unis, il meurt à Paris.

PRIETO Indalecio (1883-1962). Militant ouvrier, journaliste socialiste, il participe au comité révolutionnaire qui installe la République en 1931. Ministre de la Marine et de l'Air dans le gouvernement Largo Caballero, il sera ministre de la Défense dans le gouvernement Negrin, s'efforçant sans succès de réduire l'influence des communistes dans l'armée. Sa mise à l'écart sera obtenue en avril 1938. Il se réfugie au Mexique après la guerre.

Dans le camp nationaliste

CALVO SOTELO José (1893-1936). Originaire de Galice, il a été étudiant à Salamanque avant d'être, dès 1915 le secrétaire de Maura, Premier ministre d'Alphonse XIII. Gouverneur civil de Valence à vingt-cinq ans, il devient, à trente-deux ans, ministre des Finances sous la dictature du général Primo de Rivera. Exilé en France durant les premières années de la République, il rentre en Espagne pour se faire élire aux Cortès en 1936, comme député monarchiste. Considéré comme l'un des esprits les plus brillants de la droite monarchiste et catholique, il ambitionne de se substituer à Gil Robles dont l'étoile a beaucoup décliné depuis la victoire du *Frente popular*. C'est lui que la Pasionaria menace de mort aux Cortès le 16 juin. Le 13 juillet, il est assassiné par des *Guardias de Asalto* républicains. Ce meurtre du porte-parole de la droite aux Cortès décide les conjurés militaires à déclencher l'insurrection.



José Calvo Sotelo

FAL CONDE Manuel. Né en 1894, cet avocat sévillan est nommé en mars 1934 par le prétendant carliste, don Alfonso Carlos, secrétaire général de la Communion traditionaliste. Il met tout en œuvre pour reconstituer une véritable force militaire carliste et supervise les négociations engagées avec Mola en juin-juillet 1936 pour apporter au soulèvement national l'appui des Requetes. Il sera néanmoins l'un des grands perdants de la guerre civile. Opposé à Franco en décembre 1936 à propos de la création d'une académie militaire carliste, il doit s'exiler au Portugal d'où il assistera, impuissant, à la fusion en un parti unique de la Phalange et du mouvement carliste.

FRANCO BAHAMONDE Francisco (1892-1975). D'origine galicienne, ce brillant officier d'infanterie s'illustre au Maroc dans les rangs du *Tercio*, la Légion étrangère espagnole, et devient, à 34 ans, le plus jeune général d'Europe. Directeur de l'Académie militaire de Saragosse en 1928, gouverneur militaire des Baléares en 1933, il est chargé en 1934 de réprimer l'insurrection des Asturies. Chef d'état-major de l'armée, il est éloigné aux Canaries par le gouvernement de *Frente popular*. Acquis au soulèvement, il gagne clandestinement le Maroc où il prend la tête des troupes insurgées. Le 6 août, il est à Séville et, commandant des forces du sud, lance ses troupes vers Badajoz où elles rejoignent celles venues du nord. Au lendemain de la délivrance de Tolède, à Salamanque, le 29 septembre 1936, il est proclamé généralissime puis chef du gouvernement. Installé à Burgos, celui-ci est rapidement reconnu par l'Allemagne et l'Italie. La fusion, en avril 1937, des mouvements phalangiste et carliste en un parti unique, puis la mort accidentelle du général Mola au début du mois de juin, renforcent son

pouvoir à la tête du camp nationaliste puisqu'il devient, le 30 janvier 1938, chef de l'État, du gouvernement et des armées de terre et de mer. Ayant remporté la victoire et libéré tout le territoire espagnol en mars 1939, le Caudillo va ensuite conduire les destinées de l'Espagne, jusqu'à sa mort en 1975, après qu'il eut préparé les conditions d'une succession appelée à se transformer en transition démocratique.

GIL ROBLES José Maria (1898-1980). Ce professeur de droit, rédacteur au journal catholique *El Debate* a adhéré en 1923 au Parti social populaire et participé à la fondation de la Jeunesse catholique espagnole. Député du Bloc agraire aux élections de 1931, il réclame une révision de la Constitution et crée la Confédération des droites autonomes (CEDA) qui remporte les élections de 1933. Ministre de la Guerre dans un gouvernement Lerroux en 1935, c'est lui qui fait de Franco le chef d'état-major de l'armée espagnole. Craignant pour sa vie après la victoire du *Frente popular*, il se réfugie en France en 1936 et abandonne la vie politique.

MOLA Emilio (1887-1937). Après avoir servi au Maroc, Mola est directeur général de la Sûreté sous le gouvernement du général Berenguer, qui a succédé à la dictature du général Primo de Rivera. Écarté lors de l'avènement de la République en 1931, malgré ses sentiments républicains, il est rappelé par Gil Robles en 1935 et devient commandant en chef des troupes du Maroc, avant que le *Frente popular* ne l'envoie occuper les fonctions de gouverneur de Pampelune. Cela lui donne la possibilité de rallier les carlistes à l'insurrection qui se prépare et les forces du nord qu'il commande prennent une part décisive, dès les premiers jours, au succès du soulèvement. Le 3 juin 1937, il est victime d'un accident d'avion.



Général Mola

PRIMO DE RIVERA José Antonio (1903-1936). Né à Madrid, il est le fils du général Miguel Primo de Rivera qui, de 1923 à 1930, à gouverné l'Espagne de façon autoritaire, au cours des dernières années du règne d'Alphonse XIII. Avocat, il fonde en 1933 la Phalange espagnole qui fusionne en février 1934 avec les Juntes offensives nationales syndicalistes (JONS) de Ramiro Ledesma Ramos et d'Onesimo Redondo. Élu député en 1933 et en 1936, il est arrêté et emprisonné avant le début de la guerre civile et fusillé à Alicante le 20 novembre. Figure mythique du camp nationaliste, ses restes seront solennellement transportés à dos d'homme d'Alicante à San Lorenzo del Escorial, puis six ans plus tard, à la nécropole de la *Valle de los Caidos*.

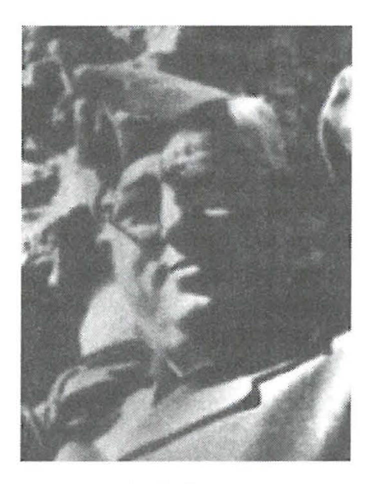
QUEIPO DE LLANO Gonzalo (1875-1951). Général franc-maçon et républicain avant la guerre civile, ce chef des carabiñeros s'est rallié à l'insurrection pour stopper l'anarchie dans laquelle s'enfonçait le pays. Il réalise un coup de bluff spectaculaire en s'emparant de la radio de Séville et en prenant le contrôle de la ville avec des effectifs dérisoires mais qui, action psychologique aidant, permettent de gagner le temps nécessaire à l'arrivée de l'armée d'Afrique. Au cours de la guerre, il se rend célèbre en réalisant quotidiennement les émissions de la radio nationale installée à Séville. Il n'en sera pas moins progressivement mis à l'écart à partir de 1938.

SANJURJO José (1872-1936). Vétéran de la guerre hispano-américaine il est l'un des chefs les plus populaires de l'armée espagnole. En 1932, il échoue dans une tentative de pronunciamiento contre la République. Condamné à mort, puis gracié, il est incarcéré jusqu'en 1934. Amnistié, il s'exile au Portugal. Appelé à présider la junte militaire en juillet 1936, son intervention est décisive pour permettre un accord entre Mola et les carlistes mais, le 20 juillet, l'avion qui doit le ramener en Espagne s'écrase au Portugal et sa mort accidentelle ouvre à Franco la voie du pouvoir.

SERRANO SUÑER Ramon. Né en 1901. Avocat, il a milité dans le mouvement de jeunesse de la CEDA. Très lié à José Antonio Primo de Rivera qu'il a connu à l'université, il est aussi le beau-frère de Franco. Il échappe de justesse, en juillet 1936, au massacre de la prison Modelo à Madrid et parvient à rejoindre le camp nationaliste. Il joue un rôle déterminant au sein du nouveau régime (comme ministre de la Propagande et de l'Intérieur, puis comme secrétaire général de la Phalange) et contribue à la fusion en un mouvement unique des diverses forces qui soutiennent Franco. Ministre des Affaires étrangères et plutôt germanophile, il se voit préférer Jordana en septembre 1942, quand les premières difficultés de l'Axe obligent Franco à prévoir l'avenir du côté des Alliés. Écarté de la vie politique après la Seconde Guerre mondiale, il devient avocat d'affaires spécialisé dans le droit international.

VARELA José (1891-1951). Après s'être illustré au sein de l'armée d'Afrique, ce général apporte son soutien à la Communion traditionaliste carliste au cours des années qui précèdent le soulèvement, ce qui lui vaut même d'être emprisonné un temps à Cadix. Commandant d'un corps d'armée nationaliste au cours de l'été 1936, c'est lui qui, à partir de Talavera la Reina, marche sur Tolède pour délivrer les assiégés de l'Alcazar. Il lance ensuite l'attaque contre Madrid, à la tête des regulares et des légionnaires. Présent sur de nombreux fronts au cours des mois suivants, il sera ministre de la Guerre au sein du gouvernement de Burgos.

YAGÜE Juan (1891-1952). Commandant de la Légion étrangère en 1934 il est chargé, en exécution des plans de Franco, de réprimer la révolte des Asturies.



Général Yagüe

En juillet 1936, il organise le soulèvement à Ceuta, au Maroc espagnol. Passé en métropole, il participe avec ses troupes à la plupart des grandes batailles de la guerre (Madrid, Teruel, l'Èbre) et c'est lui qui s'empare de Barcelone en janvier 1939. Proche de la Phalange, il entretient des rapports parfois houleux avec les alliés allemands et italiens. Il sera mis à l'écart en raison de ses liens avec les phalangistes hostiles à Franco.

J. K.

Pourquoi Franco l'a emporté

PAR DOMINIQUE VENNER

Aucun conflit du XXe siècle n'a attisé autant de passions. Mais depuis soixante ans, les historiens ont travaillé. Et voici que s'effondrent les grands mythes et les idées reçues. Ni le rôle de l'armée ni celui du peuple ne furent ce qu'on disait. Et on découvre pourquoi, finalement, Franco l'a emporté.



Légionnaires du Tercio. Cette unité d'élite est constituée à 90 % d'Espagnols. Elle a fait ses preuves au Maroc sous le commandement du jeune commandant Franco. Fer de lance du soulèvement national, elle va jouer un rôle décisif dans les premiers mois de la guerre civile.

Rien. Pas un bruit. Que le bourdonnement des mouches dans une chaleur de forge. Mélilla somnole, les pieds dans la Méditerranée, les épaules adossées à ses murailles, ses canons tournés vers le Rif.

L'Espagne est ici chez elle depuis 1496, l'arme au bras. Une Espagne militaire, pauvre et coriace, en bottes et en vareuse de grosse toile propre et fatiguée.

Deux ans plus tôt, le cinéaste Julien Duvivier est venu dans les montagnes tourner les extérieurs de la *Bandera*, film à la gloire de la Légion étrangère espagnole, tiré du roman de Pierre Mac Orlan. Un général jeune et inconnu, nommé Franco, lui a servi de conseiller et lui a prêté ses troupes. Le film lui est dédié quand il sort dans les salles de Paris, en 1935.

Une année a passé. Année sombre et lourde pour l'Espagne. La guerre civile est là qui rôde avec ses haines, ses foules hurlantes, ses incendies, ses tueurs et ses justiciers. Le général inconnu s'apprête sans plaisir à entrer dans l'arène de sang et à inscrire son nom dans l'histoire.

C'est à Mélilla que les dés sont lancés le 17 juillet 1936. Il ne s'agit plus de cinéma. Le drame va se jouer en direct.

Dans la salle des cartes du quartier général, une vingtaine d'officiers sont réunis. Ils sont jeunes, le regard fiévreux. Leur ceinturon s'alourdit du pistolet réglementaire, le noir et lourd *Astra 400*.

Ils sont l'avant-garde du soulèvement national. À leur tête, un colonel de trente ans, ancien attaché militaire à Paris, Lago Segui.

Sur leur route, se dresse un obstacle. Un obstacle épais de chair, d'os et d'étoiles courroucées, Son Excellence le général Romaroles, commandant de la place. Romaroles est le plus corpulent des généraux espagnols et l'un des plus hostiles aux conjurés.

Averti par un mouchard, Son Excellence a dépêché un bataillon de *regulares* (tirailleurs) pour arrêter les comploteurs, avec ordre de tirer. Ces jeunes imbéciles n'avaient qu'à se tenir tranquilles ! Assis sur son large séant, la

main légèrement moite appuyée au téléphone, le général attend. Soudain, sa porte semble projetée comme par une explosion. Botté, pistolet au poing, le colonel Segui surgit devant lui, suivi d'autres centurions visiblement méchants. Devancé par une audace plus vive, le général a perdu. Il couchera ce soir en prison et sera fusillé demain.

Les insurgés ne plaisantent pas. Ils proclament l'état de siège, mettent en arrestation les opposants. Ceux qui résistent sont passés par les armes, *« Arriba España ! »* À 17 heures, Segui peut télégraphier à son supérieur le général Yagüe et aux autres conjurés le code ironique qui va tout déclencher *« Sin novedad »*, équivalent espagnol de « rien à signaler »...

Au cours des heures suivantes, dans toute l'Espagne, de jeunes officiers feront irruption dans le bureau de vieux généraux, pistolet au poing afin de les convaincre de l'excellence de la cause nationale.

Un putsch de capitaines

En face, se lèveront d'autres hommes tout aussi armés dans leur cœur et dans leur poing.

Des deux côtés, des masses surchauffées prendront les armes et se mettront en mouvement. Le putsch se changera en guerre civile.

Contrairement à la légende, les chefs militaires du soulèvement ne sont, pour la plupart, ni des fascistes ni même des monarchistes. Sur les six principaux conjurés, quatre sont même des républicains, Mola, Cabanellas, Goded et Queipo de Llano. Franco, lui-même, quoique monarchiste, a jusque-là servi loyalement la République. Seul, Varela est carliste. Ne parlons pas de Sanjurjo, monarchiste de stricte obédience, qui ne jouera aucun rôle, ayant trouvé une mort accidentelle en avion le jour même du soulèvement.

C'est au cri de *« Vive la République »* que Queipo de Llano s'emparera de Séville. La première déclaration de Franco, diffusée à Tétouan le 21 juillet, se termine par *« Vive l'Espagne, et vive la République ! »* Quant au général Mola, organisateur de la conjuration, son but est d'établir une dictature républicaine transitoire. Le mouvement n'est pas dirigé contre la République, mais contre la dictature du *Frente popular* et la bolchevisation de l'Espagne.

La fermeté républicaine de Mola lui a d'ailleurs aliéné les monarchistes partisans d'Alphonse XIII et les carlistes de Fal Condé. Avec humeur, le général a repoussé leurs revendications. Au début de juillet 1936, les pourparlers étaient même rompus. Il a fallu le meurtre de Calvo Sotelo pour effacer soudain réticences et dissensions.



Le commandant Franco, au Maroc, en 1922, alors qu'il commande la 1ère bandera du Tercio (légion). Sous-lieutenant en 1910, il fut volontaire pour le Maroc où il fit l'essentiel de sa carrière, se taillant une réputation de baroudeur austère servi par la chance.

La conjuration des officiers s'était nouée en mars 1936. Franco ne s'y est lui-même rallié sans enthousiasme qu'au dernier moment, après avoir tenté inutilement une dernière démarche auprès du chef du gouvernement, Casares Quiroga. Comme le notera l'un de ses biographes, Paul Preston, il aurait certainement préféré le rétablissement de l'ordre dans la légalité, avec la caution du gouvernement. Contrairement à ses collègues, Franco ne se fait d'ailleurs pas d'illusion sur la difficulté de l'entreprise. À son cousin et adjoint, le colonel Salgado, il dit en confidence : *« S'il y a un soulèvement, il n'en sortira pas un coup d'État, mais la guerre civile. »*

L'équipée du « Dragon Rapide »

Le soulèvement a commencé à Mélilla, le 17 juillet, à cinq heures du soir. Deux heures plus tard, à Ceuta, le colonel Yagüe, chef de l'insurrection dans le protectorat marocain, proclame l'état de guerre. Le 19, dans la matinée, débarquant du *Dragon Rapide* qui l'amène des Canaries à Tétouan, le général Franco prend le commandement de l'armée d'Afrique, son armée.

L'aventure rocambolesque du *Dragon Rapide* fut une opération hispano-britannique strictement privée. Du côté espagnol, le marquis Luca de Tena, propriétaire du journal *ABC*, et Luis Bolin, correspondant à Londres de l'*ABC*. Du côté anglais, l'historien Douglas Jerrold, le commandant Hugh Pollard, expert en armes autant qu'en révolutions, le capitaine C. W. H. Bebb, pilote de la Olley Airways et deux jolies blondes, la fille de Pollard, Diana, et une amie, Dorothy Watson.

Luca de Tena, qui était en relation avec Franco, avait chargé Luis Bolin de louer un avion pour conduire le général au Maroc. Au cours d'un déjeuner chez Simpson's dans le Strand, Bolin s'assura le concours de Jerrold qui, à son tour, s'assura de celui de Pollard, lequel, avec des fonds offerts par le banquier Juan March, loua un appareil, le bimoteur *Dragon Rapide*, et un pilote, le capitaine Bebb. Pollard qui allait être le maître d'œuvre de ce voyage, était le seul à en connaître le but. Ni le pilote, ni les deux jolies blondes, qui servaient de camouflage, n'étaient dans la confidence.

L'avion prit l'air le 11 juillet. À son bord, Pollard, les deux filles et le pilote. Après avoir fait escale en France, au Portugal, à Casablanca, et à Tanger, le *Dragon Rapide* atterrit sur l'île de la Grande-Canarie le 15 juillet. Non sans quelques difficultés, Pollard établit le contact avec le QG de Franco à Ténériffe. Sa mission étant accomplie, il s'éclipsa avec les deux filles, après avoir donné l'ordre au pilote d'attendre à Las Palmas dans un hôtel confortable. En même temps, un message codé du général Mola, organisateur du soulèvement, parvenait à Franco : *« Le 17 à 17 »*. L'action était donc prévue pour le 17 juillet à 17 heures. L'histoire retiendra cependant la date du 18 juillet, celle du soulèvement dans la métropole.

UN MANIPULATEUR D'HOMMES

À la tête de ses *regulares* puis de ses légionnaires, Franco met au point l'un des principes permanents de son système : il exige fidélité et discipline, courage et endurance ; en échange, il ferme les yeux sur les actes de cruauté et les excès du pillage, les brutalités et les viols. Mais, comme il doit encore faire ses preuves, il met dans la balance la vertu de l'exemple en payant de sa personne au combat.

Ce jeu initial de quitte ou double lui permettra par la suite de jouer gagnant à coup sûr. Déjà, il associe habilement une connaissance approfondie de chacun de ses hommes avec la froideur, l'impassibilité, le refus de toute familiarité. Comme l'écrivit Arturo Barea, les hommes pouvaient être sûrs de recevoir ce à quoi il avaient droit et être confiants dans le soin avec lequel leur chef avait préparé une opération. Mais il était impitoyable. Barea écrivit ainsi : *« J'ai vu des assassins devenir livides parce que Franco les regardait de travers. De plus, c'est un em... Dieu te garde s'il te manque quelque chose dans ton paquetage ou si ton fusil est sale ou si tu lambines. Sais-tu ? Je crois que ce type n'est pas humain ; il n'a pas de nerfs. En outre, c'est un solitaire. Je crois que tous les officiers le détestent parce qu'il les traite comme nous et il ne se lie d'amitié avec personne. Ils vont faire la noce et s'enivrer, et lui, il demeure seul sous la tente ou à la caserne, comme l'un de ces vieux scribouillards qui vont au bureau même le dimanche. Personne ne le comprend et d'autant moins qu'il est si jeune. »* Le général Vigon, qui vécut avec Franco au Maroc, a reconnu que personne ne savait ce qu'il pensait.

Pourtant, il est devenu populaire parmi les légionnaires. Et il ne sert à rien de se voiler la face. Cet homme impénétrable, *« froid jusqu'à glacer ses amis »*, a joui d'une certaine popularité dans l'Espagne de la post-guerre. Plusieurs historiens ou observateurs, en Espagne ou hors d'Espagne, estiment qu'il eût obtenu 60 à 70 pour cent de votes favorables en cas d'élections libres au commencement des années 1960.

BARTOLOMÉ BENNASSAR
Franco, Perrin 1995



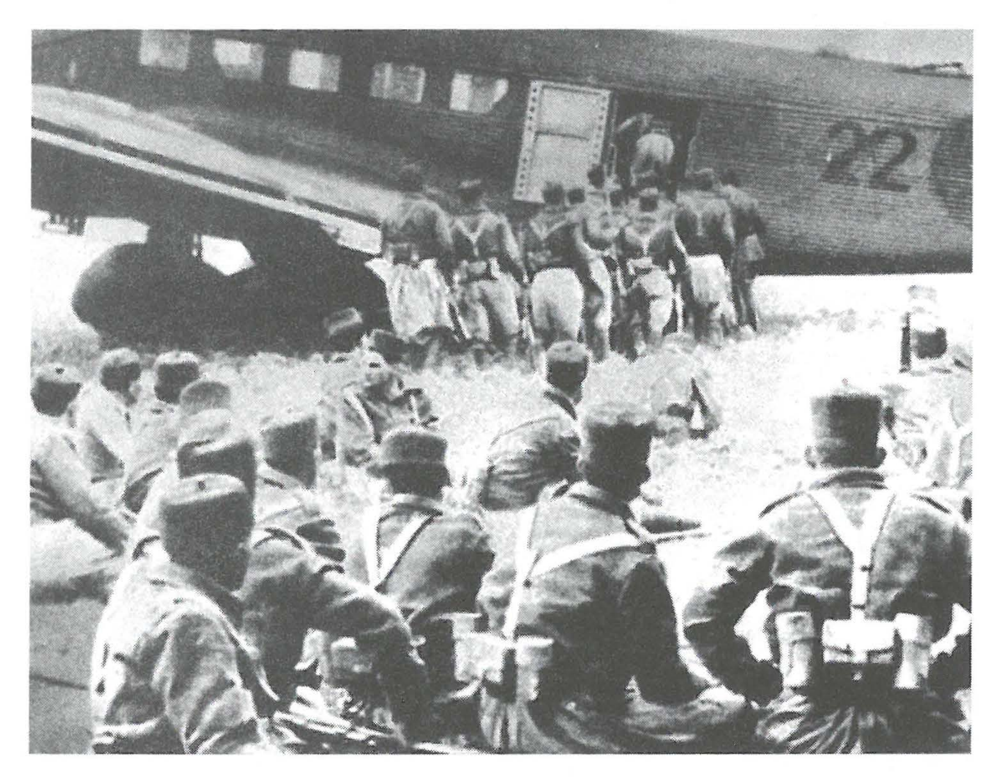
L'audacieux général Queipo de Llano s'empare de Séville avec une poignée de soldats, un pistolet et un micro. Officier républicain et franc-maçon, il se révélera l'un des adversaires les plus dangereux du **Frente popular.**

Avant de partir, le général régla sur place la prise du pouvoir aux Canaries, proclamant la loi martiale (état de guerre) qui faisait automatiquement passer tous les pouvoirs aux mains des militaires. Comme des manifestants du *Frente popular* s'assemblaient, menaçants, sous ses fenêtres, il les fit disperser à coups de fusil.

À 14 heures, le 18 juillet, il embarquait à bord du *Dragon Rapide*, dont le pilote découvrait enfin la mystérieuse mission. Après une escale de nuit à Casablanca, il atterrit à Tétouan à l'aube du 19 juillet. Sur l'aéroport, le colonel Saenz l'accueillit par le mot de passe des nationalistes : *« Rien à signaler au Maroc, mon général »*. Il lui apprit cependant que la seule tentative de résistance au mouvement avait été dirigée par son propre cousin, le commandant Lapuente. Franco donna aussitôt l'ordre de le fusiller. Ce geste prouva à tous sa résolution.

Du soulèvement à la guerre civile

Dès le 19 juillet, les nationaux contrôlent tout le Maroc espagnol. Mais sur le continent, les nouvelles sont moins encourageantes. En Navarre, la tâche du général Mola est facilitée par la levée en masse des Requetès, la milice carliste. Des villages entiers se joignent au soulèvement. Portant le béret rouge, les hommes descendent de leur village, fusil à l'épaule, comme leurs pères l'ont fait un siècle plus tôt *« pour Dieu, la Patrie et le Roi »*. À Séville, seul face à 5 000 partisans du *Frente popular*, l'audacieux général Queipo de Llano remporte un succès complet grâce à un coup



Au début du mois d'août 1936, une unité de regulares (tirailleurs) embarque au Maroc à bord d'un des premiers JU52 fournis aux nationalistes par l'Allemagne. Cette opération inaugure le premier pont aérien de l'histoire.

de bluff extraordinaire. Pistolet au poing, il arrête les officiers républicains, puis il sème la terreur dans la ville en la faisant sillonner par une poignée d'hommes sur des camions, après leur avoir passé la figure au brou de noix, pour faire croire qu'il s'agit de terribles Marocains. S'emparant de la radio, avec une faconde mordante, il fait du micro l'arme absolue de sa fragile victoire ce qui lui permet d'attendre les secours venus du Maroc. Dans toute la Vieille-Castille, à Burgos, Salamanque, Ségovie, Avila, Valladolid, les nationalistes triomphent également. Mais à côté de ces succès, que d'échecs ! Les nouvelles les plus sombres viennent de Madrid, de Barcelone et de Valence où le soulèvement échoue dans le sang des conjurés, que leurs frères d'armes restés fidèles au gouvernement n'hésitent pas à fusiller. Si une chose ne fait pas défaut dans l'Espagne de 1936, c'est la résolution.

S'adressant à la marine, le nouveau chef du gouvernement, José Giral, ordonne aux équipages de désobéir s'il le faut aux officiers suspects de sympathies nationalistes. Cet ordre, largement interprété, déclenche un énorme mouvement de mutinerie au cours duquel près de 70 % des officiers de marine sont assassinés et les autres arrêtés.

Cette sanglante et légale mutinerie pose à Franco un problème majeur qu'il n'a pas prévu. Tous ses plans reposent sur la collaboration de la marine pour l'acheminement rapide des troupes d'Afrique sur le continent.

Le 21 juillet, un de ses aides de camp lui demande ce qu'il se propose de faire faute de flotte. *« Tout ce qui pourra être réalisable et nécessaire,* répond le général. *Tout, sauf se rendre. »*

Dans le plan conçu par Mola, un rôle important était dévolu à Franco, officier brillant et populaire dans toute l'armée en raison de son passé de baroudeur. Mais en quelques jours, à la suite de hasards dramatiques, son rôle va prendre des proportions inattendues. La mort accidentelle de Sanjurjo, l'échec à Madrid et Barcelone des généraux Fanjul et Goded, aussitôt fusillés, vont le propulser au premier rang, d'autant qu'avec l'armée d'Afrique, *regulares* (tirailleurs indigènes) et légionnaires du *Tercio*, il commande aux meilleures troupes du soulèvement, les seules qui peuvent se porter au secours de la fragile tête de pont créée à Séville par Queipo de Llano. Encore faut-il les y transporter.

Durant ces jours d'anxiété, la plupart des télégrammes apportent à Franco de mauvaises nouvelles. Chaque fois, il lit le message, un sourire aux lèvres, puis l'enfouit dans sa poche. Si quelqu'un lui demande des précisions, il répond impassible : *« Je gagne ou je meurs ».* La seconde alternative semble alors la plus probable. À la radio gouvernementale, le socialiste Prieto le dit clairement : *« Je ne comprends pas ce que veulent les rebelles. Ils sont fous. Qui, selon eux, les sauvera ? Nous avons en notre pouvoir les villes politiquement importantes, les centres industriels, tout l'or et l'argent de la Banque d'Espagne, d'inépuisables réserves en hommes, la flotte... Entendez-vous nous avons la flotte ».*

Certes, le gouvernement contrôle la flotte, mais sans officiers aux commandes, elle est paralysée. Franco le sait. Utilisant les quatre avions dont il dispose, il a déjà fait passer une poignée de légionnaires qui renforcent Queipo de Llano. Mais il fait mieux. Le 5 août, il prend le risque d'envoyer par cargos 8 000 hommes à travers le détroit, à partir de Ceuta. Et cela réussit.

Simultanément, dès le 19 juillet, il a envoyé Luis Bolin à Rome, à bord du *Dragon Rapide* pour acheter douze bombardiers.

Après diverses péripéties, neuf Savoia-Marchetti 81 S arriveront au Maroc le 1er août. Ils seront bientôt renforcés par dix-huit bombardiers allemands JU52. Dès lors, un pont aérien s'organise qui permet de transporter 300 hommes par jour. Mais, ainsi que le note Bartolomé Bennassar dans sa biographie de Franco, *« Ce ne sont pas les avions italiens ou allemands qui ont, pour l'essentiel, permis la traversée du détroit. Ils ont été très utiles, sans plus. »*

Une armée divisée

L'armée espagnole de 1936 est beaucoup plus divisée qu'on ne l'a dit. Dans leur majorité, les officiers sont peu politisés, hormis quelques noyaux favorables à la gauche ou à la droite, et nombre d'entre eux continuent d'obéir aux ordres. C'est une réalité qu'a mis en évidence l'historien Arnaud Imatz dans une étude très complète qui démonte les légendes édifiées de part et d'autre. *« Si, le 17 juillet,* écrit-il, *l'écrasante majorité de l'armée s'était soulevée, l'héroïsme des milices communistes, socialistes, anarchistes et trotskistes n'aurait rien pu contre elle. La victoire aurait été acquise en quelques heures. Or, précisément, il n'en est rien. Les chiffres irréfutables, qui ne plaisent pas aux historiens franquistes, désireux, pour des motifs opposés à ceux de la gauche, d'accréditer la fable de l'armée unanime, sont là pour le démontrer. Sur un effectif total des forces armées (terre, air et mer) stationnées en Espagne, qui s'élève à 209 978 hommes, le gouvernement du Frente popular dispose au début de la guerre de 116 501 hommes, soit 55,48 % des effectifs, les nationaux disposent, eux, de 93 477 hommes, soit 44,52 %... Cette situation de relatif équilibre n'est rompu qu'en raison de l'armée d'Afrique : 47 127 hommes, dont la totalité rejoint le*



Soldats nationalistes au combat. Au début de la guerre, la balance des forces penche fortement en faveur du Frente popular *et rien ne laisse présager la victoire future des nationalistes.*

camp national. Mais en revanche, le gouvernement conserve pratiquement toute la flotte et 350 des 450 avions militaires » (1).

Parmi les officiers, ceux qui sont le plus élevés en grade restent volontiers fidèles au gouvernement. Sur les généraux de 1936, 22 serviront le *Frente popular* et 17 la cause nationale. Au contraire, la majorité des jeunes officiers de grades subalternes choisissent l'insurrection. Sur 15 343 officiers, 7 600 se trouvent en zone républicaine en juillet 1936. Parmi eux, 1 500 sont fusillés ou assassinés, 1 500 autres sont condamnés et emprisonnés, et un peu plus de 1 000 se cachent ou rejoignent le camp national. En tout, 5 500 officiers de 1936 (3 500 d'active et 2 000 qui avaient été mis à la retraite par la loi Azaña), servent dans l'armée républicaine. On tue dans les deux camps, mais pas dans les mêmes proportions, ainsi 32 généraux et amiraux sont exécutés par les républicains, et 11 par les nationaux. Ces chiffres disent la violence des affrontements.

Le rôle des milices

L'armée reflète la scission de la société espagnole. Ce n'est pas l'intervention du peuple en armes qui fait échouer le soulèvement dans les grandes villes, Madrid, Barcelone ou Valence, mais celle des troupes restées fidèles au gouvernement. Mal armées, sans entraînement, sans encadrement ni discipline, les milices révolutionnaires ont un effet moral considérable, mais une efficacité militaire limitée. Elles sont d'ailleurs moins nombreuses que ne le suggère la propagande. En septembre, l'effectif des milices rouges n'a pas dépassé 60 000 hommes.

En face, à la même époque, sur un territoire

MIGUEL DE UNAMUNO ET DES INTELLECTUELS POUR FRANCO

En août 1936, Miguel de Unamuno, illustre promoteur de la République, déclare au correspondant de l'agence nord-américaine *International News* : « *Le gouvernement de Madrid est devenu fou, littéralement "lunatique". Le Combat des nationaux n'est pas un combat contre la République libérale, c'est un combat pour la civilisation.* » Le 12 octobre, il est le protagoniste d'un incident bruyant qui l'oppose au général Millan Astray. Au cours d'une manifestation officielle, il critique vertement ce qu'il considère être des excès de la zone nationale, puis, devant l'hostilité de la salle, quitte les lieux au bras de Madame Franco. Mais en décembre, peu de temps avant de mourir, il confie encore à Nikos Kazantzakis : « *En ce moment critique de souffrance pour l'Espagne, je sais que je dois suivre les soldats. Eux seuls nous rendrons l'ordre. Ils savent ce que signifie la discipline et comment l'imposer. Non, non, je ne me suis pas converti en droitiste. Ne faites pas attention à ce que l'on dit. Je n'ai pas trahi la cause de la liberté. Mais maintenant, il est essentiel que l'ordre soit rétabli* ». Enfin, dans une entrevue accordée à la même époque aux frères Tharaud, il manifeste à nouveau très clairement son opinion : « *Aussitôt que se produisit le mouvement sauveur du général Franco, je me suis rallié à lui, pensant qu'il importait avant tout de sauver la civilisation occidentale chrétienne et avec elle l'indépendance nationale.* »

Le seul écrivain qui demeure fidèle à la République de *Frente popular* jusqu'à sa chute est Antonio Machado. D'autres artistes, poètes et romanciers, comme Max Aub, Francisco Ayala, Pablo Casal, Miguel Hernandez, Jimenez de Asua ou Picasso font le même choix. Mais à l'inverse, l'Espagne nationale bénéficie des adhésions de Azorin, Pio Baroja, Jacinto Benavente (après la libération de Valence), Manuel de Falla, Manuel Machado (frère d'Antonio), Garcia Morente, Eugenio d'Ors, Gutierrez Solana, Menendez Pidal, Andres Segovia, José Maria Sert, Ignacio Zuloaga et même, dans une certaine mesure Ortega Y Gasset qui critique vertement le parti pris « républicain » d'Albert Einstein. N'oublions pas non plus ceux qui s'éloignent en critiquant sévèrement les deux camps, comme Salvador de Madariaga, ni ceux qui préfèrent se réfugier dans le silence comme Juan Ramon Jimenez.

A. I.



Miliciens du **Frente popular** *en 1936. C'est l'engagement spontané, de part et d'autre, dans ces milices qui va donner à la guerre civile son acharnement et sa puissance mobilisatrice.*

moins peuplé, les milices nationales atteignent un chiffre supérieur qui se répartit entre phalangistes (38 809 hommes), requetes (22 107 hommes) et monarchistes ou républicains de droite (6 192 hommes). En 1938, l'effectif total des milices nationales atteindra 120 000 hommes.

L'intervention étrangère s'équilibre

De part et d'autre, les mouvements de foule et les engagements spontanés dans les milices ont un effet immense sur l'acharnement de la guerre civile. Dans leur ensemble, les masses ont d'abord assisté de façon passive au putsch du 18 juillet. Puis, l'échec du soulèvement imposant la guerre, elles se jettent dans la bataille, donnant à la lutte un caractère fanatique que ne souhaitaient pas du tout les militaires. Dans le camp national, ce sont les civils et non les militaires qui imposent l'esprit de croisade et le retour du vieux drapeau sang et or. Dans sa très riche histoire illustrée de la guerre, Bernardo Gil Mugarza écrit à ce sujet : *« Les deux partis minoritaires du début, la Phalange et le parti communiste, orientèrent pratiquement le développement politique de la lutte »* (2). De part et d'autre, les modérés sont débordés, et marginalisés au profit des révolutionnaires rouges ou bleus.

L'intervention étrangère en hommes et en matériel (voir l'article de Guy Chambarlac page 39) ne modifie pas l'équilibre de la lutte. Elle contribuera seulement à la durcir et à la prolonger.

La décision de recourir à une aide étrangère fut absolument simultanée dans les deux camps. Dès le 17 juillet, chez les républicains, le ministre Barcia sollicite l'aide française et le 19, le chef du gouvernement, Giral, dans un télégramme à Léon Blum, implore l'envoi immédiat de 20 avions, de mitrailleuses, de canons et de munitions. Deux jours plus tard, par l'intermédiaire de Luis Bolin, Franco demande à son tour à l'Italie de lui fournir 12 avions de transport et de bombardement. Reçus à Rome et à Bayreuth, ses émissaires obtiennent des décisions dans les jours suivants. Le 25 juillet, à Prague, le Profintern et le Komintern, sur ordre de Staline, décident d'aider le gouvernement espagnol. La connaissance que l'on a aujourd'hui des chiffres réels, grâce aux travaux de Garate, Escudero et Larrazabal, montre que les livraisons en matériel de part et d'autre sont pratiquement équivalentes, avec une légère supériorité en faveur du *Frente popular*.

Il en est de même pour l'envoi de volontaires étrangers. Contrairement à ce qui a été longtemps répété, les effectifs du côté national (en majorité italiens, allemands et portugais) ne sont pas supérieurs à ceux des Brigades internationales qui comptent entre 60 000 et 80 000 hommes, auxquels il faut ajouter environ 5 000 « conseillers » soviétiques. *« Si l'on tient compte,* écrit Arnaud Imatz, *de l'effectif total des hommes mobilisés dans chaque camp (1 750 000 hommes pour la zone républicaine et 1 260 000 pour la zone nationale), on constate que jamais, à aucun moment de la guerre, les étrangers ne parviennent à constituer 10 % des effectifs des armées en lutte. »*

L'échec des Rouges

Au début de la guerre, le gouvernement de *Frente popular* dispose d'une supériorité qui aurait dû lui permettre de l'emporter. Il contrôle près de 53 % du territoire continental avec une répartition plus favorable que celle de son adversaire. Il contrôle également près de 59 % de la population, la quasi totalité de l'industrie d'armement, de la métallurgie, de l'industrie textile et chimique et la plupart des moyens de transport (70 % de la flotte de commerce). Il dispose aussi de la totalité des importantes réserves en or de la Banque d'Espagne qui lui permettront d'acheter au prix fort des armes, des véhicules et des avions, notamment en URSS. Or, malgré ces atouts stratégiques évidents et malgré l'équilibre des forces proprement militaires, à l'issue de presque trois ans de guerre, le moins favorisé finira par l'emporter.

Le général Rojo, dernier chef d'état-major de l'armée républicaine, de 1937 à 1939, a invoqué principalement des raisons politiques : *« Franco a triomphé parce que la République ne s'était pas fixée un but politique... Pendant deux ans et demi de guerre, il a manqué* [à nos hommes politiques] *l'abnégation pour se soumettre à un idéal commun supérieur à celui des partis, et l'intégrité pour assainir une atmosphère politique viciée »* (3). L'ancien président de la République, Azaña, sera plus sévère encore : *« Chacun a pensé à son propre salut sans considérer l'œuvre commune... Où est la solidarité nationale ? Je ne l'ai vue nulle part... Hystérie révolutionnaire qui est passée des mots aux faits, aux vols, aux assassinats... inaptitude des gouvernants, immoralité, lâcheté, vanité de parvenus, déloyauté, dissimulation, palabres de ratés, exploitation de la guerre pour s'enrichir... insolence des séparatistes... »* (4)

Franco rassemble tous les pouvoirs

En face, dès le 29 septembre 1936, le général Franco rassemble tous les pouvoirs politiques et militaires entre ses mains. Cette



Le 29 septembre 1936, réunie à Salamanque, la Junte nationale fait de Franco le généralissime et le hef de l'État. De gauche à droite : Mola, Saliquet (dissimulé), Queipo de Llano, Franco, Cabanellas.

romotion était imprévisible deux mois plus ôt. La Junte créée à Burgos par Mola le 23 iillet, et que préside le vieux général Cabaellas, ne comprend pas encore Franco. Il y gurera à partir du 3 août, sa position ne cesınt de grandir grâce aux troupes d'Afrique. ès ce moment, depuis Séville, il a lancé trois olonnes à travers l'Estrémadure sous le comandement de Yagüe, afin d'opérer la joncon avec Mola et les armées du nord. Ses gionnaires et ses *regulares* bousculent sans fort les mauvaises milices qui leur sont pposées.

Pendant que Yagüe marche vers Madrid, anco crée un embryon de gouvernement. vec l'accord de Mola, il se charge des relaons avec les gouvernements étrangers, Italie, llemagne et Portugal. Bientôt, son profil se odifie, il va faire figure d'homme d'État. Ce ouveau destin ne lui déplaît pas. Il va même prendre goût, montrant un évident talent anœuvrier pour s'emparer du pouvoir malé l'opposition de Cabanellas.

Un groupe de fidèles s'est constitué qui s'attache à sa fortune et le pousse en avant. Quand la Junte se réunit à Salamanque, le 28 septembre, les jeux sont pratiquement faits. On vient d'apprendre la libération de Tolède, dont Franco recueille la gloire. Le lendemain, sur proposition du général Kindelan, la Junte adopte un décret qui fait de Franco le généralissime et le chef de l'État *pour la durée de la guerre*. Lorsque le décret sera publié, la mention restrictive *« pour la durée de la guerre »* aura disparu…

Le 30 janvier 1938, Franco est confirmé dans tous ses pouvoirs. Comme de Gaulle, malgré tout ce qui les sépare, ce soldat prouvera un goût évident du pouvoir et des aptitudes politiques exceptionnelles dans la guerre et plus tard dans la paix. Faisant sienne une partie du programme de la Phalange, tout en interdisant la discussion et en préservant jalousement une autorité sans partage, Franco sait épouser la mystique de son camp, ne laissant subsister, en apparence, aucune équivoque sur le but de la « Croisade ». Son talent militaire n'est sans doute ni celui d'un Rommel ni celui d'un Patton, mais depuis toujours il a la baraka et il excelle dans l'organisation de ses forces. C'est ainsi qu'il parvient à mettre sur pied une armée de plus d'un million d'hommes qui remportera la victoire sur un adversaire plus nombreux et plus riche.

Surpris par ses plans d'opération peu orthodoxes, les officiers allemands détachés comme observateurs à son quartier général de Salamanque ne cachent pas leur scepticisme. Ils alertent même Berlin. Pourtant, leurs prévisions pessimistes ne se réalisent pas. Ils ne comprennent pas que cette guerre ne répond pas aux critères d'un *Kriegspiel* classique. Ainsi, pour Franco l'adversaire n'est pas un ennemi. C'est ce qu'il explique, indigné aux officiers italiens qui, passant outre à ses ordres, bombardent Barcelone : *« Jamais,* leur dit-il, *je ne ferai la guerre à mon propre peuple... »*

Trois grands principes guident son action. Former et entraîner des unités aptes à livrer bataille. N'engager une action qu'assuré d'une réelle supériorité. Ne jamais abandonner une position conquise, l'enjeu étant fait d'hommes et non de terrain, comme dans la guerre conventionnelle. Face aux révolutionnaires formés à Moscou, cet officier qui a fait ses classes dans l'armée d'Afrique se révèle un maître de la guerre révolutionnaire.

La stratégie du Caudillo explique notamment la lenteur de certaines opérations ou le choix de certaines priorités. Ainsi la marche sur Tolède, en septembre 1936, pour secourir les assiégés de l'Alcazar, peut-elle apparaître comme une erreur d'un point de vue strictement militaire, puisqu'elle retarde l'avance sur Madrid. Mais en privilégiant cette opération qui donne à la cause nationale sa plus belle légende, Franco montre qu'il a compris l'essentiel. Cette guerre se jouait dans les cœurs autant que sur les champs de batailles.

D. V.

---

(1) Arnaud Imatz, *La guerre d'Espagne revisitée*, Economica, 1993, p. 30.

(2) Bernardo Gil Mugarza, *España en llamas*, Ed. Acervo, Barcelone, 1968, p. 6. Cet ouvrage rassemble sur les deux camps plusieurs centaines de témoignages et plus de mille photos qui sont d'un intérêt exceptionnel pour comprendre et sentir l'atmosphère de l'époque.

(3) Vincente Rojo, *Alerta a los pueblos !* Ed. Aniceto Lopez, Buenos Aires, 1939, p. 268-272.

(4) Manuel Azaña, *Obras completas*, vol. IV, Ed. Oasis, Mexico, 1967.

Les carlistes font la différence

PAR PHILIPPE CONRAD

Coiffés du béret rouge, sortant le fusil de sous la couette, descendant de leur village curé en tête, ce sont les requetès, les carlistes, fidèles comme toujours à leur Dieu et à leur Roi.



Don Carlos de Bourbon (1848-1909), prétendant au trône d'Espagne. Ici, avec sa garde portant le béret rouge pendant la deuxième guerre carliste de 1873-1876.

Au moment où Franco s'apprête à prendre la tête des unités rebelles de l'armée d'Afrique, alors que Queipo de Llano est sur le point de s'emparer de Séville, le général Mola obtient, à Pampelune, le soutien de la Communion traditionaliste qui rassemble depuis plus d'un siècle les partisans de la « monarchie légitime » attachés à la cause de Don Carlos et de ses descendants. Durant les trois années de la guerre civile, les Carlistes seront de tous les combats. Dès les premiers jours, ils assurent la victoire nationaliste en Navarre et en Vieille-Castille ; à Irun, ils interdisent aux républicains la frontière avec la France. Sur tous les fronts, coiffés du béret rouge, la légendaire *boina*, ils vont se battre *« Por Dios, la Patria, el Rey »* afin de *« tuer plus de Rouges que n'ont de fleurs mars et avril »*. Soldats de la tradition, nostalgiques de la Grande Espagne catholique, ces chouans du XX[e] siècle vont voir dans la guerre civile l'occasion d'une possible restauration, mais ils seront finalement les dupes de l'alliance conclue avec les militaires.

Né de la querelle de succession apparue en 1833, à la mort du roi Ferdinand VII, le mouvement carliste a été l'un des acteurs principaux de l'histoire espagnole tout au long du XIX[e] siècle. Frère du défunt, Don Carlos revendique le trône au nom de la loi salique contre la jeune Isabelle, née du quatrième mariage du roi défunt avec Marie-Christine de Naples proclamée, avec le soutien des libéraux, régente au nom de sa fille. Bien plus que le fruit d'une simple querelle dynastique, l'opposition des deux camps apparaît comme l'affrontement des deux Espagnes nées de la Révolution française et de l'occupation napoléonienne. Du côté de Don Carlos, les nostalgiques de la tradition, celle des hidalgos et des mystiques. Ils sont rétifs à la modernité et attachés aux libertés locales. Dans le camp opposé des « cristinos », les monarchistes libéraux attirés par le modèle louis-philippard français. Des « libéraux » d'un genre un peu particulier puisqu'ils s'imposent généralement grâce à des pronunciamientos à répétition, appelés à devenir – au XIX[e] siècle – une spécialité espagnole. Les carlistes ne supportent pas la volonté centralisatrice et le programme anticlérical de leurs adversaires. Cet antagonisme fondamental va engendrer plusieurs guerres civiles. La première dure de 1833 à 1839. En 1873, une nouvelle insurrection amène les combattants basques et navarrais aux portes de Madrid, mais le prétendant est finalement contraint à l'exil lors de l'avènement du roi Alphonse XII,

qui bénéficie de l'appui pontifical. La tradition carliste survit à ce nouvel échec mais le prétendant Don Jaime meurt à Paris en octobre 1931, quelques mois après la proclamation de la deuxième République espagnole. Le défunt ne laissant pas d'enfant, c'est son oncle, le prince Alphonse de Bourbon, qui est reconnu comme prétendant. Quand il meurt le 21 septembre 1936, ses partisans luttent, depuis plus de deux mois, aux côtés des insurgés nationalistes. Il a transmis ses droits au prince Xavier de Bourbon-Parme, proclamé « régent » de la Communauté traditionaliste et c'est au nom de ce dernier que se battront les requetès engagés dans la guerre civile.

La proclamation de la République a donné un nouvel élan au courant traditionaliste, qui attire désormais bon nombre de monarchistes déçus par l'abdication d'Alphonse XIII. La Communion traditionaliste, emporte une vingtaine de sièges de députés lors des élections de 1933 et de nouveaux leaders, l'avocat Fal Condé, Victor Pradera ou le comte de Rodezno jouissent d'une audience renforcée dans le camp des droites. Des centaines de cercles et d'associations, seize quotidiens, plusieurs dizaines d'hebdomadaires régionaux ou nationaux témoignent du renouveau carliste. Les premiers groupes d'autodéfense organisés en décuries de dix hommes font maintenant place aux requetès, véritables unités militaires de la valeur d'une compagnie. Des officiers comme le général Varela rejoignent secrètement les rangs carlistes et favorisent la constitution de dépôts d'armes.



Les bataillons victorieux de requetès entrent dans Barcelone en janvier 1939.

Des espoirs déçus

Simultanément, des armes italiennes arrivent clandestinement en Espagne, et des militants carlistes, transformés en officiers stagiaires péruviens, sont instruits dans les écoles de l'armée italienne. Cette préparation discrète mais efficace permettra à Mola de disposer, en juillet 1936, des trente mille combattants qui feront la décision sur le front du Nord.

L'insurrection des mineurs asturiens d'octobre 1934 et la victoire du *Frente popular* en février 1936 ont radicalisé les carlistes et des contacts ont été pris avec les comploteurs militaires, grâce au lieutenant-colonel Emilio Esteban Infantes qui sera, quelques années plus tard, sur le front russe, l'un des chefs de la division Azul. Inquiet, le gouvernement disperse les officiers suspects. Mais, malheureusement pour le *Frente popular*, l'envoi du général Mola à Pampelune offre aux conjurés l'occasion de s'assurer le soutien des carlistes. Dès le 15 juin, Mola rencontre secrètement Fal Condé *« l'homme le plus dangereux pour la République espagnole »*, selon Quiroga. Aucun accord n'est alors possible car Mola ne remet pas en cause le système républicain dans son principe. Favorable à la séparation de l'Église et de l'État ainsi qu'à la liberté des cultes, il reste évasif sur la répartition des pouvoirs entre militaires et civils une fois acquis le succès du soulèvement. Le 12 juillet, Fal Condé ordonne à ses troupes de ne pas s'engager sans son ordre. Tout change le 13, quand arrive la nouvelle de l'assassinat de Calvo Sotelo. Le 15, avec l'approbation de Fal Condé et de Xavier de Bourbon-Parme, la Communion traditionaliste lance l'ordre, tenu secret, du soulèvement. Du 18 juillet au 5 août les trente mille requetès (ce nom désigne aussi bien les hommes que les unités qu'ils constituent) fournissent à Mola les moyens de remporter dans le nord du pays des succès décisifs, au moment où l'armée d'Afrique n'a pas encore franchi le détroit de Gibraltar. Au cours de la guerre qui commence, soixante-cinq *tercios* (bataillons) seront levés par les carlistes, dont vingt-deux pour la seule Navarre. Des volontaires étrangers, Russes blancs, Irlandais, Portugais, Français, viendront même combattre aux côtés des « bérets rouges ». Pourtant, les espoirs carlistes seront déçus. Dès le mois de décembre, Fal Condé, entré en conflit avec Franco, est contraint de s'exiler au Portugal et, en avril 1937, le Caudillo impose la fusion en un parti unique du mouvement carliste et de la Phalange. Il n'en reconnaîtra pas moins les mérites de ceux que le général de Castelnau considérait comme *« la meilleure infanterie du monde »*, en rappelant que *« Dans la résurrection de l'Espagne, la Navarre se détache nettement par son héroïsme et son esprit de sacrifice. Elle fut la base de départ solide de notre soulèvement, c'est sa jeunesse en armes qui, dans les premiers moments, forma l'essentiel de l'armée du Nord... »*.

Ph. C.

Philippe Conrad est historien. Il termine actuellement une histoire de la Reconquête espagnole.

UN FASCISME POÉTIQUE

José Antonio et la Phalange

PAR ARNAUD IMATZ

La droite libérale ne l'aimait pas. Les communistes le fusillèrent.

José Antonio était une figure étrange, poétique et grande, qui ne cesse de fasciner.

Le 29 octobre 1933, un jeune aristocrate, espoir du barreau espagnol, José Antonio Primo de Rivera, prend la parole devant 2 000 personnes au Théâtre de la Comédie de Madrid en compagnie du héros de l'aviation, Julio Ruiz de Alda. L'histoire a retenu cette date comme celle de la fondation de la Phalange.

Dans son discours, José Antonio annonce tous les thèmes qui feront la particularité du futur mouvement, à commencer par la critique acerbe du libéralisme, qui lui vaudra l'hostilité des conservateurs : « *L'État libéral nous a valu la servitude économique, car on disait aux ouvriers, dans un tragique sarcasme : Vous êtes libres de travailler à votre gré ; personne ne peut vous forcer à accepter telle et telle condition de travail ; mais comme nous sommes les riches, nous vous offrons les conditions qui nous plaisent. Vous autres, citoyens libres, vous pouvez les refuser si elles vous déplaisent ; mais vous autres, citoyens pauvres, si vous n'acceptez pas les conditions que nous vous offrons, vous crevez de faim au milieu de la plus grande dignité libérale. Contre cet état de choses, le socialisme était une réaction légitime. Mais le socialisme est matérialiste, et le matérialisme n'explique pas tout. Nous voulons rendre au peuple la patrie, bien commun et non pas bien d'une classe, et l'esprit religieux de la nation.* » Et il ajoute « *Si, pour atteindre nos buts, il fallait recourir à la violence, nous n'hésiterions pas. Quand*



José Antonio Primo de Rivera : ***« Nous, sans moyens, avec notre pauvreté, nous recueillons tout ce qu'il y a de fécond et de profitable dans notre Espagne. Et nous voulons que la vie nous soit difficile avant le triomphe et après le triomphe. Et nous, qui avons déjà mené sur le chemin du Paradis la vie des meilleurs d'entre nous, nous voulons un Paradis difficile, droit, implacable, un Paradis où l'on ne se repose jamais et qui ait, de chaque côté de ses portes, des anges armés d'épées. »***

LE DESTIN DES FONDATEURS DE LA PHALANGE

José Antonio Primo de Rivera. Né à Madrid le 24 avril 1903. Fils aîné du général Primo de Rivera, pacificateur du Maroc et dictateur de 1923 à 1930. Brillant avocat au barreau de Madrid et fondateur de la Phalange avec Julio Ruiz de Alda le 29 octobre 1933, il mêle à son catholicisme hispanique une authentique révolte contre la misère ouvrière. Député aux Cortès de 1933 à 1936. Arrêté le 14 mars 1936, transféré à Alicante, il est fusillé le 20 novembre 1936 après une parodie de jugement. Son frère Fernando a été assassiné en prison à Madrid le 23 août 1936.



Trois des fondateurs de la Phalange lors d'une manifestation en 1934. De gauche à droite, José Antonio, Ruiz de Alda, Ledesma Ramos.

Julio Ruiz de Alda. Navarrais, capitaine d'aviation, aîné d'une famille de 12 enfants. Héros national depuis sa traversée de l'Atlantique sud (Espagne-Argentine en 9 jours) en janvier 1926 à bord de l'hydravion *Plus Ultra*. Ami personnel de José Antonio et son premier compagnon, il sera le véritable organisateur de la Phalange, dont il a suggéré le nom. Arrêté le 14 mars 1936, il est assassiné en prison le 23 août 1936.

Ramiro Ledesma Ramos. Né en 1905 en Castille, fils d'un instituteur de campagne. Étudiant pauvre, disciple d'Ortega y Gasset et lecteur passionné de Nietzsche, il écrit plusieurs essais et romans avant de fonder à Madrid, le 14 mars 1931, la revue *Conquista del Estado*, qui devient l'instrument d'une école de pensée révolutionnaire tournée vers l'action que résume son aphorisme : « *Volonté et désir de dépassement* ». En novembre 1932, son groupe fusionne avec les *Juntas Castellanas de Actuacion Hispanica* d'Onesimo Redondo, pour constituer les *Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista* (JONS), dont il est le théoricien autant que l'activiste. En février 1934, il favorise la fusion des JONS avec la Phalange et il fait partie du premier triumvirat du nouveau mouvement avec José Antonio et Ruiz de Alda. Il s'en séparera cependant l'année suivante, déçu par ce qu'il appelle « *le refroidissement de l'élan révolutionnaire et droitisation excessive du parti* ». Mais après l'arrestation de José Antonio, il lui fait savoir qu'il reprend le combat avec lui. Arrêté à Madrid en août 1936, il est assassiné en prison le 29 octobre 1936.

Onesimo Redondo. Docteur en droit, ancien lecteur à l'université de Heidelberg et catholique fervent, contrairement à Ledesma Ramos, il fonde en 1923 l'hebdomadaire *Libertad* et, en 1931 à Valladolid, la *Junta Castillana de Actuacion Hispanica* qui fusionne en 1931 avec le groupe de Ledesma Ramos, puis se joindra à La Phalange. Créateur à Valladolid d'un syndicat ouvrier, il est le premier vrai praticien du national-syndicalisme. Prenant la tête de ses propres miliciens au début de la guerre civile, il est tué dans les premiers combats, devant l'Alto de Léon, le 25 juillet 1936. Sa veuve fonde alors le Secours d'Hiver appelé à devenir l'*Auxilio Social*, présent dans toute la zone nationaliste au cours des années suivantes.

Manuel Mateo. Né à Correla le 30 avril 1900. Fils d'un cordonnier. Inscrit très tôt au parti communiste espagnol, il deviendra membre du Comité central, chargé du secrétariat à l'organisation. Ayant rompu avec le PCE après un séjour en URSS, il rejoint la Phalange où il est chargé de créer l'organisation syndicale (national-syndicalisme). Assassiné en août 1936 par les membres d'une *Tcheka* communiste.

[o]n offense la justice et la patrie, la seule dia[l]ectique possible est celle des poings et des [p]istolets... »

D'emblée, le style adopté place José Anto[n]io dans des régions habituellement peu fré[q]uentées par la politique. Car s'il ne méprise [p]as la violence, il célèbre plus encore l'esprit [d]u mysticisme et de la poésie : « *Notre mouve[m]ent*, dit-il, *ne serait pas compris si l'on croit [q]u'il est une façon de penser. Ce n'est pas une [f]açon de penser, c'est une façon d'être. Nous [n]e devons pas seulement proposer une créa[ti]on politique. Nous devons adopter devant la [vi]e, dans chacun de nos actes, une attitude [p]rofonde et entière. Cette attitude est l'esprit [d]e service et de sacrifice, le sens ascétique et [m]ilitaire de la vie... Voici que le drapeau est [b]randi. Maintenant, nous allons le défendre [j]oyeusement, poétiquement. Car seuls, les [po]ètes ont pu soulever les peuples, et malheur [à] celui qui ne saura pas dresser en face de la poésie qui détruit, la poésie qui promet ! En un mouvement poétique, nous dresserons le désir fervent de l'Espagne... Notre poésie est l'air libre, dans la nuit claire, l'arme au bras, sous les étoiles. Que les autres poursuivent leurs festins ! Nous, dans la tension, la certitude et la fièvre de la veillée, nous pressentons dans la joie de notre cœur la venue de l'aurore ...* »

Née du désir de réaliser une « *synthèse de la tradition et de la révolution* », la Phalange rejetée et combattue à droite comme à gauche, allait connaître une vie aussi courte qu'agitée. Son histoire se confond dans une large mesure avec celle de son fondateur, dont le destin tragique apparaît empreint d'une profonde solitude.

Candidat malheureux aux élections de 1936 – après avoir été élu aux Cortès de 1933 – José Antonio Primo de Rivera est incarcéré dès l'avènement du Front populaire, trois mois avant le soulèvement du 18 juillet 1936. Déféré devant un tribunal populaire en pleine guerre civile, le chef de la *Falange española*, sera condamné à mort et fusillé, sous la pression des communistes, le 20 novembre 1936, à l'âge de trente-trois ans.

Paradoxalement, soixante ans après son exécution « José Antonio » suscite toujours la haine ou la ferveur, la répulsion ou l'admiration... « *Un agent appointé par l'ambassade italienne* » affirme Max Gallo ; « *une personnalité de souteneur sous un élégant vernis* » assure le politologue américain H.R. Soutworth. À l'autre extrême, le philosophe Unamuno lui reconnaît un « *cerveau privilégié, peut-être le plus prometteur d'Europe* », et l'ambassadeur des États-Unis, C. Bowers, voit en lui « *un héros de roman de cape et d'épée* ». Mais quel homme se cache-t-il donc derrière le masque de pierre que détracteurs et hagiographes ont plaqué sur son visage ?

Dans l'immense bibliographie concernant la guerre d'Espagne, ses origines et ses consé-



Le 4 avril 1939, au cimetière d'Alicante, exhumation des restes de José Antonio. Porté à dos d'hommes sur 400 km, son corps reposera à l'Escorial avant d'être inhumé dans la nécropole de Los Caidos.

quences (plus de quinze mille titres), José Antonio occupe une place capitale. Force est de constater cependant que l'image conventionnelle du chef de la Phalange se réduit généralement à quelques clichés inlassablement répétés. La « récupération » du personnage par l'historiographie franquiste constitue vraisemblablement l'une des principales causes de cette singulière situation.

La disparition prématurée de José Antonio en pleine guerre civile laisse idéologiquement le champ libre au général Franco. En 1937, le Caudillo impose la fusion de la Phalange avec tous les partis de droite (monarchistes, traditionalistes et conservateurs-républicains) et crée un nouveau mouvement, la Phalange traditionaliste. Manuel Hedilla, second chef de la Phalange originelle, est condamné à mort pour avoir refusé de s'incliner ! Très vite, les autorités franquistes comprennent le parti qu'elles tireraient d'un culte voué à José Antonio Primo de Rivera. Elles exaltent son exemple et son sacrifice, mais éliminent systématiquement de sa doctrine les thèmes « révolutionnaires » ou « socialement dangereux ».

Dans les années qui suivirent le démantèlement du franquisme et le retour à la démocratie, la plaie était encore trop vive pour que chercheurs et auteurs fussent saisis du désir d'étudier sur un plan historique les rapports embrouillés du franquisme et du phalangisme original. On préféra étendre sur l'époque le voile de l'oubli ou bien on se borna à une condamnation d'ensemble. Mais, depuis peu, les interprétations-shématisations commencent à lasser.

On a beaucoup écrit sur la philosophie chrétienne ou traditionnelle de la Phalange et sur les éléments conservateurs de sa doctrine politique. Mais un aspect essentiel est son programme social. *« Nous voulons implanter une profonde justice sociale,* répétait José Antonio, *pour que sur cette base le peuple retourne à la suprématie du spirituel. »* Ce projet idéaliste, il entendait le mener à bien en procédant à la nationalisation des banques et des services publics, à l'attribution de la plus-value du travail aux syndicats, à une profonde réforme agraire en application du principe *« la terre appartient à celui qui la travaille »*, et enfin à la création d'une propriété familiale, communale et syndicale.

On peut débattre du caractère réformiste ou révolutionnaire de ce programme, mais on ne saurait affirmer qu'il fut réactionnaire. Tel était l'avis de la droite conservatrice et libérale : sa presse ne se privait pas de traiter José Antonio Primo de Rivera de « national-bolchevique », tout en lui reprochant de confondre « franciscanisme » et « fascisme ». Aux Cortès, lorsque la majorité de droite décide de lever l'immunité parlementaire du chef de la Phalange pour se débarrasser d'un adversaire encombrant, José Antonio ne doit son salut qu'à l'aide de l'ensemble de la gauche et d'une poignée de députés de droite. En février 1936, à la veille des élections, la Phalange prit soin de se démarquer du « Bloc national » – coalition antirévolutionnaire qui s'opposait à l'union des partis de gauche. En définitive, globalement, la droite n'eut de sympathie pour José Antonio qu'après la victoire du Front populaire.

À gauche, l'étude des relations avec la Phalange ne ménage pas moins de surprise. De nombreux cadres phalangistes provenaient de la Confédération anarchiste (CNT) ou du parti communiste. Manuel Mateo, bras droit de José Antonio, était l'ancien secrétaire du PCE à Madrid. Dans leurs Mémoires, le leader anarchiste Diego Abad de Santillan et le ministre du Front populaire, Julian Zugazagoita expliquent comment ces hommes facilitèrent les contacts avec plusieurs responsables de la CNT (notamment Angel Pastaña) et de la Fédération anarchiste ibérique. D'autres négociations eurent lieu avec Juan Negrin, un des principaux représentants de la fraction non marxiste et minoritaire du parti socialiste. José Antonio Primo de Rivera fit même savoir à Indalecio Prieto qu'il lui confierait volontiers la direction d'une future phalange socialiste.

Très loin de Franco

Après la guerre, diverses personnalités républicaines, dont le président du gouvernement de la République en exil, Felix Gordon Ordas reconnaissaient qu'*« il eût été possible d'obtenir, au début, que José Antonio coopérât à la République de gauche »*. Teodorniro Manandez, député socialiste et dirigeant du syndicat UGT, rapporte que José Antonio lui disait souvent au Parlement : *« Teodorniro, s'il n'y avait pas les idées religieuses, comme nous serions proches, l'un de l'autre en politique ! »* ; et il ajoute : *« il avait raison ! »* Prieto, Zugazagoita, Echevarria et d'autres ministres modérés du Front populaire rendront hommage au chef de la Phalange pour avoir tenté de persuader les belligérants de négocier dès le début de la guerre civile. Son exécution – réclamée par les communistes – fut une absurdité. Échangé ou rendu aux nationalistes, il eût tenté l'impossible pour arriver à une paix de compromis. Lui fusillé, rien ne pouvait arrêter le carnage.

Au rang des thèses récemment battues en brèche, on citera celle du prétendu accord politique entre Franco et José Antonio. Le témoin de l'unique rencontre entre les deux hommes, l'ex-ministre des Affaires étrangères, beau-

HEDILLA : LA PHALANGE CONTRE FRANCO

Le double drame de la Phalange fut d'être décapitée, tous ses chefs historiques ayant été tués, José Antonio, Ruiz de Alda, Ledesma Ramos, Redondo, Mateo, etc. Sur 48 membres du premier conseil national, plus de 30 ont été tués. Simultanément, le mouvement est envahi par une masse d'opportunistes. Enfin, le général Franco, tout en utilisant le mythe héroïque de la Phalange et de son fondateur, le videra de tout contenu.

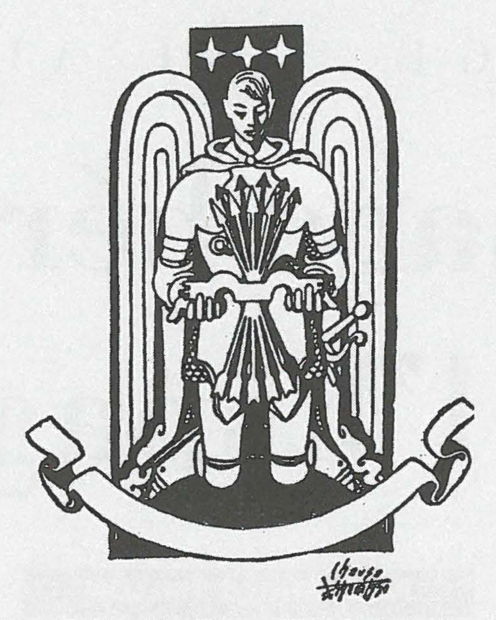
Le 18 avril 1937, s'ouvre la session du Comité national de la Phalange, en vue d'élire un nouveau chef national. En dépit de ceux qui estiment que l'élection ne peut être perçue que comme une provocation par le général Franco, les conseillers décident d'élire Manuel Hedilla, second chef national de la Phalange. Figure austère et réservée, Hedilla était un homme d'une honnêteté personnelle et doctrinale scrupuleuse. Il avait gravi tous les échelons de la hiérarchie phalangiste avant d'être investi de la charge suprême. Sa volonté inébranlable de suivre strictement la voie tracée par le chef fondateur, José Antonio, devait pourtant être à l'origine de sa perte.

Le lendemain de son élection, le 19 avril à 20 heures, il est averti que le général Franco s'apprête à diffuser à la radio le « décret d'unification » qui impose la fusion de la Phalange, de la Communion traditionaliste (carliste), de l'Action espagnole (CEDA) et de la Rénovation espagnole (monarchiste).

Cette décision unilatérale reflète la volonté de mettre au pas les phalangistes tenus pour de « dangereux démagogues ». Dans l'ensemble, l'unification est bien accueillie à la base, mais elle est contestée par beaucoup de dirigeants.

Manuel Hedilla refuse, par fidélité à son idéal, d'être nommé secrétaire général du mouvement unifié. Devant son refus, on le menace de la prison et, le 25 avril, la menace est mise à exécution : le chef de la Phalange est arrêté et incarcéré à Salamanque.

Déjà condamné à mort par contumace par le Front populaire, Manuel Hedilla va être condamné à mort une seconde fois. Accusé de



Le joug et les flèches, emblème des Rois catholiques, fut adopté comme symbole par la Phalange.

rébellion, il comparaît le 5 juin, en même temps qu'un groupe de dirigeants phalangistes, devant le conseil de guerre réuni à Salamanque. Peine capitale pour Hedilla et deux autres, lourdes peines de prisons pour plusieurs de leurs camarades. Pourtant, quarante jours plus tard, le 19 juillet, Franco prononce la grâce des condamnés.

Transféré aux Canaries, Manuel Hedilla demeure en cellule quatre ans. En juillet 1941, sa peine est commuée en résidence surveillée. Lorsqu'il est transféré à Palma de Majorque, il pèse moins de 40 kilos. Il y travaillera, étroitement surveillé, jusqu'à ce qu'un ordre du général Franco, du 13 avril 1946, mette fin à son exil. Entre-temps, sa femme, obsédée par l'injustice faite à son mari, est morte folle dans un asile.

Manuel Hedilla éliminé, un courant d'opposition continue cependant à se manifester. En 1940, un Comité clandestin, présidé par le colonel Emilio Tarduchy, se crée à Madrid. Le réseau compte sur l'appui du général Yagüe, ardent phalangiste, fermement décidé à écarter Franco du pouvoir.

Informé des intrigues auxquelles se prête Yagüe, le Caudillo le convoque et le confond, puis, adroitement, au lieu de sévir, le neutralise en lui donnant de l'avancement.

L'opposition phalangiste renaîtra dans les milieux étudiants à partir de 1957.

En 1959, se constituent les premiers « Cercles doctrinaux José Antonio » qui affirment que ce que le régime a réalisé ne correspond pas à l'idéal du fondateur de la Phalange.

En novembre 1961, afin de redonner vie au courant phalangiste ouvrier, le cercle « Manuel Mateo » est créé. Il participe activement à la création des premières « Commissions ouvrières », notamment à Madrid, dans la métallurgie, où coexistent communistes, socialistes, démocrates-chrétiens et phalangistes. Mais en 1966, les activités du cercle sont jugées subversives et il est interdit.

Trois ans plus tôt, a été fondé dans les universités un *Frente de estudiantes sindicalistas*. C'est l'époque du « phalangisme de gauche », dont l'une des figures est Gonzalès Vicen.

Tous ces petits groupes saisissent régulièrement l'occasion des cérémonies à la mémoire de José Antonio pour manifester leurs désaccords en conspuant les phalangistes « collaborationnistes ». Comme les incidents se renouvellent, en 1970 le Conseil national du *Movimiento* décide de supprimer toute cérémonie publique. Pour le 34e anniversaire de la mort de José Antonio, Francisco Ferranz, chef phalangiste de la première heure, âgé de 52 ans, *« écœuré par la trahison du régime »* se donne la mort en public. La tension parmi les militants phalangistes de base atteint son comble.

Survenue en 1975, la mort du général Franco allait sonner le glas de la Phalange officielle, dont de nombreux représentants devaient se rallier rapidement au nouveau régime mis en place sous la conduite du roi Juan Carlos, tandis qu'une poignée de jeunes irréductibles restaient fidèles à l'idéal originel de José Antonio.

---

rère du Caudillo, Ramon Serrano Suñer, nous onfiait dans une interview : *« José Antonio et 'ranco n'avaient ni sympathie ni estime l'un our l'autre. Ils se trouvaient dans des ıondes très éloignés par leurs mentalités, ·urs sensibilités et leurs idéologies. Il n'y eut ımais de dialogue politique, ni d'entente ·ntre les deux ! »*

Cela dit, une question vient spontanément l'esprit ; la discussion, voire la prise en ɔnsidération d'un ensemble de faits sous-estiés ou ignorés jusqu'ici sur la vie politique du fondateur de la Phalange ne peut-elle conduire à une sorte de « révisionnisme » du fascisme ? Nous ne le croyons pas. Pour l'historien, la Phalange de José Antonio Primo de Rivera ne peut être séparée du contexte de la réalité espagnole des années trente qui l'a vu naître et mourir. Réduire la Phalange au petit dénominateur commun du fascisme italien, du nazisme et des divers « socialismes nationaux » de l'Europe du début du siècle, c'est refuser de réfléchir sérieusement sur la signification fondamentale d'un mouvement qui a marqué de son empreinte toute l'histoire espagnole récente. La Phalange de José Antonio plaçait au centre de sa conception du monde *« l'homme, porteur de valeurs éternelles, capable de se sauver ou de se perdre. »*

A. I.

Arnaud Imatz est docteur d'État en Sciences politiques. Il est l'auteur d'un ouvrage de référence sur *José Antonio et la Phalange espagnole* (Albatros, Paris 1981). Il a dirigé l'ouvrage collectif *La guerre d'Espagne revisitée* (Economica, Paris 1993).

Le visage héroïque de l'Espagne

PAR PATRICK PEILLON

Ce fut l'épisode le plus célèbre de la guerre d'Espagne. Il dessine le visage d'un peuple qui voulut prouver au monde l'essence cornélienne de son âme.

Dans les jours qui suivent le 18 juillet et tandis que se répand la nouvelle du soulèvement de l'armée d'Afrique, les garnisons espagnoles réagissent de manière contrastée suivant les régions, les chefs militaires, leur ascendant sur la troupe, leur audace, leur légalisme ou simplement leur conformisme. Certaines emboîtent le pas à la rébellion nationale, d'autres manifestent leur fidélité au gouvernement républicain.

Tolède, centre géographique des Espagnes, ancienne capitale des rois de Castille brûlée par le soleil et lovée dans une boucle du Tage est à peine distante de 70 kilomètres de Madrid la républicaine. Comme partout, les combats y font rage entre insurgés et légalistes mais, très vite, le colonel Moscardo, chef militaire de la place, favorable à la rébellion, comprend qu'il ne pourra tenir longtemps face à une population majoritairement hostile et aux contingents madrilènes. Dès le 22 juillet, il choisit donc d'évacuer les positions que tenaient en ville ses hommes depuis la veille et de se retrancher dans la forteresse, l'Alcazar, pour employer le mot arabe et tolédan, cette grande bâtisse austère et carrée qui domine la ville et le fleuve et où la statue de Charles Quint, lance en main, semble incarner encore les rêves dominateurs des siècles enfuis.



L'Alcazar de Tolède sous les bombes et les obus « républicains ». Photo prise au 53e jour de la résistance qui s'achèvera par l'arrivée d'une colonne de secours, le 27 septembre 1936.

N'en déplaise à Brasillach et à Massis (ou du moins au titre de la plaquette enthousiaste qu'ils ont consacrée à l'événement), il n'y a pas même une dizaine de cadets présents dans cette Académie militaire : ils sont en vacances en ce chaud mois de juillet. Aux côtés de Moscardo, un millier de combattants, guère plus, majoritairement issus de la gendarmerie (la *guardia civil*), quelques fantassins, cavaliers ou artilleurs, et aussi quelques volontaires civils issus des Phalanges, ainsi qu'une foule de sept cents réfugiés civils, femmes et enfants. Assez peu d'armes, suffisamment cependant pour équiper chaque combattant, et énormément de munitions, un million de cartouches sans doute : chargé par le ministre de la Guerre ignorant sa défection de rapatrier ce stock vers Madrid, Moscardo a préféré le garder à son profit !

Le rideau peut se lever sur l'épisode le



21 juillet 1936, 7 heures du matin. Dans le patio de l'Alcazar, un officier lit la déclaration d'« état de guerre dans Tolède » du colonel Moscardo.

plus célèbre de la Guerre d'Espagne. Il va durer 70 jours.

Au-delà de toute sympathie partisane ou de son importance stratégique, sans doute dessine-t-il encore, soixante ans après l'événement et tandis que s'éteignent les derniers acteurs du drame, le visage emblématique de l'Espagne héroïque, comme si cette terre, une fois encore et même en ce siècle si peu propice avait voulu prouver au monde l'essence cornélienne de son âme.

Le dialogue tragique du colonel Moscardo et de son fils

On le sait : contrairement à la journée de bataille qui met en lumière le génie tactique ou la brusque dépense d'énergie, la guerre de siège introduit avec la durée une dimension plus morale que strictement militaire ou stratégique, celle de la ténacité, de la détermination à poursuivre malgré les offres de reddition ou de compromis, de la volonté inébranlable de résister jusqu'au bout, envers et contre tout.

En ce sens, le siège de l'Alcazar est un modèle du genre. Rien n'y manque. Dans les années cinquante, les *Belles histoires de l'oncle Paul* publiées par le journal *Spirou*, le proposaient encore à l'admiration de leurs jeunes lecteurs. Mais peut-on aujourd'hui en lire le récit sans paraître anachronique, pour ne pas dire surréaliste, à l'heure des « frappes chirurgicales » et des guerres médiatiques où le sang ne doit plus couler que des écrans cathodiques et selon les stricts impératifs de la propagande ?

Car le sang coule à l'Alcazar. Face au millier de combattants retranchés dans la forteresse, ils sont plus de dix mille soldats républicains. À leurs sommations, le colonel Moscardo ne sait apporter qu'une réponse : *« l'Alcazar ne se rend pas »*, même quand il apprend que son propre fils est aux mains de l'ennemi.

L'épisode a été cent fois raconté, et les témoins des deux camps ont confirmé les termes exacts de la conversation. Le 23 juillet, Candido Cabello, chef des milices de Tolède appelle par téléphone Moscardo et lui dit que, s'il ne remet pas l'Alcazar dans les dix minutes, il fera fusiller son fils de 24 ans, Luis Moscardo, fait prisonnier le matin même.

– *Pour que vous voyiez que c'est vrai, il va lui-même vous parler*, ajoute Cabello.

– *Qu'est-ce qui se passe, mon fils ?* demanda le colonel.

– *Rien*, répond le fils. *Ils disent qu'ils vont me fusiller si tu ne rends pas l'Alcazar.*

– *Si c'est vrai*, réplique Moscardo, *recommande ton âme à Dieu, crie Viva España ! et meurs comme un héros. Au revoir, mon enfant, un dernier baiser.*

– *Au revoir, père*, dit Luis, *je t'embrasse bien fort.*

Cabello reprend le téléphone.

– *Votre délai est inutile*, réplique le colonel. *L'Alcazar ne se rendra jamais.*

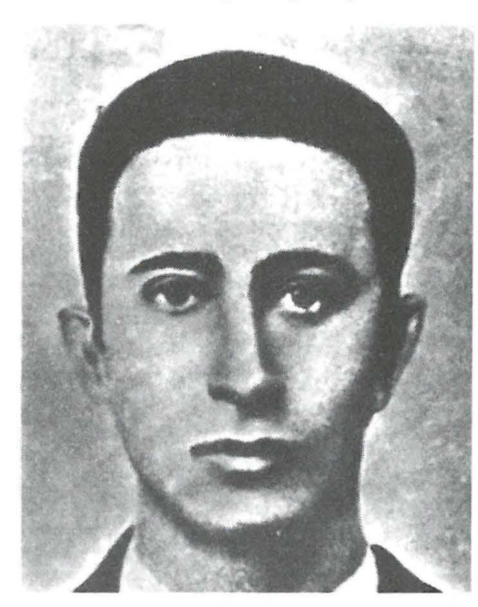
Luis Moscardo fut effectivement exécuté quelques jours après. Son père ne l'apprendra que soixante-dix jours plus tard, au milieu des ruines informes mais invaincues de l'Alcazar enfin secouru.

Car pendant plus de deux mois l'Alcazar va tenir contre toutes les attaques.

Comme dans tout siège, les problèmes cruciaux sont d'abord l'eau et les vivres. On mange tout ce qui traîne, y compris les mules et les chevaux des écuries, à l'exception d'un pur-sang de course qui fut préservé jusqu'à la fin. L'eau est rationnée. Pas question de se laver bien sûr, mais une opération hardie sur un dépôt de costumes voisin permettra de changer d'habits, quitte à endosser des tenues fort peu militaires. L'électricité est coupée. Une grande cave à l'abri des bombardements sert de salle d'opérations, sans matériel et sans anesthésie, bien entendu. Le moral des assiégés, pourtant, reste élevé : on fait comme si la vie restait normale, on plaisante, on compose des chansons, on publie un journal, un jour on donne même un bal, une fête de l'Espérance où de jeunes voix chantent les chants du Tercio. Naturellement, les offres de reddition sont toujours repoussées avec autant d'ardeur, même quand elles sont faites, comme le 11 septembre, par le chanoine de la cathédrale de Madrid.

Franco donne la priorité à Tolède

Au fil du temps, la résistance de l'Alcazar prend valeur de symbole. Largo Caballero, le Premier ministre socialiste, décide d'employer les grands moyens et de détruire ce qu'il ne peut conquérir : les bombardements aériens se succèdent : cent vingt attaques qui déversent



Luis Moscardo. Une fin héroïque.



Le 27 septembre, après soixante-dix jours de siège, l'Alcazar est libéré par l'avant-garde de la colonne nationaliste du général Varela. Quelques jours plus tard, en compagnie du colonel Moscardo (au centre), Franco inspecte les ruines héroïques.

sur la forteresse des milliers d'obus et d'engins incendiaires ainsi que des gaz. Dans le même temps, des sapes sont creusées, munies de puissantes charges explosives. Pan par pan, l'Alcazar se réduit à un tas de ruines, mais les assauts des miliciens sont repoussés au corps à corps les uns après les autres, sans exception.

Le 8 septembre, quand les armées du nord et d'Afrique font leur jonction dans la Sierra de Gredos, Madrid semble désormais à portée de main pour les nationalistes. Le choix de Franco, de se détourner pour sauver les assiégés de l'Alcazar, lui a sans aucun doute coûté une victoire rapide et décisive à Madrid et certains de ses compagnons, comme Yagüe, le lui reprocheront.

Mais secourir l'Alcazar, c'est avoir le symbole pour soi, qu'on le prenne en bonne part, comme l'historiographie officielle du franquisme, ou en mauvaise, comme les historiens à sympathies républicaines qui n'y veulent voir qu'un sacrifice à la propagande. S'ils ont raison, cela montre du moins que Franco avait bel et bien intégré dans son plan ce point décisif des guerres modernes.

C'est le 28 septembre au matin que le général Varela entrera enfin en libérateur dans l'Alcazar invaincu. *« Rien à signaler à l'Alcazar, mon général »* lui dira sobrement Moscardo, sans autre commentaire. Après la guerre, il sera fait comte de l'Alcazar par Franco.

Dans cette guerre d'Espagne où l'on a beaucoup, et sans doute trop insisté sur les interventions étrangères, il faut souligner que le siège de l'Alcazar est exclusivement le fait des Espagnols eux-mêmes, tant civils que militaires unis dans leur « communauté de destin ».

C'est en pensant à l'Alcazar, que Brasillach reprochait au Malraux de *l'Espoir* non point son engagement, mais de n'avoir pas su percevoir que dans cette guerre encore, l'héroïsme était des deux côtés. Il en fut toujours ainsi dans la tradition guerrière européenne qui depuis l'*Iliade* honore le courage chez l'adversaire. Mais dans les guerres idéologiques qui sont devenues les nôtres, la diabolisation biblique ou puritaine de l'ennemi a fait taire ces sentiments. Soixante ans après, sommes-nous toujours capables de discerner l'aura de beauté qui nimbe la geste de l'Alcazar ?

P. P.

« HISTOIRE DE LA GUERRE D'ESPAGNE » PAR ROBERT BRASILLACH ET MAURICE BARDÈCHE



Enthousiasmé par l'héroïque résistance de l'Alcazar, Robert Brasillach avait, dès la fin du siège, consacré avec Henri Massis une plaquette à l'événement. Pendant toute la durée de la guerre civile, il restera un observateur passionné de ce qui se passe outre-Pyrénées, multipliant articles et reportages.

En juillet 1938, avant la fin des combats, puis en mai 1939, au défilé de la Victoire, deux longs voyages à travers l'Espagne avec sa sœur Suzanne et son beau-frère Maurice Bardèche (dont les péripéties sont contées avec humour dans *Notre Avant-Guerre*) achèveront de lui donner l'envie et les connaissances nécessaires à une *Histoire de la Guerre d'Espagne.*

Si l'on en croit Maurice Bardèche, ce livre, paru aux éditions Plon en 1939, est beaucoup une œuvre de Brasillach et fort peu de lui-même. Le recul proprement historique y fait parfois défaut, mais l'ouvrage ne pêche jamais par sectarisme et il reste un document irremplaçable pour la connaissance de l'Espagne nationaliste combattante.

Longtemps introuvable, ce livre vient d'être réédité par les Éditions Godefroy de Bouillon, orné d'une belle et sensible préface d'Anne Brassié, sans conteste le meilleur guide aujourd'hui pour partir à la redécouverte de Brasillach.

L'ESPAGNE ENTRE STALINE ET HITLER

Les interventions étrangères

PAR GUY CHAMBARLAC

Les deux Espagnes ennemies avaient besoin d'armes, d'avions, de renforts. Elles se tournèrent vers Staline, Hitler et quelques autres. Mais à ce jeu, les plus malins ne furent pas ceux qu'on pense.

Dès le 19 juillet, les nationalistes contrôlaient tout le Maroc espagnol. Sur le continent les nouvelles étaient moins encourageantes. Une partie de l'armée avait pris les armes contre la République, mais avec des succès très inégaux. En Navarre, à Séville, dans toute la Vieille Castille et en Aragon, les nationalistes avaient triomphé. Mais ils avaient échoué ailleurs. Les forces fidèles au gouvernement tenaient les deux tiers du territoire, Madrid, Barcelone et Valence. Elles contrôlaient aussi la majeure partie de la flotte.

Dans les premiers jours d'août, jouant l'audace, Franco embarque 8 000 hommes de ses meilleures troupes et, bravant la marine républicaine, les fait passer du Maroc sur le continent. Quelques jours avant, il avait envoyé Luis Bolin à Rome pour acheter douze bombardiers et trois chasseurs. Après plusieurs escales, l'avion atterrit à Rome le 21 juillet. Bolin fut accueilli par le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères. Mais le



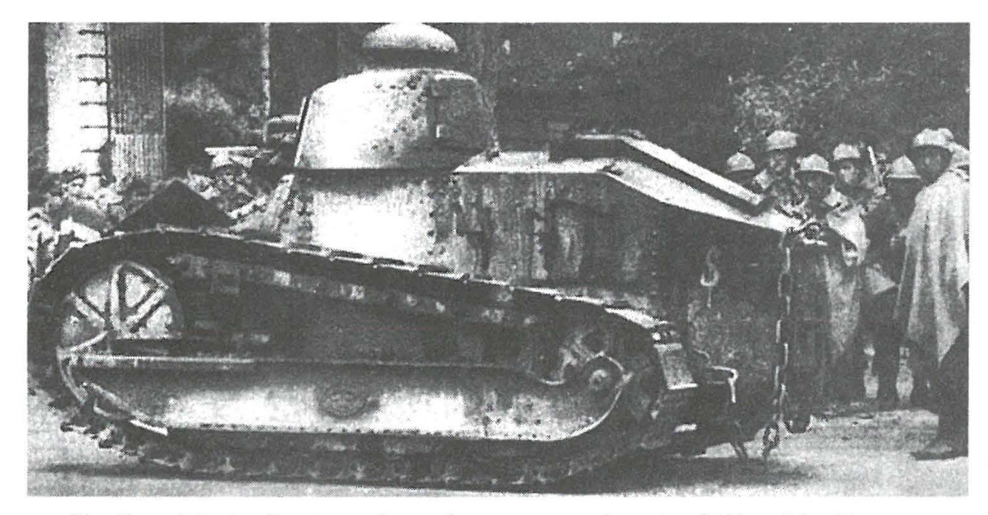
Des pilotes de la légion Condor préparent une sortie. À droite, le colonel von Richthofen qui porte des insignes de grade espagnols.

Duce, qui n'avait aucune envie d'être mêlé aux troubles espagnols, refusa son concours.

Il fallut une seconde ambassade, dépêchée par le général Mola, le 25 juillet, et une véhémente plaidoirie de Ciano pour fléchir Mussolini, qui ne mit cependant aucun empressement à s'exécuter. Il attendait vraisemblablement pour cela de voir si l'Allemagne appuierait les nationalistes. Ce n'est que le 30 juillet qu'il ordonna le départ pour l'Espagne de douze Savoia-Marchetti 81 S trimoteurs. Neuf seulement arrivèrent au Maroc espagnol, les autres ayant eu des incidents de parcours. C'est plus tard, beaucoup plus tard, que l'aide italienne deviendra massive.

Pour l'heure, Franco, dans son isolement n'avait guère le choix. Le seul interlocuteur possible en Europe, en dehors de Mussolini, était Hitler.

Restait à atteindre le chancelier du Reich. Franco se souvint de deux Allemands de Tétouan, nazis l'un et l'autre, Johannes Bernhardt et Adolf Langenheim. Le 22 juillet, à sa demande ils s'envolaient, en compagnie d'un



Char Renault livré au Frente popular *par le gouvernement français présidé par Léon Blum.*

officier nationaliste, le capitaine Arranz, à bord d'un Junker de la Lufthansa réquisitionné à Las Palmas. Ils arrivèrent le 25 juillet à Bayreuth où le Führer venait d'assister à un concert. Hitler reçut les deux hommes le lendemain et lut la lettre que Franco lui destinait. Un facteur essentiel allait orienter sa décision. Alors que la Wilhelmstrasse était hostile à toute intervention, l'amiral Canaris, chef des services de renseignement militaire, qui connaissait Franco depuis longtemps, se porta garant pour lui.

Le soir même, Hitler convoquait Goering, ministre de l'Aviation et Blomberg, ministre de la Guerre. Un service spécial « W » était aussitôt créé au ministère de la Guerre pour le recrutement de volontaires et les exportations d'armes. Deux sociétés étaient constituées, Hisma et Rowak, pour couvrir les échanges. Un crédit de trois millions de marks leur était ouvert. Une flotte marchande était réunie sous protection de la Kriegsmarine, et trente Junkers 52 étaient dirigés sur le Maroc. Le pont aérien souhaité par Franco allait naître.

Par la suite, l'amiral Canaris proposa à Franco que tous ces moyens fussent groupés au sein d'une unité sous un commandement allemand qui ne serait responsable que devant lui.

Après l'acceptation de Franco, la *Légion Condor* fut créée le 6 novembre sous le commandement du général Sperrle, avec pour chef d'état-major le colonel von Richthofen. Cette unité était formée d'un groupe de bombardiers, d'un groupe de chasseurs, d'une escadrille d'hydravions, de batteries antiaériennes et de quatre escadrons de chars commandés par le colonel von Thoma. En tout, 6 500 hommes. La structure de la *Légion Condor* était totalement novatrice mais son matériel était désuet. En face, dans le camp républicain, l'acquisition de matériel de guerre se posa également avec une acuité évidente. Dès le 19 juillet, le Premier ministre Giral envoyait un télégramme au gouvernement français que dirigeait son camarade Léon Blum : *« Sommes surpris par dangereux coups de main militaires. Vous demandons de vous entendre avec nous pour fournitures d'armes, d'avions. Fraternité ».*

Sans tarder, au matin du 20 juillet, Léon Blum convoquait le ministre de la Guerre, Daladier, et le ministre de l'Air, Pierre Cot. Deux décisions étaient prises : le gouvernement français de Front populaire aiderait le gouvernement républicain espagnol, mais cela devrait rester secret.

Dès le 24, vingt avions Potez étaient mis à la disposition sur l'aérodrome d'Étampes-Montdésir et étaient acheminés par des pilotes espagnols. Le même jour, deux premiers trains de munitions et de grenades arrivaient à Marseille et étaient chargés à bord du bâtiment espagnol *Ciudad Real.*

Officiellement, le gouvernement annonçait qu'il se ralliait au point de vue britannique et se refusait à toute intervention. Mais, dans les coulisses, l'aide au *Frente popular* s'organisait. Dans la journée du 25 juillet, un avion avait amené au Bourget, en garantie de paiement, 140 000 livres sterling-or.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Blum écrira : *« Nous avons fourni des armes sans le dire et surtout nous en avons fait passer. Nous avons pratiqué la non-intervention relâchée : ce qui veut dire que nous avons organisé presque officiellement la contrebande ».*

Pierre Cot fut la cheville ouvrière de cette action au niveau gouvernemental qui couvrit une gigantesque entreprise développée mois après mois par le parti communiste, ses syndicats, l'appareil clandestin du Komintern et les services secrets soviétiques (1).

Officiellement, bien que pour des raisons différentes, Staline se rallia à la politique de non-intervention prônée par les Britanniques, qui furent bien les seuls à l'appliquer. Staline craignait par-dessus tout de se voir entraîner dans un conflit ouvert avec d'autres puissances européennes. Cependant, dès le 26 juillet, sur son ordre, le Profintern, section syndicale du Komintern, décidait !a création d'un fonds d'un milliard de francs pour venir en aide aux républicains espagnols, dont les 9/10e seraient fournis par les syndicats soviétiques... Le général de la Guépéou (ancêtre du KGB) Krivitski, qui choisira la liberté un peu plus tard, et fut le principal organisateur des réseaux soviétiques à l'Ouest a raconté dans ses mémoires (2) : *« Alors qu'un décret soviétique, fin août 1936, interdisait l'exportation à destination de l'Espagne de tout matériel de guerre, Staline convoquait le* Politburo *en séance extraordinaire pour l'avertir que l'aide à l'Espagne devait être officieuse et secrète ».* Un émissaire lui apporta aussitôt les ordres de Moscou : *« Étendez immédiatement votre action à la guerre civile espagnole et facilitez la prompte création d'une organisation d'achat et de transport d'armes en Espagne ».*

La Guépéou entre en scène

Le 21 septembre 1936, Krivitski réunit à Paris ses principaux agents pour élaborer cette action en veillant à ce que le gouvernement soviétique ne fut aucunement mêlé à ce trafic d'armes. Il fallait créer en Europe un réseau d'établissements commerciaux et de transport pour acheter et acheminer le matériel de guerre. *« Nous avions les hommes voulus à notre disposition,* dira Krivitski, *beaucoup d'entre eux faisaient partie d'associations affiliées aux différents centres des partis communistes à l'étranger, tels que les Amis de l'URSS ou les nombreuses ligues pour la paix et la démocratie. La Guépéou et le service d'espionnage militaire de l'Armée Rouge considéraient ces associations comme des auxiliaires civils du système de défense soviétique. Nous pouvions donc faire un choix parmi ces hommes éprouvés. Les hommes ne furent pas difficiles à trouver. En dix jours, nous pûmes créer tout un réseau de nouvelles firmes d'import-export à Paris, Londres, Copenhague, Amsterdam, Zurich, Varsovie, Prague, Bruxelles et autres villes d'Europe. Dans chaque firme, il y avait un agent de la Guépéou qui versait les fonds et contrôlait les transactions. En cas de faute, il payait de sa vie. Ces établissements écumèrent sur les marchés d'Europe et d'Amérique tout le matériel disponible ».*

Dans son principe, le système était simple. Une société privée du réseau Krivitski, munie d'un certificat d'acquisition ou d'exportation pour un pays tiers, se portait acquéreur de stocks entiers de matériels déclassés auprès des arsenaux de divers pays ou d'armes neuves auprès de manufactures privées. Tout étant en règle, un affrètement complice venait prendre livraison du matériel. Certains pays de l'Europe de l'Est ou des Balkans y trouvèrent leur compte en fournissant des certificats de complaisance souvent obtenus d'un fonctionnaire vénal.

L'argent circulait par l'intermédiaire de la célèbre Banque commerciale pour l'Europe du Nord, principal établissement bancaire soviétique dans les pays capitalistes avec la Moscow Narodny Bank Limited de Londres. Les fonds n'étaient nullement offerts par le gouvernement soviétique. Celui-ci avait reçu via la France, en novembre 1936, 460 tonnes d'or, déposées par le gouvernement espagnol à titre de garantie dans les caves du Gokhran à Moscou ; et le compte n° 1 fut ouvert au nom de la République espagnole à la banque d'État soviétique. Sur les ordres du ministère des Finances espagnol, Moscou devait vendre entre février 1937 et avril 1938, 425 tonnes d'or fin sur le marché londonien afin de se procurer les devises nécessaires à ses achats d'armes. À partir de 1937, du matériel de guerre soviétique sera livré directement à l'Espagne depuis Mourmansk.

L'acheminement des armes était assuré notamment par la compagnie *France-Navigation* créée en 1937 par le Parti communiste français.

L'action secrète du Parti communiste français

Tout avait commencé le 18 septembre 1936 au domicile de Maurice Thorez à Ivry. Ce jour-là le secrétaire général avait réuni Maurice Tréand, dit « Le Gros », responsable de la section des cadres du PC, Émile Dutilleul, trésorier, Eugène Fried, représentant du Komintern, et l'Italien Cerreti, président du Comité d'aide à la République espagnole.

Thorez répartit les tâches : Tréand était chargé d'organiser le recrutement et l'acheminement d'Espagne des volontaires des futures Brigades internationales. Dutilleul devait rassembler des fonds et Cerreti devait s'occuper des armes avec les militants fournis par Tréand.

Dans ces fonctions, Cerreti était en rapports constants avec l'ambassade d'Espagne à Paris et avec un trafiquant nommé Wolf qui, grâce à ses contacts dans toute l'Europe, exécutait les commandes du gouvernement espagnol transmises par Cerreti. Wolf loua aussi les services de sa propre société de navigation, l'Hunzedal, ce qui donna l'idée au parti de créer la sienne, *France-Navigation*, au moment où, en Espagne, le parti communiste prenait le contrôle de la république. *France-Navigation* fut financée initialement par la caisse noire de l'*Humanité* et la Fédération des Métaux. Une gigantesque toile d'araignée avec pour centre la Hollande, et Krivitski s'étendit bientôt sur toute l'Europe.



Le bataillon Ernst Thaelman, constitué de communistes allemands, fut la première unité des Brigades internationales engagée en Espagne en 1936.

Les cargos de *France-Navigation* (ils seront 24 en 1938) acheminaient vers les ports espagnols et vers Bordeaux leurs cargaisons d'armes et de munitions qui passaient ensuite la frontière théoriquement fermée de l'Espagne.

Jamais frontière fermée ne fut si bien ouverte. De juillet 1936 à juillet 1938, en s'en tenant aux seuls envois russes (car il y eut aussi les expéditions du gouvernement français et celles du parti communiste qui ne sont pas chiffrées), 200 canons, autant de chars, plus de 3 000 mitrailleuses, 1 400 camions et véhicules divers, 4 500 tonnes de munitions, 15 000 tonnes de carburant, 135 avions. Ces arrivages furent augmentés fin 1938 d'une formidable livraison groupée de 250 avions, 250 chars, 4 000 mitrailleuses, 650 pièces d'artillerie, déjà débarquée à Bordeaux quand la Catalogne tomba, interrompant les livraisons.

L'homme chargé de cette besogne par le gouvernement Blum était Gaston Cusin, fonctionnaire des douanes et syndicaliste CGT. Le 13 août 1936, par note manuscrite, Blum lui signifiait d'avoir à rencontrer en grand secret Thorez et Duclos, puis de se rendre à l'ambassade soviétique pour se faire accréditer.

Il fut reçu par un agent du contre-espionnage militaire qui ne lui fut pas présenté, mais qu'il reconnut plus tard sous les traits du maréchal Gretchko, ministre de la Défense de l'URSS dans les années 1960 ! Il rencontra encore Cerreti, le représentant du Komintern, ainsi que le délégué de Staline en Espagne, Geroe, futur maître de la Hongrie...

Pierre Cot et Jean Moulin

« *J'étais absolument couvert et totalement libre de mes mouvements,* dira Gaston Cusin. *J'avais, de plus, des moyens que bien des ministres pouvaient m'envier : je disposais d'un poste téléphonique protégé d'écoutes en liaison avec tous les ministères. J'étais en contact avec les Premiers ministres, Blum, Daladier ou Chautemps, avec les états-majors militaires, avec les Affaires étrangères et la Sûreté au plus haut niveau. Je travaillais avec l'amiral Tavera à la Marine, pour l'escorte des navires marchands chargés d'armes lorsque les bateaux de* France-Navigation *chargeaient à Mourmansk* ».

« *Il fallait la complicité de tous,* ajoute-t-il, *consuls français à l'étranger, marins, armateurs, transitaires, douanes, police, préfets, militaires, et en un temps record. Généraux, préfets, commissaires étaient réveillés à n'importe quelle heure de la nuit, en absolue priorité* ». Cusin disposait encore d'un réseau administratif parallèle sans pareil, une formidable toile d'araignée : celle des trois mille agents du syndicat des douanes.

Au ministère de l'Air, Jean Moulin, chef de cabinet de Pierre Cot, est l'équivalent de Cusin. Les deux hommes se sont connus quelques

années auparavant. Ils s'étaient découvert des goûts communs et des idées communes.

Dans une enquête, Thierry Wolton a livré des faits précis sur le rôle de Jean Moulin et de Pierre Cot (3).

À l'époque, Pierre Cot est très violemment attaqué par la droite pour avoir affaibli l'aviation militaire française au bénéfice d'une Espagne républicaine soutenue par l'Union soviétique. Même couvert par Léon Blum, il faut donc agir dans la clandestinité. Cette aide se fait *« par des procédés qui allaient au-delà de ce qui nous était autorisé de faire »*, avouera Pierre Cot. De son vivant, Moulin n'a jamais reconnu le rôle capital qu'il a joué pour que l'Espagne républicaine reçoive dans le plus grand secret les quelque 130 avions français. Si l'on apprend qu'il a été mêlé à l'envoi de volontaires pour les Brigades internationales, c'est grâce à Cot, qui précisera quarante ans plus tard : *« Moulin s'occupait de trouver des pilotes, et on sait le rôle joué dans l'organisation de l'aviation républicaine par des hommes comme Malraux, Corniglion-Molinier, Bossoutrot, de Marnier, le commandant Veniel et bien d'autres. Un matériel important parvint ainsi en Espagne, sans parler de la formation et du transit des volontaires des Brigades internationales. »*

Un engagement qui fait dire à Daniel Cordier, son biographe : *« Jean Moulin joua un rôle de premier plan dans ce drame qui, durant trois ans, divisa les Français et durcit dans toute l'Europe les antagonismes idéologiques et nationaux qui devaient aboutir à la guerre mondiale. Si l'envoi de matériel relevait d'"astuces" administratives, le recrutement des pilotes qui impliquait un engagement humain et personnel, permit à Jean Moulin de vivre ces années-là au rythme de la grande espérance qui entraînait les hommes de gauche »*.

Malheureusement, comme l'écrira Wolton, les belles intentions et les nobles espoirs ne sont pas les sentiments les mieux partagés. La guerre civile espagnole allait aussi permettre aux deux monstres totalitaires, qui rêvaient de se partager l'Europe, de fourbir leurs armes pour l'affrontement qui fera bientôt basculer le monde dans la guerre. Hitler, venu très vite au secours de Franco, allait tester *in vivo* sa théorie du Blitzkrieg qui se révélera redoutable en 1940. Staline, lui, en profita pour piller les réserves d'or espagnoles et faire liquider des milliers d'opposants (« trotskistes » et « anarchistes »). Qui s'en souciait alors ?

L'affaire de l'or espagnol a été révélée en détail par le responsable de la Guépéou en



Rodolphe Henricourt de Grunne, l'un des nombreux volontaires européens qui, à titre personnel, s'engagèrent dans les forces nationalistes. Ce jeune Belge arriva en Espagne « fuyant son tailleur », comme il disait avec humour. Bien qu'il fut déjà pilote, il eut à combattre d'abord comme fantassin avant d'être admis dans un groupe de chasse. En 1940, après l'occupation de la Belgique, il s'engagea dans la RAF et fut tué lors d'un combat aérien contre les Allemands en mai 1941.

Espagne, Alexandre Orlov, réfugié aux Etats-Unis en 1938. L'ordre de prendre l'or espagnol lui était parvenu le 15 octobre 1936, de Staline en personne. Au total, près de 70 000 tonnes d'or partirent en URSS. Tous les témoins espagnols du transfert furent liquidés. Cet or a notamment servi à créer la compagnie *France-Navigation*, qui transporta les armes. Le Parti communiste français, « propriétaire » de *France-Navigation*, vendit la compagnie au début des années cinquante pour plus de 5 millions de francs.

André Marty, chargé par le Komintern de superviser sur le terrain les Brigades internationales, fut accusé en France d'avoir été le « boucher d'Albacete » (où se trouvait son QG en Espagne). Le leader communiste n'a peut-être pas participé au massacre des opposants de Staline, mais ce surnom, qui lui a si longtemps collé à la peau, est révélateur de la terreur qui régnait dans le camp républicain.

Franco empoche la mise

Il est extraordinaire que tout cela ait pu se faire en secret. La presse de droite de l'époque avait cependant apporté de nombreuses révélations sur cette étrange entreprise, essuyant démentis sur démentis du gouvernement. En deux ans et demi, Cusin, Moulin et leur organisation devaient assurer près de quatre cents arrivées et départs de navires bourrés d'armes et de munitions. Jamais les frontières françaises n'avaient connu un trafic de cette ampleur.

On ne connaît pas les chiffres exacts de l'intervention étrangère dans la guerre civile espagnole. Mais, comme le dit Hugh Thomas, les chiffres ne sont pas tout. La rapidité et l'opportunité de l'aide jouèrent un rôle plus important que la quantité globale. En quatre circonstances, elle fut déterminante.

Le premier épisode capital, fut le soutien soviétique à la République en novembre 1936. L'arrivée des Brigades internationales et l'aide du communisme mondial empêchèrent sans doute la prise de Madrid.

Le deuxième moment décisif se situe au début de 1937. Les fournitures massives de Mussolini et d'Hitler évitèrent vraisemblablement l'effondrement du moral nationaliste.

En troisième lieu, au printemps de 1938, l'aide accrue de l'URSS via la France, devait conjurer un désastre du *Frente popular* devant l'avance victorieuse des nationalistes en Aragon.

Enfin, à l'automne 1938, si Franco n'avait pu échanger un grand nombre de concessions minières contre un nouvel afflux d'armes allemandes, il n'aurait pu engager et mener à bien sa brillante campagne de Catalogne qui scella le destin de la République rouge.

Hitler, tout comme Staline, et pour des raisons analogues, avait refusé de jamais trop s'engager en Espagne, de crainte de se trouver entraîné dans un conflit européen.

C'est ce qu'aurait souhaité Staline qui se serait alors retrouvé en position d'arbitre en Europe. Mais cet espoir fut déçu. De même, Hitler ne devait pas toucher les dividendes du capital politique investi en Espagne. Le général Franco, quoiqu'on en ait dit, n'était nullement un fasciste ni un idéologue, mais un esprit pragmatique soucieux de l'intérêt exclusif de son pays. Malgré les pressions exercées sur lui par l'Allemagne, il parvint même à maintenir la neutralité de l'Espagne durant toute la Seconde Guerre mondiale, rendant ainsi d'éminents services aux Alliés anglo-américains, auxquels les ports espagnols restèrent ouverts pendant tout le conflit.

G. C.

---

(1) *Les Brigades de la mer.* Dominique Grisoni, Gilles Hertzog, Grasset, 1979.

(2) *Agent de Staline*, Editions de la Coopération. Le général Krivitski fut assassiné à New York en 1940.

(3) Thierry Wolton, *Le Grand Recrutement*, Grasset, 1993.

Pourquoi le Frente popular a échoué

PAR RICARDO DE LA CIERVA

Ils avaient tout pour gagner, et pourtant ils ont perdu. Tout commence en 1934 avec la bolchevisation du parti socialiste et les conflits internes qui déchireront le Frente popular jusqu'à sa défaite finale, en 1939.



Manifestation à Madrid au printemps 1936. L'influence du bolchevisme et de la Russie soviétique domine et colore définitivement le **Frente popular.**

La création du PCE, dans les années vingt, passe quasiment inaperçue. Jusqu'à la révolution d'octobre 1934, il n'exerce pratiquement aucune influence sur la vie politique du pays.

Il semble établi que le 14 avril 1931 le nombre de militants du PCE n'arrive pas à 1 000. En 1932, lors du Congrès de Séville, le chiffre s'élève probablement à 2 000, cinq fois moins que ne le prétendent les communistes. On peut présumer qu'à la veille de la révolution d'octobre 1934, le nombre réel des membres du PCE n'excède pas les 10 000.

Les communistes et la révolution d'octobre 1934

En octobre 1934, les socialistes, avec l'appui moral d'un bon nombre de républicains et de la gauche catalane lancent l'ordre d'insurrection contre le gouvernement de centre droit, qui a conquis légalement le pouvoir lors des élections de novembre 1933. Après l'échec de la révolution d'octobre, les socialistes, culpabilisés par la déroute de leur pronunciamiento resteront silencieux. Les communistes en profitent pour relever le drapeau rouge abandonné par les socialistes et font figure, pour la première fois, de protagonistes importants de la politique espagnole (1).

Octobre 1934 marque la fin brutale du difficile dialogue entre les droites et les gauches. Une nouvelle dialectique s'impose. Les deux Espagnes deviennent des réalités tangibles mutuellement agressives. La révolution d'octobre est une révolution lustrale : l'aile gauche majoritaire du socialisme espagnol essaie de se purifier par le feu révolutionnaire des fautes et des remords de sa collaboration ratée avec la bourgeoisie républicaine. La révolution d'octobre échoue en Catalogne

parce que le peuple et la société politique catalane ne s'identifient pas à l'aberration séparatiste de Luis Companys, et parce que le socialisme catalan est sans importance. En dehors de Barcelone, le second grand échec d'octobre est Madrid. Largo Caballero, président du PSOE (2), et membre du comité central de grève, est paralysé par la peur. Celui que la propagande du Komintern appelle « le Lénine espagnol » est un piètre Lénine. Dans la nuit du 4 octobre, la majorité des mouvements socialistes se retrouve sans instructions précises. Seules, les Asturies et les régions limitrophes se soulèvent, conformément au plan central.

Les communistes dominent le Frente popular

La révolution d'octobre se résume donc, comme en 1917, en une révolution asturienne. Une armée de 30 000 mineurs s'empare presque immédiatement des bassins miniers, et se lance à la conquête d'Oviedo et des provinces minières voisines.

Le dirigeant socialiste Ramon Gonzalez Peña commande les opérations militaires et organise la région en république socialiste.

Le centre et la droite républicaine s'unissent alors, comme un seul homme, pour faire front à la révolution la plus antidémocratique de toute l'histoire contemporaine espagnole. *« Avec la rébellion de 1934,* écrira le républicain libéral Salvador de Madariaga, *la gauche espagnole a perdu jusqu'à l'ombre de l'autorité morale pour condamner la rébellion de 1936 ».*

À la demande du gouvernement, l'armée intervient pour mettre fin au soulèvement, suivant un plan d'opération du général Franco, conseiller spécial du ministre de la Guerre.

Lorsqu'ils pressentiront leur échec, les chefs de la république socialiste des Asturies prendront la fuite après avoir fait main basse sur les fonds des banques locales.

Pour les communistes espagnols, le moment tant espéré de jouer un rôle est venu. Ils vont occuper les postes abandonnés par les socialistes en fuite. La révolution agonise, mais dans un festival de propagande communiste. Des milliers de miliciens asturiens passent alors dans les rangs communistes. De façon consciente, l'aventure asturienne est transformée en plate-forme de propagande par les communistes qui profitent du discrédit et de l'effondrement socialiste.

Cette révolution d'octobre 1934 est le creuset du futur *Frente popular*. Elle est aussi le présage de la guerre civile.

En Espagne, le Front populaire n'est pas une création des communistes, mais une alliance électorale et politique des socialistes et des républicains de gauche dont, au début, les communistes sont exclus. Le projet d'alliance naît de l'échec de la gauche lors de la révolution d'octobre 1934 et se concrétise par un accord signé le 5 janvier 1936. La profonde division du parti socialiste, dès 1933, provoque une grave crise interne, dont l'aile gauche, dirigée par Francisco Largo Caballero, partisan du rapprochement avec les communistes, sort vainqueur. Les communistes, instruits par le VIIe congrès du Komintern, tenu en août 1935, qui a décidé une stratégie nouvelle d'alliance avec les forces de gauche contre le fascisme, font tout leur possible pour parvenir à une telle union politique.

Cette opération sera facilitée par Santiago Carrillo, chef des Jeunesses socialistes, qui se rallie spectaculairement au parti communiste au printemps 1936, entraînant tout son mouvement, avec l'accord forcé de Largo Caballero.

Les autres participants du *Frente popular*, le républicain de gauche et anticlérical Azaña et le socialiste modéré Prieto, sont hostiles aux communistes, mais ils doivent bientôt les accepter. Aux élections de février 1936, le PCE obtient ainsi une représentation aux Cortès sans proportion avec sa force réelle.

Les Brigades internationales

Né à l'origine sans les communistes, le *Frente popular* finira par être entièrement conquis par eux. Après le soulèvement national du 18 juillet 1936 et le début de la guerre civile ouverte, la prépondérance communiste dans la zone républicaine repose sur l'aide soviétique à la république, comme l'a remarquablement montré l'historien Burnett Bolloten (3).

En juillet 1936, Staline ne souhaite pas une intervention trop ouverte dans la guerre civile espagnole. À cette époque, l'appui soviétique aux Fronts populaires et l'alliance de l'URSS avec les démocraties contre les pays « fascistes » est à son apogée. L'intervention soviétique directe, mais jamais ouverte, sera donc retardée jusqu'à la mi-septembre. Cependant, avant cette date, alors que les mécanismes de la non-intervention sont mis en place, Staline décide d'agir au moyen du Komintern et des partis communistes d'Europe et d'Amérique, du Secours rouge international et du mouvement pacifiste. En accord avec le PCE, les dirigeants communistes Palmiro Togliatti « Ercoli », Maurice Thorez et André Marty (surnommé « le boucher d'Albacete » pour ses méthodes répressives), contrôlés par le délégué général de Staline au Komintern, Georges Dimitrov, et inspirés par le principal émissaire pour les affaires espagnoles, Erno Gerö, décident d'envoyer rapidement à la succursale madrilène, 5 rue Francos Rodriguez, les premiers renforts approuvés par Moscou. Le parti communiste allemand lance un premier appel aux *« antifascistes ayant une expérience militaire »* le 7 août. Si le Komintern est une agence soviétique, les Brigades internationales sont une force soviétique. Communistes sont les centres et les circuits de recrutement, centralisés à Paris, rue La Fayette et rue Mathurin Moreau. Communistes sont les organisations et les correspondants depuis Joseph Broz, le futur Tito, agent pour l'envoi des volontaires d'Europe orientale jusqu'aux obscurs bureaucrates du communisme américain, qui travaillent en toute amitié avec l'ambassade de la République espagnole à Washington. Communistes sont, presque sans exception, les chefs importants des Brigades internationales et l'immense majorité des cadres subalternes (4).

Le 27 août 1936, date essentielle dans l'histoire de la guerre civile, l'ambassadeur soviétique Rosenberg arrive à Madrid entouré d'une cohorte de conseillers militaires et politiques. Ils sont les précurseurs du grand déploiement soviétique à partir de trois centres d'irradiation : Barcelone, Madrid et Irun.

Le prix politique de l'aide soviétique à la zone républicaine est l'influence croissante du parti communiste. Mais il y a un autre prix à payer : la livraison de la majeure partie des réserves d'or espagnoles à l'URSS en octobre 1936 par Largo Caballero, via le port de Carthagène.

Dans le gouvernement constitué le 4 septembre 1936 par Largo Caballero, sur douze ministres, trois sont communistes. Mais l'influence du PCE ne tient pas seulement à cette participation.

Collaborateur efficace des communistes durant cette période, le socialiste modéré Indalecio Prieto s'en expliquera plus tard dans ses souvenirs : *« En 1936, le communisme espagnol était une force insignifiante, qui a crû prodigieusement pendant la guerre. À la fin, la majeure partie des commandements mili-*



Le socialiste Largo Caballero, surnommé par ses amis communistes « le Lénine espagnol ». Plus qu'aucun autre, il contribue à la radicalisation du* Frente popular *et à son échec final.

taires dépendaient des communistes et les principaux ressorts du pouvoir étaient entre leurs mains. Comment un tel phénomène a-t-il pu se produire ? Par un système de contraintes graduées entre le profit personnel pour celui qui se soumettait et l'assassinat pour celui qui se rebellait ; contraintes qui, au début, passèrent inaperçues du gouvernement (pendant la période de Largo Caballero), et qui, ensuite (pendant la période de Negrin) furent tolérées et fomentées depuis le sommet de l'État ».

Après s'être appuyés sur Largo Caballero, les communistes et leurs mentors soviétiques, constatant la méfiance et même la résistance grandissante du vieux leader socialiste, le feront tomber en mai 1937 pour le remplacer par Juan Negrin qui leur est dévoué. Ils utiliseront Prieto qui se laisse prendre à leur jeu jusqu'à sa propre élimination (il est ministre de la Guerre) en avril 1938.

Débarrassé de son rival, en parfait accord avec les communistes, Negrin consacre son énergie au maintien de la résistance et instaure dans toute la zone républicaine une dictature politique de fer.

Lors des dernières semaines de la guerre civile, à Madrid, toutes les forces républicaines et ouvrières du Front populaire se rebellent, avec le colonel Casado, contre la dictature du docteur Negrin. Le chef du gouvernement et ses appuis communistes soviétiques sont contraints de fuir précipitamment l'Espagne.

Défaite, guérillas et maquis

La période allant du 5 avril 1938 au mois de mars 1939 coïncide avec l'apogée du parti communiste espagnol. Mais à partir de la rupture du front d'Aragon et de l'anéantissement des Brigades internationales, elle n'est rien d'autre que le crépuscule ou la fin angoissée et inévitable de la guerre.

Au terme de ces onze mois d'agonie, le socialisme espagnol resurgit sur le devant de la scène. Le 12 mars 1939, les Madrilènes découvrent avec stupeur l'éditorial publié par le journal officiel du PSOE, *El Socialista* : *« Après trente-deux mois* [de guerre]*, nous sommes dans l'obligation de déclarer devant l'Europe que tout le Front populaire n'était pas composé d'Espagnols* [...]*. Une grande partie de nos alliés d'hier ont révélé que leurs aspirations n'étaient pas de libérer la Patrie, mais de la soumettre à l'Union soviétique dont ils sont les mandataires fidèles. »* On ne saurait être plus clair.

Le 1er avril 1939, la Quartier général des forces nationales lance un dernier communiqué, le seul signé par Franco pendant tout le conflit. *« Aujourd'hui, l'Armée Rouge étant désarmée et captive, nos troupes victorieuses ont atteint leurs derniers objectifs. La guerre est terminée ».* C'est en vain que le camp des vaincus tentera de reprendre la lutte cinq ans plus tard, à la faveur des circonstances. En octobre 1944, 5 000 communistes espagnols pénètrent dans le Val d'Aran, par les Pyrénées entre les provinces de Navarre et de Lerida. Ils espèrent recruter des volontaires sur place pour convertir leur petites unités en division, mais leur opération manque totalement de réalisme.

L'activité du « maquis espagnol », encouragée et organisée par le parti communiste à partir de ses bases politiques en France, se développe entre 1943 et 1949. À cette date, le mouvement subversif à terrain découvert, avec ses prolongements de guérilla urbaine, peut être considéré comme terminé. L'apogée se situe dans les années 1946 et 1947. Il coïncide avec les offensives politiques étrangères contre l'Espagne de Franco orchestrées par l'Onu. Ces actions prolongent la guerre civile d'une manière très longtemps méconnue. Leurs activités se soldent par 953 assassinats, 5 963 attaques à main armée et 8 269 attentats divers. 2 173 « guerilleros » trouvent la mort, 467 sont capturés et 546 se livrent.

On compte également 1 826 accrochages avec la Garde civile. Les forces de l'ordre arrêtent 19 444 complices. La Garde civile, qui supporte tout le poids de la lutte, enregistre pour sa part 257 morts et 370 blessés.

R. de L. C.

Ricardo de la Cierva est professeur d'histoire à l'Université d'Alcala de Henares. Il a été ministre de la Culture du roi Juan Carlos, il a publié d'innombrables articles, monographies et livres qui font de lui le spécialiste espagnol de la République et de la guerre civile le plus connu.

---

(1) Ricardo de la Cervia, *Historia del socialismo en España*, Madrid, Sarpe, 1986.

(2) Parti socialiste ouvrier espagnol.

(3) Burnett Bolloten, *La revolucion española*, Barcelone, Grijalbo, 1980.

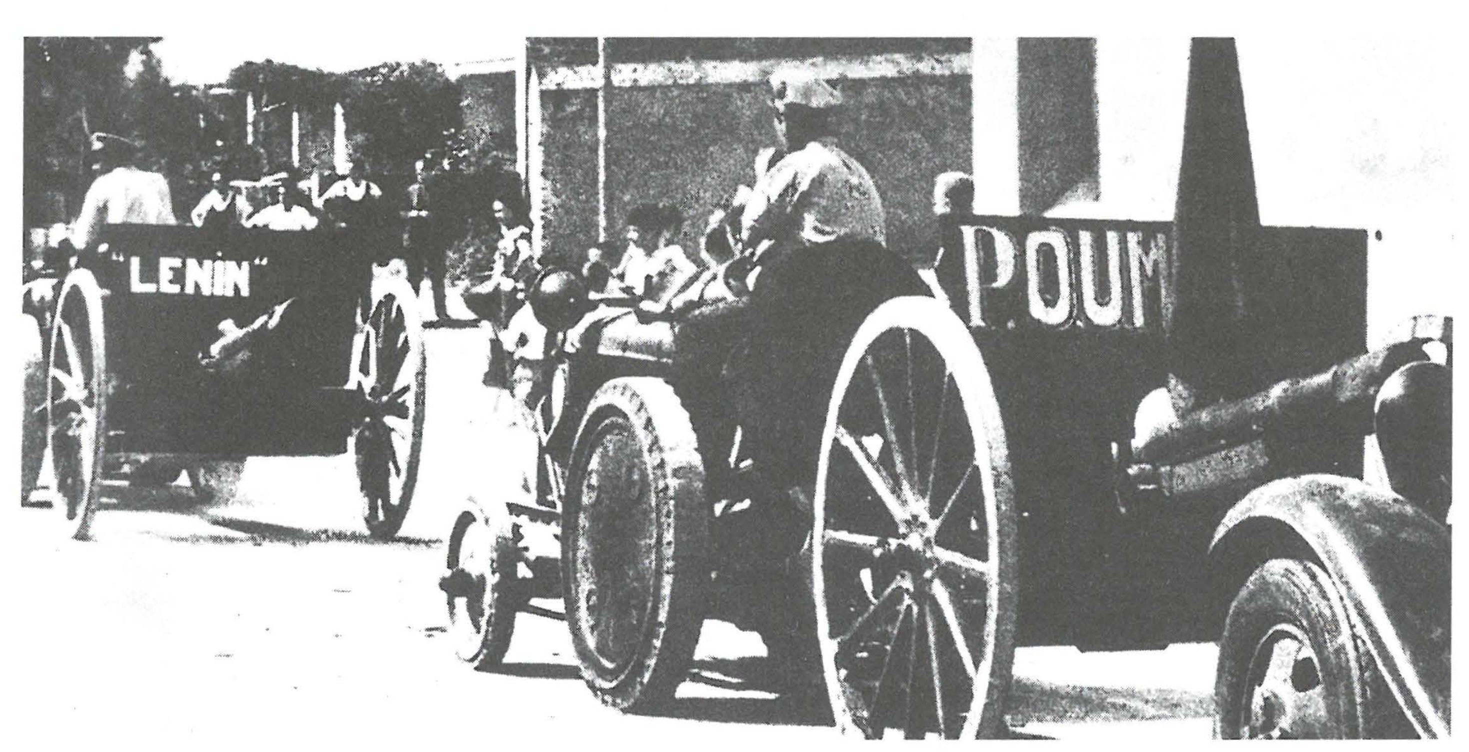
(4) Sur les Brigades internationales, on peut se reporter à mon étude, *Leyenda y tragedia de las Brigadas internacionales*. Madrid, Prensa española, 1971.

GUERRE DANS LA GUERRE EN CATALOGNE

Anarchistes, trotskistes et communistes

PAR LÉO PALACIO

L'affaire se passe en Catalogne, fief des anarchistes, ennemis jurés des communistes, lesquels haïssent plus encore les trotskistes. Il en résultera un joli massacre de camarades, pour le plus grand profit des franquistes.



En Catalogne, au temps de leur alliance, miliciens communistes et volontaires du POUM (parti ouvrier d'unification marxiste). Ces derniers seront exterminés par les premiers en mai 1937.

Du Kremlin, en juillet 1936, Staline observe la situation espagnole ou du moins il se la fait commenter par les rares conseillers qui peuvent se faire entendre.

Depuis qu'il s'est emparé de l'héritage de Lénine, Staline a réussi à éliminer Trotsky mais il a encore en face de lui la cohorte des vieux bolcheviques qui l'accusent de trahir la révolution d'Octobre 1917. Il ne va pas tarder – car son existence en dépend – à procéder aux purges que l'on sait. Et s'il se décide à intervenir en Espagne, c'est notamment pour répondre aux critiques très violentes des trotskistes dans le monde entier. L'accusation est formelle : malgré l'héritage de Lénine, Staline sabote la révolution permanente et internationale, qui est le but de la lutte finale, du « Grand Soir ». C'est encore le rêve des vieux communards, convaincus que la dictature du prolétariat se gagne le fusil à la main, sur les barricades des banlieues ouvrières.

Tout en renforçant les délégués du Komintern à Madrid, Staline envoie les premiers chars et les premiers avions. Togliatti, qui

porte en Espagne le pseudonyme d'Ercoli, est chargé de surveiller les volontaires qui commencent à s'engager dans les Brigades internationales. Ces dernières ne disposent pas encore du matériel russe ; elles ont seulement des fusils français, tchèques, mexicains. L'un des leaders du PCE s'en plaint à Togliatti, qui l'envoie chez le général Berzin, conseiller militaire à l'ambassade soviétique à Madrid. L'ambassadeur Rosenberg expédie un télégramme urgent au Kremlin : *« Si nos armes n'arrivent pas, la République est perdue !... »*

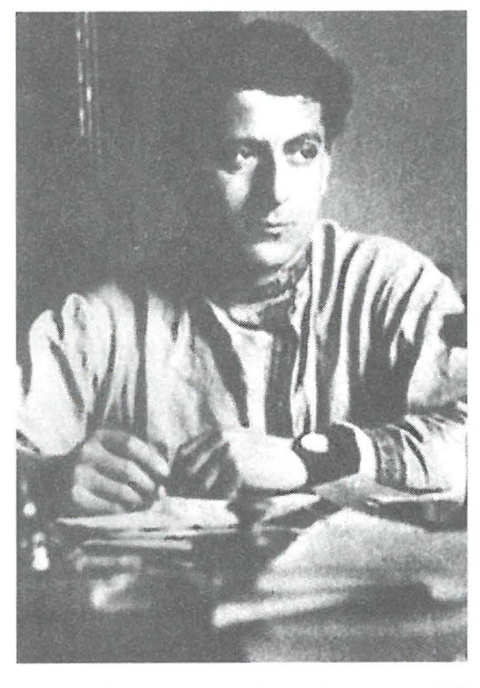
L'appel est entendu et les cargos partent des ports de la mer Noire avec leurs cargaisons attendues avec tant d'espoir dans les ports républicains. Ces premiers envois vont permettre de contenir l'attaque franquiste sur Madrid.

La police secrète soviétique à l'œuvre

Les premiers éléments soviétiques arrivés en Espagne dès le mois d'août étaient ceux dont les vrais républicains souhaitaient le moins la présence : les équipes du NKVD, la redoutable police secrète de l'URSS, dirigée par Alexandre Orlov, un spécialiste. Le rôle essentiel de ce service très particulier était la surveillance de chaque citoyen soviétique chargé d'une mission en Espagne : militaire, technique, commerciale ou culturelle. Ses rapports étaient immédiatement transmis (en passant sur la tête de l'ambassadeur, lui-même placé sous haute surveillance) au responsable moscovite chargé d'informer directement Staline. Ses équipes fournirent les instructeurs à la *Tcheka* espagnole (SIL). La plupart de ces derniers ne terminèrent jamais la mission pour laquelle ils avaient été envoyés loin de l'Union soviétique : ils finirent, pour la plupart, une balle dans la nuque.

Le contrôle du Komintern va s'exercer jusque dans la généralité de Catalogne, dont la police est entièrement aux mains du Parti communiste catalan (PSUC) affilié à la IIIe Internationale. Il faut voir dans cette mainmise, l'origine des émeutes de mai 1937 à Barcelone.

Le gouvernement républicain siégeait encore à Valence ; et Barcelone, malgré les pressions du PSUC, restait toujours la place forte des anarcho-syndicalistes, tout-puissants dans l'ensemble de la Généralité. La CNT (Confédération nationale du travail) et la FAI (Fédération anarchiste ibérique) avaient instauré un peu partout, même dans certains villages reculés près de la frontière pyrénéenne,



Andrès Nin. Photo prise à Moscou quand il était encore secrétaire du Profintern (internationale syndicale). Assassiné par ses anciens camarades après avoir été torturé.

de véritables communautés autogérées qui refusaient de se plier à la loi républicaine.

Pourtant, leurs milices se battaient courageusement sur le front mais sans discipline, désignant leurs chefs, non en raison de leurs compétences militaires – ils n'en avaient pas – mais de leur ascendant sur les hommes.

C'est ainsi qu'au moment où, sur l'ensemble du territoire républicain, on enregistre des succès au plan militaire, les milices anarcho-syndicalistes marquent le pas devant Huesca, Jaca, Saragosse, incapables de mener une guerre de siège. Chacun quitte les lignes quand il le désire. Beaucoup, agacés par l'attitude plus disciplinée des communistes et des socialistes, prennent la route de Barcelone où ils vont renforcer les cohortes de mécontents qui se plaignent de se battre pour une cause bourgeoise. Ils trouvent des alliés dans le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), de tendance trotskiste, fondé par Andrès Nin en 1933, et ennemi juré du PSUC stalinien.

Au printemps de 1937, une nouvelle guerre civile va donc éclater dans la capitale catalane et opposer les forces de l'union gouvernementale aux francs-tireurs de la FAI-CNT et du POUM. Impuissant à s'opposer à cette guerre intérieure, le Hongrois Gerö, délégué du Komintern en Catalogne, va au contraire verser de l'essence sur les tisons. Les franquistes ont-ils infiltré les rangs de la FAI, de la CNT, du POUM ? C'est ce qu'affirment les communistes du PSUC qui se livrent, sous ce prétexte, à une véritable chasse aux sorcières. L'opération fera de tels remous qu'à Valence, Largo Caballero – celui qui aimait s'entendre appeler le « Lénine espagnol » – doit donner sa démission pour laisser la place au docteur Juan Negrin.

C'est Togliatti, le délégué italien au Komintern, qui a eu la peau de Largo Caballero, dont le prestige gênait les communistes. Negrin, au contraire, leur convient.

L'assassinat d'Andrès Nin

Peu après, Andrès Nin, un intellectuel catalan, vieux militant communiste, ami personnel de Trotsky et chef incontesté du POUM, disparaît mystérieusement. Il aurait été vu pour la dernière fois entre les mains de policiers appartenant au PSUC. L'opération aurait été menée par un officier russe, le capitaine Leonid Navitsch, délégué en Catalogne, pour y représenter le NKVD. Ce dernier disparaîtra à son tour quelque temps plus tard, probablement assassiné sur ordre de Moscou, qui ne voulait laisser aucune trace de l'élimination de Nin.

Une enquête fut ouverte pour savoir où le leader du POUM avait été transféré. La piste officielle s'arrêta à Alcala de Henares, sur la route de Guadalajara. On a su, par la suite, qu'Andrès Nin avait été transféré à Madrid. Bribe par bribe, des informations filtrèrent ; elles n'étaient pas à l'honneur des staliniens : Andrès Nin aurait été longuement torturé par les bourreaux de la *Tcheka*, sur ordre d'Orlov. Selon Hugh Thomas (1) *« une équipe de communistes allemands des Brigades internationales fut engagée pour jouer le rôle d'espions nazis. Parlant leur langue maternelle, ils s'emparèrent de Nin, qu'ils firent monter dans une camionnette pour l'assassiner. Si de nombreux conseillers soviétiques furent rappelés dans leur pays pour comparaître devant un tribunal qui les condamna à la peine de mort, ce fut pour les empêcher de parler de cette affaire que Staline avait classée "secret d'État" ».*

L. P.

Journaliste au *Monde*, Léo Palacio a commencé sa carrière en 1936 comme correspondant de guerre en Espagne du côté républicain. Il est l'auteur de *1936 : la Maldonne espagnole*, aux éditions Privat (1986), qui analyse la guerre d'Espagne comme une répétition de la Seconde Guerre mondiale.

---

(1) *Histoire de la Guerre d'Espagne*, Robert Laffont, 1961.

DES ÉCRIVAINS ENGAGÉS, DÉCHIRÉS, MANIPULÉS

Brasillach, Malraux et quelques autres

PAR ANTOINE CASSAN

Ils sont célèbres. Ils sont lus. Ils sont suivis. Ce sont les grands écrivains. Ils s'embrasent pour l'une ou l'autre Espagne. Certains sont sincères, d'autres trompent leur monde. Découverte.

Sur le fil rouge des événements qui vont de la conquête de l'Éthiopie par l'Italie à l'effondrement de l'Allemagne en 1945, la guerre d'Espagne appelle immanquablement l'expression « répétition générale ». Les deux termes figurent en toute lettre dans une correspondance d'Hemingway à ses beaux parents, qui les prévient d'une *« inévitable guerre européenne »*. Même s'il faut se méfier des anachronismes, il est difficile de ne pas être frappé par la fidélité aux engagements nés du soulèvement militaire en Espagne. Mais la véritable question ne consiste-t-elle pas à se demander d'où est venu ce « happening » littéraire ? Pourquoi la guerre civile verra-t-elle se croiser sur le sol espagnol, Brasillach et Malraux, Drieu et Saint-Exupéry, Hemingway et Simone Weil, Bernanos et Dos Passos ? Pourquoi embrasera-t-elle les esprits du côté de Saint-Germain-des-Prés ? Un an plus tôt, la guerre d'Éthiopie avait certes causé un certain émoi dans la communauté littéraire – les pétitionnaires des deux camps semblaient déjà s'être répartis les rôles – mais pas de tels engouements, ni de tels déplacements *in situ*. Il y a la conscience de la « montée des périls », pour reprendre le titre d'un des tomes des *Hommes de bonne volonté*, paru en 1935, mais, au-delà de l'importance propre à l'événement deux raisons expliquent pourquoi l'impact des manifestes d'écrivains couvrira souvent celui des communiqués militaires.

On a oublié le rayonnement immense qu'exerçait la culture espagnole en France



L'escadrille formée par Malraux, qui n'est pas aviateur, n'appartient pas aux Brigades internationales, mais à l'aviation républicaine espagnole. Son commandant en chef, Ignacio de Cisneros, portera dans ses mémoires un jugement sévère sur le groupe Malraux : « En dehors de trois ou quatre véritables antifascistes qui vinrent en Espagne par idéal, les autres étaient des aventuriers qui se fichaient pas mal de notre guerre, n'étaient attirés que par la solde fantastique qu'on leur payait et ne firent rien d'utile dans notre pays. »

durant l'entre-deux-guerres. Les interrogations philosophiques d'Ortega y Gasset ou de Miguel de Unamuno sur la modernité trouvaient un écho profond chez les intellectuels français. Les œuvres de Jamón Jimenez, Blasco Ibañez, Antonio Machado, Garcia Lorca étaient dans toutes les librairies. Au-delà des auteurs espagnols dits de « la génération de 98 » ou celle de « 1927 », nombre d'écrivains français aimaient l'Espagne pour son histoire et sa civilisation. Y compris l'Espagne catholique, dont on redécouvrait la richesse de l'histoire. On songe à l'usage qu'en feront Claudel ou Montherlant dans leurs œuvres. Quand Brasillach part en vacances, c'est en Espagne qu'il se rend.

Il y a aussi que la plupart des grands romanciers de l'entre-deux-guerres étaient eux-mêmes des écrivains politiques d'exception. Les réflexions d'un Montherlant, d'un Drieu ou d'un Mauriac étaient mises au même rang que celles d'essayistes patentés comme Henri Massis ou Julien Benda. Il leur était difficile, dans ces conditions, de s'abstraire d'un semblable conflit, qui de plus est situé à nos portes.

Deux manifestes radicalement opposés

Pourtant, à part pour Malraux et Brasillach, tout de suite mobilisés, la cristallisation ne sera pas immédiate. Il faudra attendre six mois après le « movimiento » de juillet 1936 pour que la revue *Commune* publie une *« déclaration des intellectuels républicains au sujet des événements d'Espagne »*, où l'on retrouve les noms de Romain Rolland, André Gide, Louis Aragon, Julien Benda, André Chamson, Tristan Tzara, Elsa Triolet. Et attendre encore un an pour que la revue *Occident* riposte par un *« manifeste aux écrivains espagnols »*, favorable aux nationalistes, avec les signatures d'Henri Béraud, Henry Bordeaux, Abel Bonnard, Paul Claudel, Léon Daudet, Pierre Drieu La Rochelle, Bernard Faÿ, Ramon Fernandez, Abel Hermant, Henri Massis.

Chez les écrivains étiquetés « catholiques » le choix ne sera pas plus rapide. C'est l'habile exploitation du bombardement de Guernica, en avril 1937, qui décidera une partie des écrivains catholiques à se ranger autour d'un *Manifeste pour le peuple basque*, signé par Jacques Madaule, Gabriel Marcel, Jacques Maritain, Emmanuel Mounier et François Mauriac. Dans un premier temps, les massacres de religieux, en riposte à l'insurrection



Robert Brasillach. La guerre d'Espagne fut « sa » guerre. Il voyait s'y affronter deux conceptions du monde. Mais il refusa de croire que l'héroïsme ne se trouvait que d'un seul côté.

ayant été connus très vite, c'est d'abord la tentation du double refus qui l'avait emporté. Dès le 25 juillet 1936, une semaine après l'insurrection, Mauriac avait averti Léon Blum *« qui brûle d'intervenir. Qui peut-être, est déjà intervenu dans ce massacre "faites attention, nous ne vous pardonnerions jamais ce crime" »*. Jacques Maritain campera d'abord sur une position similaire *« C'est un sacrilège horrible de massacrer des prêtres* [...] *et c'est un autre sacrilège, horrible aussi, de massacrer des pauvres »*.

Bernanos lui-même commencera par saluer le soulèvement militaire car il croit que Franco va rétablir la monarchie – ce qui finira par être le cas, mais avec quarante ans de délai. Son fils, Yves, seize ans, s'engage dans la Phalange. Le spectacle des désastres de la guerre l'incitera à s'épancher, d'abord dans *Sept*, la revue *« rouge-chrétienne »* (Brasillach) des Dominicains, puis par la publication des *Grands cimetières sous la lune*, publiés en avril 1938.

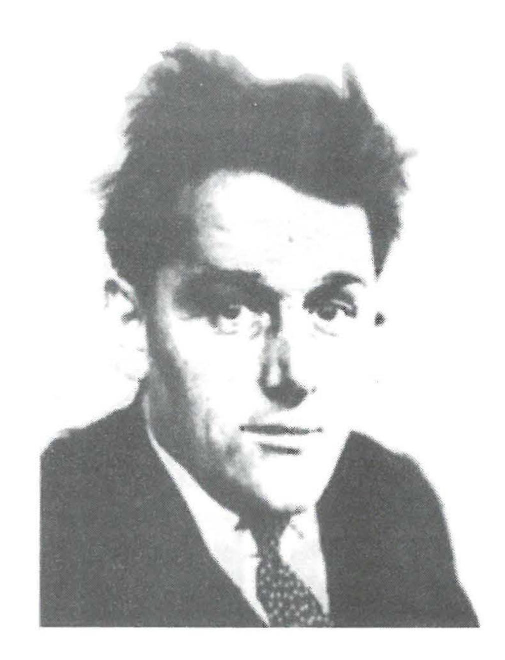
À l'opposé, Paul Claudel, restera obstinément fidèle à l'idée d'une *« croisade »* comme en témoigne son *« Ode aux martyrs espagnols »* : *« Seize mille prêtres, seize évêques exterminés, et pas une apostasie / Saintes églises exterminées / Ces peintures vénérables et ce ciboire / Où la CNT en grognant de délice a mêlé sa bave et son groin. »* Une rhétorique d'époque, où les coups tombaient drus. Pour Brasillach, Bernanos n'est qu'un *« vieux lion intoxiqué »* et Mauriac, un *« vieil oiseau croassant sur l'arbre sacré des villages basques »*.

L'enthousiasme de Robert Brasillach

C'est que Brasillach a fait de la guerre d'Espagne, « sa » guerre, celle où, comme de nombreux jeunes gens élevés dans le souvenir de Quatorze, il voit pour sa génération la possibilité d'être digne de ses aînés. Sa chronique dans *Je suis partout* (les fameuses « Lettres à Angèle ») est une tribune pour la Révolution nationale. Il sera le premier à publier, dès octobre 1936, un petit livre, écrit en collaboration avec Henri Massis, sur la résistance des Cadets de l'Alcazar, avec une préface du colonel Moscardo dont le dialogue plein d'héroïsme avec son fils otage des républicains, et promis au peloton d'exécution, exaltera une génération entière.

Précurseur d'une forme d'« histoire immédiate », le même Robert Brasillach, associé cette fois à son beau-frère, Maurice Bardèche, publiera, en juin 1939, une *Histoire de la guerre d'Espagne*, fort bien documentée, indispensable pour comprendre l'argumentaire pro-franquiste mis en avant du côté français. Rien n'altérera l'enthousiasme espagnol de Robert Brasillach, pas même la difficulté de faire la synthèse entre son héros de cœur, José Antonio Primo de Rivera, jeune leader fasciste au sens strict du terme, et le héros de raison, le général Franco, à l'imprégnation plus conservatrice et religieuse. C'est que les événements d'Espagne faisaient un utile contrepoids à l'instauration du nazisme en Allemagne, or *« l'Allemagne n'appartient pas à notre ordre moral »* écrira-t-il dans l'*Action française* en mars 1939, avant d'expliciter *« il n'y a rien de commun entre le corporatisme intelligent, mesuré, chrétien de M. Salazar et l'étatisme absolu de M. Hitler... Et l'atmosphère héroïque, passionnée, quasi romanesque de l'Espagne n'est pas l'atmosphère du Portugal ou de l'Italie »*. À sa façon, lorsqu'il refusera, en octobre 1940, le passage de l'armée allemande dans son pays, le général Franco donnera un certain relief à cette analyse.

La guerre d'Espagne semble avoir suscité les contraires. On voit se mesurer deux grands rugissants, Bernanos et Claudel, tandis que, face à Brasillach, l'engagement d'André Malraux en faveur des Républicains semble parfai-



Willy Münzenberg, l'homme qui inventa l'antifascisme, la manipulation des intellectuels et l'exploitation des bons sentiments au service de la stratégie stalinienne. Ses patrons ne lui en surent aucun gré. Ils le firent assassiner en 1940.

re la symétrie. L'auteur de *La condition humaine* acquerra une grande popularité par son œuvre de propagandiste au service de la cause républicaine, qu'il rejoint aux premiers jours du soulèvement. Dès cette époque son rôle fut l'objet de polémiques. Hemingway, qui avait applaudi sans réserve *La condition humaine*, parue en 1933, rangera son auteur parmi les *« couillons et les truqueurs »* (mais était-il le mieux placé pour employer ces deux mots ?). Il l'accusera de s'être retiré du combat au bout de sept mois, au moment où la situation des républicains devenait désespérée. Mauriac fait un compte-rendu très sévère du Malraux tribun, en qui il voit *« un futur commissaire du peuple »*. Robert Brasillach impute à l'escadrille d'André Malraux la responsabilité de la destruction en vol d'un avion de l'ambassade de France, où se trouvait un journaliste français, au rebours de la thèse officielle, qui en rendait responsable l'aviation franquiste : *« Il s'agit là de choses plus graves que d'avoir soustrait à la barbe de l'Administration quelques statues gréco-bouddhiques »* écrit-il, décochant la flèche du Parthe par le rappel du rôle fort indélicat joué par André Malraux en Indochine dix ans auparavant.

Le stalinisme tendance Byron

Puis, durant des décennies et encore aujourd'hui, la plupart des essayistes qui écriront sur André Malraux s'interrogeront sur son relatif silence à propos des épurations internes qui conduisirent les staliniens à prendre le pouvoir par la terreur, mais pour justifier l'attitude de l'écrivain. Michel Winock, par exemple : *« Dans tous les cas, le dernier mot reste à l'ordre, soit celui des contre-révolutionnaires, soit celui des bureaucrates de la révolution. Malraux a voulu transfigurer le dilemme au profit des forces communistes »*. Écrites récemment, ces lignes étonnent, car elles passent sous silence que le choix d'André Malraux fut largement téléguidé.

L'ouverture des archives soviétiques a, en effet, profondément renouvelé l'approche historique du rôle des intellectuels au service de la cause républicaine. Publié en septembre dernier, le livre de l'universitaire américain Stephen Koch, *La fin de l'innocence* consacré à l'agent du Komintern, Willy Münzenberg, déplace la perspective. Au service de Staline, Münzenberg aligna un tableau de chasse éblouissant : Gide, Romain Rolland, Hemingway, Kœstler, Aragon, Dos Passos, sans compter les Britanniques comme Auden ou Spender, pour ne citer que les écrivains. Manipulateur de génie, Münzenberg, écrit Koch, est *« le fil d'Ariane qui mène du Kremlin à Bloomsbury, de l'Élysée à Hollywood, puis sur la Rive gauche ; qu'il s'agisse des aventures d'Ernest Hemingway en Espagne ou du discours prononcé par André Gide à l'occasion des funérailles nationales faites à Maxime Gorki »*. Sa dernière grande opération, avant de tomber en disgrâce et d'être sans doute liquidé, consista à mobiliser en faveur du Frente popular ; lequel correspondait *« assez bien aux indications données pendant le VIIe congrès du Komintern »* écrit encore Stephen Koch. Qui poursuit : *« Le tout premier émissaire envoyé par l'État soviétique au gouvernement républicain fut André Malraux [...] qui s'offrit à servir d'intermédiaire très confidentiel pour l'achat d'avions français »*.

À bien des égards, le livre de Stephen Koch sonne comme un réquisitoire. Münzenberg dispose de tous les moyens pour faciliter la vie de ses invités. *« Dans une Espagne agonisante, les écrivains portèrent des toasts à la république en sablant le champagne et se rendirent dans des Rolls Royce aux réceptions données en leur honneur »*. Or, écrit toujours Stephen Koch *« Si, grâce à la guerre d'Espagne, le stalinisme se drapait dans une illusion byronienne, les morts eux y laissèrent leur vie pour de bon »*.

C'est cette « illusion byronienne » qui demeure en suspens de jugement. Dans son film documentaire, *Veillées d'arme*, le cinéaste Marcel Ophüls mène l'enquête, non sans courage, sur la falsification, qu'il soupçonne, des célèbres photos de Franck Capa. Lesquelles mobilisèrent l'émotion internationale en faveur des républicains. Semblable travail mériterait d'être approfondi pour nombre d'écrivains. Car l'un des rôles de l'historien n'est-il pas d'arracher les masques ?

A. C.

Antoine Cassan vient de publier chez Lattès *« Tous ringardo-gaullistes »*.

POUR ALLER PLUS LOIN

Stephen Koch *La fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne, 30 ans de guerre secrète*, chez Grasset.

Sur le rôle particulier de chaque écrivain, il est possible de se rapporter à la fois à leur biographie et aux œuvres suscitées par la guerre :

– Pour André Malraux, *L'Espoir*, et sur son rôle, Robert S. Thornberry, *Malraux et la guerre d'Espagne* (Droz, 1977)

– Pour Robert Brasillach, *Notre avant-guerre* (Livre de Poche) et *Histoire de la Guerre d'Espagne* rééditée (1995) par les éditions Godefroy de Bouillon, ainsi que, parmi de nombreuses biographies, celle, en sympathie, d'Anne Brassié *Robert Brasillach* (Robert Laffont, 1987) ou celle, constamment hostile, de Michel Laval *Brasillach ou la trahison du clerc* (Hachette, 1992)

– Pour Ernest Hemingway, *Pour qui sonne le glas*, et sa biographie par James R. Mellow *Hemingway* (Le Rocher, 1995)

– Par ailleurs, le livre de Jean-Luc Barré sur *Jacques et Raïssa Maritain* (Stock) comporte d'intéressantes précisions, ainsi que celui de Jean Lacouture sur *François Mauriac* (Points, Seuil,) tout comme le numéro que les *Cahiers de l'Herne* avaient consacré, en 1967, à Bernanos. L'ensemble pouvant être complété par le livre de Pierre-Marie Dioudonnat consacré à *Je suis partout* (La Table Ronde, 1987). On peut aussi se rapporter aux « Dossiers H », *Les écrivains et la guerre d'Espagne*, édité à L'Âge d'Homme (1975).

UN TÉMOIN ESSENTIEL

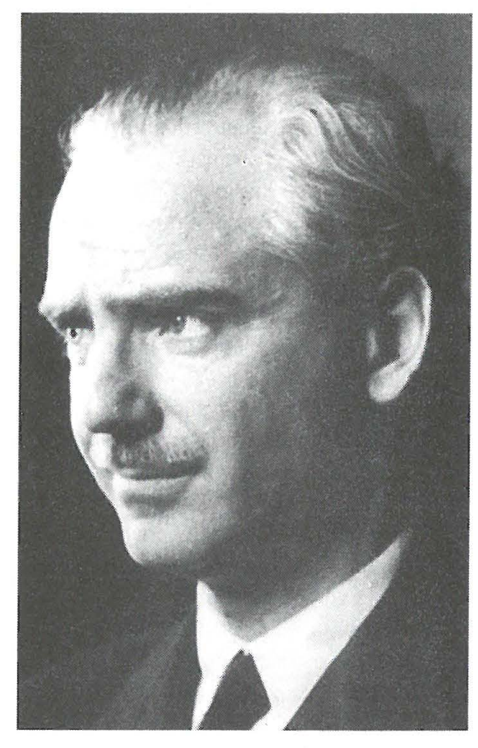
Serrano Suñer juge Franco et la guerre civile

Beau-frère du Caudillo, secrétaire général du parti unique, ministre de l'Intérieur, puis des Affaires étrangères, Serrano Suñer demeure, à 96 ans, l'un des derniers « grands témoins » de la tragédie espagnole. Il a accepté de nous recevoir dans sa résidence madrilène pour éclairer certains points de l'histoire de cette période. Écarté du pouvoir en 1942, considéré un peu trop rapidement comme le représentant de la tendance « germanophile » au sein de l'appareil franquiste, il a retrouvé sa profession d'avocat d'affaires au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et peut ainsi jeter un regard distancié sur le régime et son évolution.

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD IMATZ ET PHILIPPE CONRAD

Enquête sur l'histoire **: Comment expliquez-vous l'existence éphémère de la seconde République espagnole, proclamée dans l'allégresse en 1931 et plongée cinq ans plus tard dans les affres de la guerre civile ?**

Serrano Suñer : La République voulut aller trop vite. Son sectarisme et les passions qu'elle laissa se déchaîner firent le reste et finirent par la détruire. Le marasme économique et l'agitation sociale créèrent une instabilité chronique et, dès 1934, l'armée avait du intervenir pour rétablir l'ordre dans les Asturies insurgées contre le gouvernement légal.



Ramon Serrano Suñer.

– Vous étiez le beau-frère de Franco. Que saviez vous des préparatifs du soulèvement ?

– J'étais en contact avec Franco, Mola et Yagüe. Déjà, quelques mois plus tôt, je m'étais rendu aux Canaries pour dissuader Franco de se présenter aux élections partielles de Cuenca, sur une liste « nationale » qui avait pour but de faire élire José Antonio afin que, bénéficiant de l'immunité parlementaire, il pût être libéré, le gouvernement du Front populaire ayant décrété son arrestation peu de temps après sa victoire. Il fallait éviter que Franco, dont le prestige était immense dans l'armée et dans une bonne partie de l'opinion, apparût comme un factieux potentiel. C'est à la demande de José Antonio – que je visitais souvent dans sa prison – que j'avais entrepris cette démarche auprès de Franco qui suivit alors mes conseils. Faut-il préciser que José Antonio fut élu et que le gouvernement fit annuler cette élection pour pouvoir le maintenir en prison. À la veille du soulèvement national, les généraux étaient convaincus qu'ils l'emporteraient facilement, en une quinzaine de jours tout au plus. Personne ne songeait alors à une guerre civile et les

membres modérés du gouvernement comme Prieto et Azaña étaient même prêts à négocier un compromis avec les insurgés. C'est Largo Caballero, le mauvais génie de cette période qui, en armant la population, a permis la constitution d'une armée de milices dominées par les extrémistes anarchistes et communistes. À partir de là, le combat des deux Espagnes allait être inexpiable. De ce point de vue, José Antonio redoutait bien davantage le spectre d'une guerre civile prolongée, avec toutes ses inévitables cruautés, et c'est pour la devancer qu'en tant que chef de la Phalange il avait fini par se rallier, avec beaucoup de réticences, à l'idée de l'insurrection militaire.

– Peut-on dire que Franco n'a pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir la libération de José Antonio ?

– On ne peut dire qu'il n'a pas voulu cette libération mais il s'en est peu préoccupé, absorbé qu'il était alors par la conduite de la guerre. Les deux hommes ne se sont rencontrés que deux fois et ils n'ont jamais eu d'échange de vues approfondi sur les plans politique et idéologique. Leurs sensibilités étaient très différentes. Franco était un militaire. José Antonio un intellectuel plus qu'un politique. Avec quelques efforts, on aurait peut-être pu envisager un échange de prisonniers. Cela dit, on ne peut en tirer des conclusions politiques. J'étais moi-même le beau-frère de Franco pour avoir épousé sa belle-sœur. Or, dans les premiers jours de la guerre, je me suis retrouvé enfermé à la tristement célèbre prison Modelo. Deux de mes frères ont été fusillés et la rumeur a même couru que j'avais subi le même sort. Eh bien, personne ne s'en est trop préoccupé dans le climat de l'époque et personne n'eut l'idée de proposer à Franco que je sois échangé.

– Vous avez réussi à échapper à la mort et à rejoindre la zone nationaliste. Quel a été dès lors votre rôle auprès de Franco ?

– J'étais l'une des personnes en qui Franco avait le plus confiance. Pendant qu'il conduisait la guerre, j'ai du réaliser la mutation permettant de passer d'une situation et d'un pouvoir insurrectionnels à la mise en place d'un état juridiquement fondé. Suivant le désir de Franco, j'ai été amené à réaliser l'unification politique des différents courants qui se retrouvaient dans le camp nationaliste, c'est-à-dire les phalangistes, les carlistes, les monarchistes et les différents courants issus de la droite libérale et modérée. Cette unification n'aurait pas été possible si José Antonio était demeuré vivant, mais il avait disparu, ainsi que tous les principaux chefs de la Phalange. Cette unification, qui faisait également suite à la mise au pas des carlistes à la fin de 1936, donnait à Franco un pouvoir sans partage. Toute l'Armée se rassembla derrière lui alors que José Antonio vivant aurait pu compter sur une bonne partie des cadres de l'armée d'Afrique et peut-être sur Mola, qui était un général de sensibilité « populiste », soucieux de réformes sociales. Un peu plus tard, ce sont ses sympathies « phalangistes » qui entraînèrent la mise à l'écart de Yagüe. Plutôt qu'au nationalisme conservateur d'un Franco qui n'est jamais réellement sorti de sa peau de militaire en entrant en politique, beaucoup de jeunes officiers auraient pu apporter leur soutien au projet national et social tout à fait novateur qu'incarnait la Phalange.

– En tant que ministre de l'Intérieur, vous avez eu une connaissance directe de la répression qui suivit la guerre civile. Qu'en fut-il exactement ?

– La répression était de la compétence exclusive des militaires et je n'y ai pas été mêlé. Franco ne le souhaitait d'ailleurs pas. Mon témoignage en faveur d'un député socialiste qui avait sauvé des vies humaines dans la zone républicaine et n'avait commis par ailleurs aucun crime lui valut d'échapper à la mort. À l'inverse, je ne pus sauver un commandant de la Garde présidentielle républicaine.

– On vous a accusé d'avoir été un ministre des Affaires étrangères germanophile ?

– Franco et moi-même croyions en 1940 à la victoire finale de l'Allemagne. À partir de là, nous souhaitions qu'à la faveur de l'hégémonie allemande qui s'annonçait en Europe, l'Espagne pût disposer de la situation la plus favorable possible. En même temps, nous étions déterminés à tout faire pour ne pas entrer en guerre aux côtés de l'Axe. Commentant notre attitude d'alors, le maréchal Jodl déclara que *« le troisième objectif des Allemands à l'ouest était d'entraîner l'Espagne à leurs côtés pour avoir la possibilité de prendre Gibraltar... Il a été manqué par suite de la résistance des Espagnols, ou plus exactement de la résistance de leur jésuitique ministre des Affaires étrangères, Serrano Suñer. »* L'unique préoccupation de notre politique fut l'intérêt supérieur de l'Espagne. Elle sortait déjà détruite de la guerre civile. Il fallait éviter qu'elle ne fût entraînée dans un nouveau conflit qui eût été catastrophique pour elle...

– Aviez-vous des divergences de vues avec Franco en politique extérieure ?

– Absolument aucune. En ce domaine, nous étions d'accord sur tout, au contraire de ce qui se produisait pour les questions de politique intérieure. Quand l'Allemagne perdit la guerre, j'avais quitté le gouvernement depuis plus de deux ans. Comme nous nous étions trompés quant à l'issue finale du conflit, les adulateurs serviles de Franco, qui avaient été beaucoup plus germanophiles que moi, inventèrent la fable d'un Serrano Suñer belliciste et interventionniste, ce qui visait à valoriser, à l'inverse, la lucidité plus grande du « Chef ».

– Dans quelles circonstances avez-vous été relevé de vos fonctions ?

– À la suite d'un incident sanglant ayant opposé le 16 août 1942, carlistes et phalangistes au sanctuaire de la Vierge de Begona, près de Bilbao, une crise politique se déclencha et fut dénouée par un remaniement ministériel qui mit à l'écart les personnalités trop marquées pour leur appartenance à un courant déterminé. Le carliste Varela perdit ainsi le ministère de la Guerre. De plus, Franco, qui ne songeait pas alors à se séparer de moi, y fut encouragé par les éléments les plus réactionnaires, notamment Carrero Blanco, qui lui firent croire que mon maintien signifierait, aux yeux de l'opinion, que je détenais la réalité du pouvoir.

– Quelle image l'histoire conservera-t-elle, selon vous, de Franco, de l'homme et de son œuvre ?

– C'est une question délicate. Si nous oublions le malheur de la guerre civile, je crois qu'il restera dans l'histoire de l'Espagne, l'image d'un homme sous l'autorité duquel la face du pays a changé. Dans le domaine matériel et social il y a eu un progrès indiscutable. Sa grande erreur fut de tenir par un fil l'avenir politique du pays, de ne pas dépasser l'horizon d'un pouvoir personnel appelé à disparaître avec lui. Avec tout le pouvoir dont il a disposé, il a perdu l'occasion de réaliser ce que Mussolini aurait voulu mais n'a jamais pu faire en Italie. Il aurait pu organiser, comme je le lui avais demandé dans une lettre de 1945, une sortie vers une démocratie responsable et authentique. Pour résumer ma pensée, il présida à une étape de transformations économiques et sociales décisives et nécessaires, mais il n'eut pas de véritable projet politique.

A. I. et Ph. C.

A L'ÉCOLE DU BLITZKRIEG

Le banc d'essai de la Deuxième Guerre mondiale

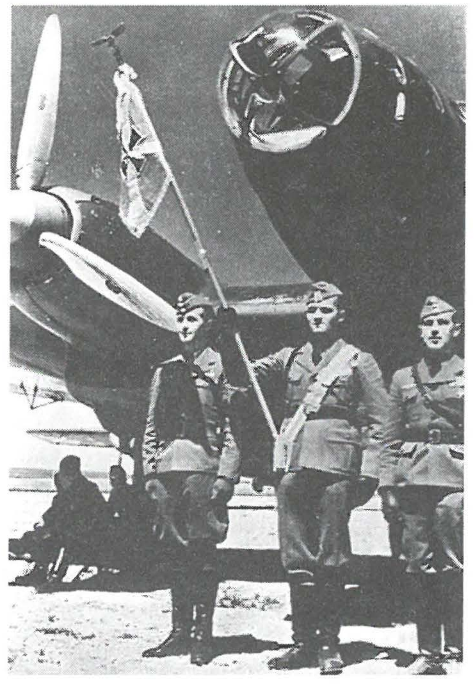
PAR DOMINIQUE VENNER

Toute guerre est riche d'enseignement. Encore faut-il en extraire les bons, ceux qui éclairent les formes nouvelles des conflits futurs. De ce point de vue, la guerre d'Espagne fut un banc d'essai exceptionnel. Mais seuls les Allemands surent en tirer les enseignements justes, comme on le verra de 1939 à 1942.

Dans la matinée du 16 octobre 1936, le cargo soviétique *Komsomol* commença à débarquer dans le port de Carthagène les premiers chars livrés par Staline aux républicains espagnols. Il s'agissait de T.26 A de huit tonnes, fortement inspirés des chars anglais Vickers Corden-Loyd 6-tonners. Ils étaient équipés du nouveau canon antichar de 45 mm à tir rapide qui devait surclasser ceux de ses adversaires jusqu'à la fin du conflit. Par la suite, Staline devait encore envoyer des T.26 B de 9 tonnes, et des BT 5 de 11,5 tonnes, l'un et l'autre équipés du même canon de 45 mm.

Les chars soviétiques furent engagés sur le front de Madrid treize jours après leur arrivée. Ils étaient commandés par le général Pavlov, spécialiste des blindés. Les T.26 furent lancés en formation massive contre la cavalerie nationaliste. Logiquement, ils n'auraient dû faire qu'une bouchée des chevaux dans les rues étroites d'Esquivias. Mais comme l'infanterie rouge n'avait pas suivie, les blindés se trouvèrent bientôt en difficulté et durent se replier.

Le général Pavlov en fut vivement désappointé et sa confiance dans les capacités des chars s'en trouva émoussée. Mais chez les nationalistes, l'alerte avait été chaude.



Fanion d'une escadrille de la légion Condor. Cette unité novatrice confirma les vues des théoriciens les plus novateurs de la Wehrmacht.

Le jour suivant, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, Constantin von Neurath, faisait proposer au général Franco l'envoi de renforts modernes, à la condition qu'ils soient placés sous le commandement d'un officier allemand responsable devant lui seul. Franco accepta ces conditions. Le 6 novembre, les premiers détachements de la légion Condor se trouvaient rassemblés à Séville. Elle allait progressivement comprendre un groupe de 4 escadrilles de bombardement de 12 avions chacun (Junker 52, Heinkel 45 et 46, Heinkel 111) un groupe de chasse de même importance (Heinkel 51 et Messerschmitt 109), et une escadrille d'hydravions de reconnaissance (Heinkel 59). Elle était appuyée par des batteries antiaériennes et des batteries antichars, ainsi que par deux escadrons blindés formés de 4 compagnies (Pzk I A et B, Pzk II). La légion Condor était initialement commandée par le général d'aviation Hugo Sperrle, assisté du colonel von Richthofen comme chef d'état-



Chars soviétiques T.26 en Espagne. Engagés pour la première fois sur le front de Madrid le 29 octobre 1936, ils étaient très supérieurs aux blindés allemands et italiens, mais leur doctrine d'emploi était archaïque.

major et du colonel von Thoma pour les chars. L'effectif devait atteindre 6 500 hommes. Son matériel et ses équipements étaient peu modernes. En revanche, sa conception tactique et ses méthodes étaient proprement révolutionnaires.

L'école anglaise et allemande

S'il est difficile de départager entre les revendications de paternité de l'arme blindée, on sait en revanche que les premiers chars de l'histoire furent engagés par les Anglais, à Flers le 15 septembre 1916 et qu'ils faillirent obtenir la décision lors de l'offensive de Cambrai, les 19 et 20 novembre 1917.

Après 1918, les Allemands ne devaient pas oublier le rôle déterminant des chars dans leur défaite. Aussi la Reichswehr, malgré les limitations drastiques que lui impose le traité de Versailles, placera-t-elle l'étude de l'emploi des matériels motorisés et blindés au centre de ses préoccupations. Une inspection des troupes automobiles est constituée à laquelle se trouve affecté le 1er avril 1922, un brillant officier d'état-major, le capitaine Heinz Guderian. Celui-ci va étudier systématiquement les travaux des Anglais Fuller (1), Martel et Liddel Hart qui, s'appuyant sur leur expérience de la guerre récente ont, très tôt, formulé le concept de grandes unités blindées.

Mais les Allemands ajoutent d'emblée une dimension supplémentaire à l'étude de l'arme nouvelle, celle du concours de l'aviation. Durant l'hiver 1923-1924, Guderian se voit confier par le lieutenant-colonel von Brauchitsch la direction d'un « Kriegspiel » sur l'emploi des unités motorisées en liaison avec l'aviation tactique. Une idée totalement nouvelle va ainsi se faire jour, dont on trouve dès cette époque la trace dans les articles que le capitaine Guderian donne au *Militärwochenblatt* : celle d'une organisation tactique et stratégique bâtie autour du char et de l'avion.

L'école franco-soviétique

En France, dans les années qui ont suivi la victoire de 1918, plusieurs penseurs militaires, et en premier lieu le général Etienne, ont spéculé sur l'avenir d'une force cuirassée.

Cependant, la doctrine officielle, exprimée par l'instruction d'octobre 1921 sur l'emploi tactique des grandes unités, ne voit dans les chars que des auxiliaires spécialisés de l'infanterie, destinés à l'accompagner au plus près (chars légers) ou à lui ouvrir un passage à travers les lignes fortifiées de l'ennemi (chars lourds). La mécanisation partielle, à partir de 1931, de cinq divisions légères de cavalerie (4 régiments montés, un régiment d'automitrailleuses et un bataillon d'infanterie portée), pas plus que la création, à partir de 1935, de divisions légères mécaniques entièrement motorisées, ne modifient cette conception qui écarte toute vision nouvelle de la stratégie. Les instructions de 1933 et de 1936 considèrent toujours les blindés comme un moyen tactique de la grande unité d'infanterie. La bureaucratie militaire française ne pense pas que les nouveaux matériels puissent mettre en cause la leçon principale qu'elle croit devoir tirer de l'expérience de la Grande Guerre. Elle a foi en l'invulnérabilité d'une défense statique, dont la ligne Maginot devient le symbole obsédant.

Les Soviétiques, eux, ne sont venus que tardivement à l'étude des blindés. Ni la Première Guerre mondiale, ni leur guerre civile ne leur en avaient donné une expérience directe. Influencés par l'armée française victorieuse de 1918, dont certains cadres, avec le général Weygand, avaient contribué à leur propre défaite devant Varsovie en 1920, les chefs de l'Armée rouge adoptent tout d'abord la théorie française. Le règlement soviétique de 1929 sur le service en campagne considère les blindés comme des soutiens de l'infanterie, susceptibles, en certaines circonstances, de manœuvres dans la profondeur du dispositif ennemi. À partir de 1935, le maréchal Toukatchevski qui a connaissance des travaux allemands (3), fait admettre la création de corps motorisés regroupant unités à cheval et unités blindées. Mais, avant que ne soit célébré le premier anniversaire du début de la guerre civile espagnole, les grandes purges qui vont décapiter l'Armée rouge ont déjà frappé son haut commandement.

Le maréchal Toukatchevski est fusillé le 11 juin 1937 avec huit autres généraux de haut rang. En un an, 90 % des généraux, 80 % des colonels et 30 000 officiers (la moitié des cadres de l'Armée rouge) seront ainsi exécutés. C'est ce contexte particulier qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre comment l'Armée rouge allait tirer les leçons de son expérience espagnole.

Des enseignements contradictoires

Toute guerre est riche d'enseignements. Encore faut-il en extraire ceux qui ont une valeur indicative réelle pour les conflits futurs. La difficulté principale n'est pas constituée par le manque d'informations, mais au contraire par l'ampleur des informations contradictoires et la multiplicité des points de vue divergents. Il est rare que les leçons apparaissent avec la brutale et claire évidence offerte par la foudroyante campagne allemande de mai 1940. Le plus souvent, les enseignements sont affaire d'interprétations parmi lesquelles les états-majors, par un penchant bureaucratique natu-



Tankettes italiennes Fiat-Ansaldo CV-35. Ces médiocres engins furent mis en déroute à Guadalajara. Mais les conclusions tirées de ce revers par les Soviétiques et les Français étaient erronées.

rel, choisissent automatiquement celles qui confortent les doctrines établies sans bousculer le confort des habitudes.

La guerre d'Espagne (1936-1939) ne fit pas défaut à la règle. Parmi tous les futurs belligérants de 1939-1945, un seul, l'Allemagne, devait en tirer les enseignements justes.

Tous les autres, pour des raisons variées, se trompèrent, à commencer par la France et la Russie soviétique.

Les historiens (4) qui ont décrit après coup le déroulement de cette guerre ont été tentés de privilégier les épisodes les plus spectaculaires qu'ils ont baptisé « batailles » quand bien même s'agissait-il d'opérations sans grand rapport avec les gigantesques affrontements qui justifient habituellement cette appellation. Ainsi se sont-ils étendus sur les « batailles » de Malaga, Brunete, Guadalajara, Teruel, Bilbao ou Madrid. Mais ces « batailles » où se trouvèrent engagés les meilleures troupes et le matériel le plus moderne expédié dans les deux camps sous commandement étranger, ne reflètent qu'un aspect partiel de ce que fut la guerre d'Espagne.

Une guerre anachronique

Comme l'écrit un ancien officier nationaliste, Marcelo Gaya y Delrue, engagé volontaire en 1936, qui gagna ses étoiles de capitaine au feu (5) : *« la guerre civile espagnole fut une guerre anachronique, qui se rapprochait bien davantage du conflit franco-prussien de 1870 que de celui de 1914-1918. Dans les guerres modernes, l'issue du combat dépend des moyens matériels mis en œuvre [...]. Il n'en fut pas ainsi durant la guerre civile espagnole : nous manquions de machines. Le matériel de guerre, même à l'époque de la plus forte intervention étrangère, ne dépassa jamais la quantité strictement nécessaire à la réalisation des expériences intéressant les nations qui nous le fournissaient. Une dizaine de bombardiers passaient pour une flotte aérienne considérable ; et un seul canon à tir rapide devenait tour à tour un appui apprécié ou un bouclier rassurant selon que nous donnions ou subissions l'assaut. Notre infanterie, de même que celle des Rouges, n'était dotée d'aucune section de mitrailleuses : tout au plus possédions-nous une mitrailleuse par section. Notre unité tactique n'était ni la division, ni la demi-brigade, mais le bataillon. Ce fut une guerre de capitaines, et le "facteur humain" fut le véritable et le seul facteur stratégique, technique et même tactique de cette guerre : La dernière dans laquelle un homme fut un homme, valut un homme, agit en homme, et sut mourir en homme »* (6).

Cependant, dès les premières heures, la guerre d'Espagne fut le théâtre d'innovations spectaculaires dues à de nouveaux matériels. C'est ainsi que Franco inventa le pont aérien pour faire passer ses troupes du Maroc en métropole, d'abord avec quelques vieux appareils réquisitionnés, puis avec les Savoia Marchetti prêtés par Mussolini et les Junker 52 concédés par Hitler.

Ces aspects contradictoires montrent bien les difficultés de l'analyse. La dilution de fronts imprécis, où les escarmouches à coups de fusil étaient plus nombreuses que les rencontres de blindés, ne favorisait nullement une claire appréciation des nouveautés tactiques. Dans son ensemble, la guerre d'Espagne ressembla beaucoup plus à une guerre de position qu'à une guerre de mouvement. Les meilleures troupes nationalistes ont piétiné pendant plus de deux ans devant Madrid avant de pouvoir en faire sauter les défenses. Il y eut rarement de fulgurante percée, mais plus souvent des mouvements sporadiques, des offensives courtes, tout juste capables de creuser une brèche bientôt colmatée.

Les partisans de la guerre de position, c'est-à-dire l'état-major français et une partie de l'état-major soviétique se trouvèrent donc confortés dans l'idée qu'ils se faisaient des affrontements futurs. Mais en face, l'état-major allemand allait tirer des conclusions diamétralement opposées, correspondant à sa propre théorie. Essayons de voir pourquoi. Les deux exemples de Guadalajara et de Brunete vont nous y aider.

Guadalajara et Brunete

En mars 1937, le général Roatta qui commande l'important contingent de volontaires italiens propose à Franco de lancer une offensive sur Guadalajara, en direction de Madrid. Un mois plus tôt, les petites chenillettes italiennes, employées en formation serrée, avaient remporté un vif succès lors de la prise de Malaga. À Guadalajara, Roatta disposait de 250 chenillettes Fiat-Ansaldo CV-35, un peu trop vite qualifiées de « chars d'assaut » par la presse. Créées en 1933, ces « tankettes » étaient faiblement protégées par un mince blindage de 10 mm. Leur armement était constitué de deux mitrailleuses Fiat modèle 35 calibre 8 mm sur casemate fixe. Elles s'étaient révélées efficaces en Éthiopie contre des troupes indigènes mal équipées. Elles avaient encore donné de bons résultats à Malaga contre une infanterie médiocrement retranchée et dépourvue de moyens antichars. Il en allait être différemment à Guadalajara.

L'offensive italienne commença dans des conditions atmosphériques particulièrement défavorables. Neige, verglas et brouillard interdisaient aux avions nationalistes de décoller, tandis que ceux des républicains, basés à Barajas ne subissant pas les mêmes inconvénients, pouvaient intervenir dans la bataille et pilonner sans opposition les colonnes motorisées italiennes, malgré le mauvais temps persistant et la résistance opiniâtre. Pourtant, les Italiens avancèrent jusqu'au 14 mars.

Mais quatre jours plus tard, les républicains, qui avaient reçu de puissants renforts, passaient à la contre-attaque, soutenus par 70 chars soviétiques T-26, tandis que 80 avions pilonnaient sans opposition les colonnes italiennes. Le général Roatta qui conférait avec Franco était absent et son chef d'état-major venait d'être tué. Un mouvement de repli ordonné avec précipitation s'effectua dans une grande confusion, sous un bombardement meurtrier de l'aviation républicaine.

La propagande du *Frente popular* monta en épingle la « débâcle » italienne qui resta en fait très limitée.

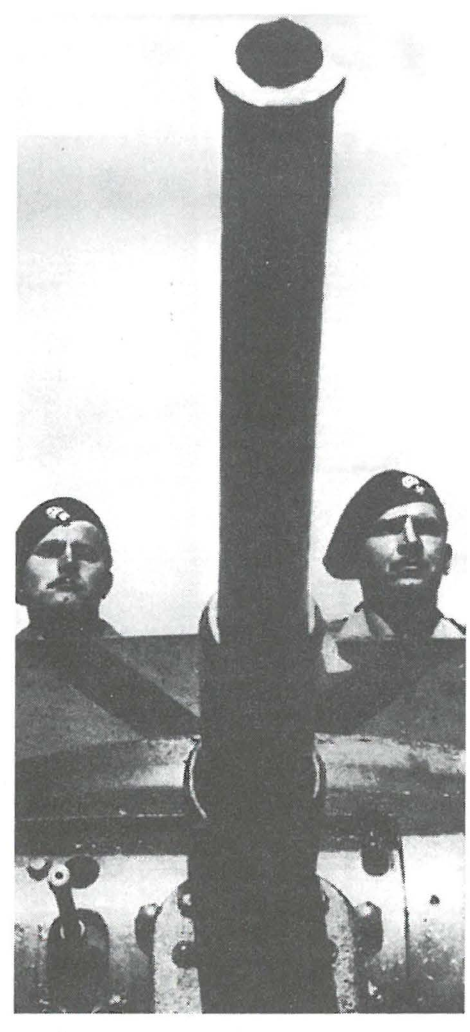
Deux analyses différentes

Certains observateurs militaires, français et soviétiques crurent voir dans cette bataille la preuve qu'une force blindée était impuissante devant une position fermement défendue. Ils oubliaient que les tankettes italiennes étaient inaptes à une telle mission, et, qu'engagées sans couverture aérienne, elles avaient été détruites par l'aviation soviétique.

Les observateurs allemands, eux, ne s'y étaient pas trompés. Guadalajara confirmait leurs propres théories. Pour la première fois dans l'histoire, les avions avaient remplacé à la fois l'artillerie et la cavalerie, détruisant complètement deux divisions italiennes.

Quatre mois plus tard, la bataille de Brunete devait être l'exacte réplique de Guadalajara. Cette fois, les Rouges avaient lancé l'offensive et gagné du terrain jusqu'à la contre-attaque nationaliste qui les avait rejetés quelques jours plus tard. Les Brigades internationales avaient lâché pied et certaines unités s'étaient même mutinées. Mais cette bataille devait apprendre autre chose à ceux qui savaient observer. Lors de la contre-offensive nationaliste, deux conceptions de l'emploi des chars s'étaient affrontées. Comme devait l'écrire le Tchèque Miksche dans son livre *Blitzkrieg*, les blindés soviétiques avaient échoué parce qu'on les avait utilisés en ordre dispersé, en soutien de l'infanterie, suivant les théories françaises. Tandis qu'en face, le général Varela, conseillé par le colonel allemand von Thoma, avait concentré les siens pour rechercher le point de rupture tactique, et avait ainsi triomphé.

Bien d'autres affrontements, notamment à Teruel (décembre 1937-janvier 1938) devaient confirmer les enseignements de Guadalajara et de Brunete.



Équipage d'un char de la légion Condor. Celle-ci reposait sur le principe nouveau du couple avion-blindé.

Pourtant, le haut commandement soviétique, comme l'état-major français, ne devaient retenir de la guerre d'Espagne que son apparence de guerre de position.

Il faut dire qu'à l'inverse des Allemands et des Italiens, ce ne sont pas des fleurs et des lauriers qui attendaient à leur retour la plupart des « conseillers » soviétiques. La grande purge liquida les généraux Berzine, Borov, Stachevski, Antonov-Ovseenko, Koltsov, Kleber, Gal et quelques autres. Un tel accueil limitait nécessairement l'expression des opinions personnelles chez les survivants.

Est-ce pour sauver sa tête ou par conviction intime que le général Pavlov exposa à Staline et à Vorochilov que l'expérience espagnole condamnait les théories et les initiatives de Toukatchevski ?

Nous ne le saurons sans doute jamais. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que Staline institua en juillet 1938 une commission, sous la présidence de G.I. Koulik, une brute nulle et prétentieuse, pour tirer les conclusions de la guerre d'Espagne et du conflit d'Extrême-Orient. Après de longues discussions, la commission approuva les propositions du général Pavlov (7). Malgré les protestations des généraux Chapochnikov et Joukov, il obtint le démantèlement des grandes unités blindées créées par Toukatchevski. Cette décision devint effective le 21 octobre 1939. Moins d'un an plus tard, après la démonstration de la campagne de France, on s'efforcera de reconstituer de grandes unités mécaniques improvisées, ce qui n'était pas encore réalisé lorsque la Russie soviétique dut supporter le choc de l'invasion allemande en juin 1941.

En face, la théorie allemande de la guerre blindée combinée avec l'aviation d'assaut, telle qu'elle avait été expérimentée en Espagne par Sperrle, Volkmann, Thoma, Richthofen, Galland ou Mölders, devait recevoir une éclatante justification durant la Seconde Guerre mondiale. La Pologne fut conquise en trois semaines, la Hollande en cinq jours, la Belgique en dix-huit jours, la France en trente-cinq jours, la Yougoslavie en douze jours et la Grèce en dix-huit jours. En Russie, après une série de succès vertigineux, elle fut tenue en échec par des distances excessives et un système de ravitaillement inadapté.

D. V.

---

(1) Le général Fuller (1878-1966), ancien commandant du Royal Tank Corps pendant la Première Guerre mondiale sera l'un des penseurs militaires les plus imaginatifs et les plus profonds de ce siècle.

(2) On a parfois écrit à tort que Guderian s'était inspiré de l'ouvrage de vulgarisation du colonel de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, publié en 1934. Guderian n'a jamais lu cet auteur français qui reprit des idées largement développées à l'époque. Le colonel de Gaulle ne s'était d'ailleurs pas intéressé au rôle de l'aviation.

(3) Une clause secrète du traité de Rapallo signé en 1922 entre l'Allemagne de Weimar et la Russie bolchevique, permit à la Reichswehr d'utiliser plusieurs camps et terrains militaires soviétiques pour expérimenter de nouvelles armes, et de nouvelles techniques de combat, blindés et aviation.

(4) Pour la bibliographie, je renvoie à celle qui figure dans la chronologie. J'y ajouterai l'ouvrage de Léo Palacio, *1936 : la Maldonne Espagnole* (Ed. Privat), la monographie de Patrick Turnbull, *The Spanish Civil War*, dans la collection Osprey-Men-At-Arms, et *L'Histoire de l'armée allemande*, de Philippe Masson (Perrin 1994).

(5) Dans l'armée espagnole, l'insigne de grade des officiers est l'étoile.

(6) Marcela Gaya y Delrue, *Combattre pour Madrid*, Pensée Moderne, 1964.

(7) Le général Pavlov fut fusillé en 1941 pour avoir perdu son armée dans les premiers jours de l'offensive allemande.

LES RAISONS D'UNE ABDICATION

Le secret d'Edouard VIII

PAR ADRIEN BROCARD

Prince charmant et roi mystérieux, à la fin de 1936, Edouard VIII ne sera plus que le duc de Windsor. Ses sympathies pour l'Allemagne national-socialiste font scandale autant que son idylle avec Wallis Simpson. Deux bonnes raisons pour une abdication.



Au château de Windsor, le roi annonce son abdication à la radio.

« *Ici, le château de Windsor. Son Altesse Royale le prince Edward vous parle.* » Nous sommes dans un appartement de la tour Augusta, au soir du 10 décembre 1936. Un homme est assis derrière une table, devant laquelle on a posé un micro. Voilà quelques heures seulement, il régnait sur un Empire si vaste que le soleil, dit-on, ne s'y couche jamais. Au matin de ce même 10 décembre, il a signé, en présence de ses trois frères, Albert, duc d'York, Harry, duc de Gloucester et George, duc de Kent, son acte d'abdication.

« Moi, Edward VIII, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au-delà des mers, empereur des Indes, déclare ici Ma décision irrévocable de renoncer au trône pour Moi-même, et pour Mes descendants. Mon désir est que cet acte d'abdication prenne immédiatement effet. »

Non seulement l'Empire entier, mais l'Europe, le monde l'écoutent ce soir. La voix s'élève, ferme et bien timbrée : *« Il y a quelques heures, j'ai rempli mon dernier devoir de roi et d'empereur ; et maintenant que mon frère, le duc d'York, me succède, mes premières paroles doivent être pour lui déclarer mon allégeance. Ce que je fais de tout cœur. »* Préambule politique.

« Vous connaissez tous les raisons qui m'ont conduit à renoncer au trône. Mais je voudrais que vous compreniez que, en prenant ma décision, je n'ai oublié ni le pays ni l'Empire que, pendant vingt-cinq ans, je me suis efforcé de servir, tout d'abord comme prince de Galles et, plus récemment, comme roi. Mais si je vous dis que j'ai estimé impossible de porter le lourd fardeau de responsabilités et de remplir les devoirs qui m'incombent en tant que roi sans l'aide et le secours de la femme que j'aime, il faut me croire. »

En France, dans le salon d'une villa cannoise, une femme assise sur un sofa, le visage



Le futur Edward VIII fut profondément marqué par la Grande Guerre. Très proche des hommes du front, il en partageait l'esprit. On le voit ici, sur la gauche, en compagnie de son père, le roi George V.

dans les mains, tâche de retenir ses larmes. C'est pour elle que ce roi, faute de pouvoir en faire sa reine, vient de perdre son trône.

« … Et maintenant, nous avons tous un nouveau roi, continue la voix. De tout mon cœur, je lui souhaite, ainsi qu'à vous, son peuple, bonheur et prospérité. Dieu vous bénisse tous. God save the King ! »

Du moins dans sa dimension publique, le drame est consommé. Pour épouser sa bergère, le roi devra redevenir – et rester – un simple prince charmant. Encore sa résignation ne suffira-t-elle pas à effacer les rancœurs des uns ni les regrets des autres : dans son ouvrage *L'abdication*, Alain Decaux, se référant au témoignage de Richard Hoggart, montre que dans les quartiers populaires, sensibles à la dimension romantique de l'histoire, on prend la défense du partant : *« Ces gens-là l'ont eu. Mais Edward a pris la seule voie raisonnable, puisque l'amour est, après tout, la chose la plus importante du monde. »*

La révélation des tranchées

Comment ces petites gens ne l'eussent-ils pas défendu ? Pouvaient-ils oublier à quel point, bien avant de rencontrer Mrs Wallis Simpson, le Prince de Galles, promis à succéder à George V, s'était préoccupé d'eux ? Son peuple, Edward l'avait découvert et avait appris à l'aimer pendant la Grande Guerre, alors qu'officier tenu contre son désir à la marge du front, il écrivait à son père, en héritier lucide d'un monde déstabilisé : *« Il semble y avoir dans les pays ennemis une véritable épidémie de révolution et d'abdication, ce qui annonce des temps difficiles pour les monarchies survivantes. Malgré tout, je n'hésite pas à dire que la nôtre est de loin la plus solide de celles qui restent, mais il faut naturellement la conserver ainsi, et je me rends compte que nous n'y arriverons qu'en gardant un contact étroit avec le peuple ; je puis assurer que cette pensée est toujours présente à mon esprit, et que je ferai tous mes efforts pour continuer cette politique, sachant combien elle influencera l'avenir de l'Empire ! »*

Ce ne sont pas là paroles en l'air : ce prince qu'on dit timide, un peu gauche et compassé dans les salons de la haute société britannique, qui à la veille de la guerre déplorait en se soumettant avec lassitude à ces corvées la « sottise » des visites officielles, *« gâchis de temps, d'argent et d'énergie »*, se sent en revanche à son aise, quelle que soit la partie du Royaume-Uni ou de l'Empire qu'il est amené à visiter, lorsqu'il rencontre les anciens combattants – n'est-il pas « l'un des leurs » ? –, les ouvriers, l'homme de la rue, souvent avec le regret, rejeton d'une monarchie constitutionnelle et parlementaire, de ne pas pouvoir améliorer leur sort autant qu'il le voudrait, surtout lorsqu'au début des années trente survient la crise, entraînant la fermeture de nombreuses entreprises ou mines. *« Comment bâtir une nation saine sur de telles misères ? »* demande-t-il. Ce souci lui vaut une popularité que peu de souverains britanniques ont connue.

La guerre l'a marqué, elle aussi. Dès son commencement, il a voulu y prendre une part aussi active que possible. Rien d'un va-t-en-guerre, pourtant : avec une surprise désolée, il écrit en juillet 1914 : *« Tout cela est sinistre ! Que nous puissions nous trouver au bord de la guerre, cela semble presque incroyable. Je suis très déprimé. »* Ce sentiment, qui l'honore à une heure où l'Europe tout entière, gouvernements et foules, n'aspire qu'à en découdre, ne cache aucune faiblesse : *« Quel réconfort de voir que le peuple donne son approbation et son appui, s'écrie-t-il. Dieu merci, le gouvernement a décidé de ne pas abandonner la France. Oh ! Mon Dieu ! Ces événements sont trop grands pour qu'on puisse les comprendre ! Ah ! si seulement j'avais un poste à tenir ! »*

En dépit des préventions des milieux politiques, qui tiennent à le garder à l'abri – *« Si vous ne risquiez que d'être tué, je n'aurais peut-être pas le droit de vous retenir. Mais je ne peux pas prendre le risque […] de vous voir fait prisonnier »*, lui explique Lord Kitchener – il parvient à gagner la France. Affecté à l'état-major général, détaché auprès du 1er corps d'armée, il visite une tranchée allemande que l'on vient de prendre. Des cadavres partout. *« C'est ma première vision réelle de la guerre, et elle m'a remué et impressionné terriblement. »* Lorsqu'il regagne sa voiture, c'est pour y découvrir le corps de son chauffeur, tué par un shrapnell. Désormais, Edward connaît le prix de la paix.

Ascendance allemande et haine du bolchevisme

Ses origines allemandes lui ont à coup sûr rendu mieux perceptible ce que ces quatre années d'affrontements sanglants recèlent de fratricide, voire de suicidaire, pour les nations européennes. Faut-il chercher ici les raisons qui le pousseront, au lendemain de l'abdication, à rencontrer Hitler au cours d'un voyage destiné à l'étude du logement et des conditions de vie des ouvriers allemands ?

Dès le printemps 1912, le prince a visité la France : il y a passé quatre mois… avant de se rendre en Allemagne, cette vieille Allemagne récemment convertie à une unité encore très lâche, d'où il tire ses origines – celles des Saxe-Cobourg-Gotha – et où il retrouve une parentèle encore proche. Telle est l'Europe des monarchies : d'autres cousins règnent sur la Russie. Le sort de Nicolas II, assassiné par les



Wallis Simpson, au début de sa liaison avec Edward VIII. Dans ses bras, le chien Slipper, offert par on royal amant.

ɩolcheviques à Iekaterinbourg en 1918, le ɩouleverse et lui inspire la haine du bolchevisne. Lorsque les troupes allemandes rentreront n Rhénanie en mars 1936, deux mois seulenent après son accession au trône, et que des ruits de bottes résonneront à nouveau dans ɔute l'Europe, Édouard s'inquiètera : *« Intuivement, je sentais qu'une autre grande guer- : se préparait en Europe, et je ne voyais élas ! que trop ce qu'elle pourrait apporter : s souffrances inutiles, et une deuxième vague : bolchevisme qui se déverserait sur les paces vides d'un continent ravagé et épuisé. »*

Visitant, après la mort du duc de Windsor ırvenue en mai 1972 et celle de la duchesse ı avril 1986, la belle maison que la ville de ıris avait mis à leur disposition au bois de ɔulogne, Alain Decaux devait y découvrir la chambre de l'ancien roi, aux murs *« couverts de photos ne représentant que deux personnes : son parrain, le tsar Nicolas II – et Wallis. »*

Sans doute est-il temps de se demander à quoi ressemble cette femme lorsque le duc de Windsor la rencontre, en janvier 1931 si l'on suit Alain Decaux.

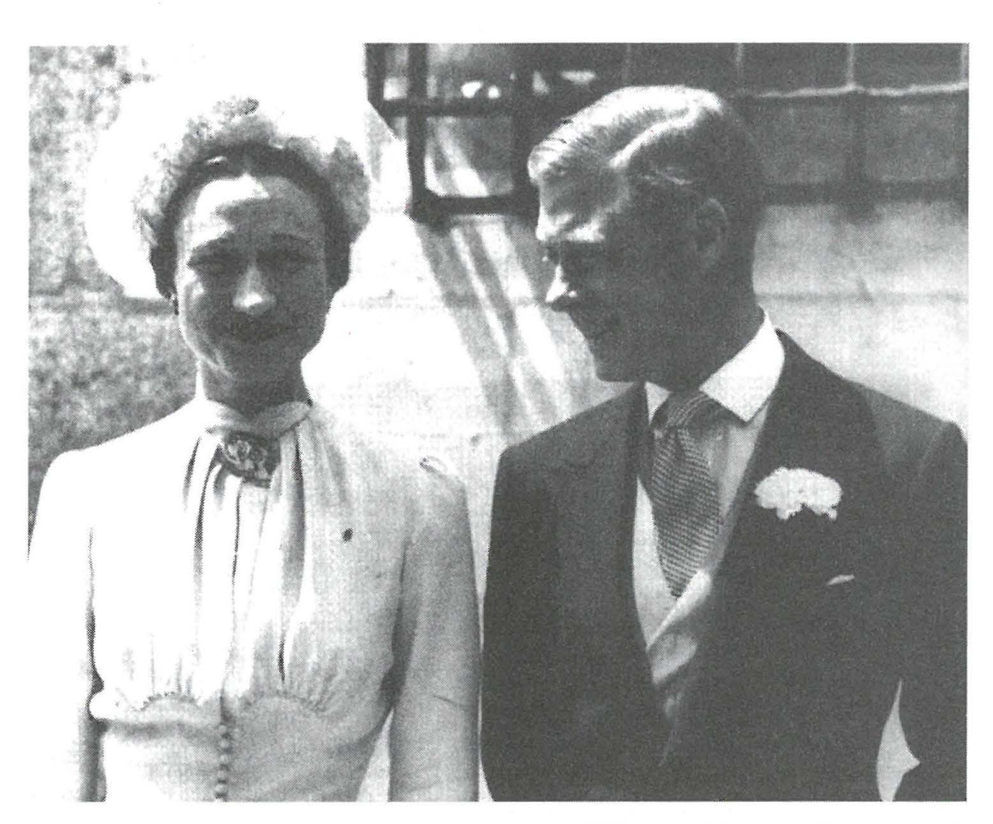
Née le 19 juin 1896 à Baltimore, États-Unis d'Amérique, Bessie Wallis Warfield, orpheline de père à cinq mois, a eu une enfance pauvre, mais une éducation soignée, à laquelle a pourvu un oncle fortuné. Petite, mince, brune, vive, spirituelle et gaie, elle ne répond cependant pas aux critères de la beauté communément admis. De jolis yeux, mais un menton volontaire et trop carré, un nez un peu trop grand, sans être laide *« il y a à Londres des centaines de femmes plus jolies »*, dit-on. Chez elle le charme prime, en abondance suffisante pour lui attirer les faveurs d'un bel officier de l'Aéronavale, Earl Winfield Spencer, dont elle divorce au bout de trois ans, puis celles du courtier maritime anglais Ernest Simpson, qui divorce lui-même de sa première femme et l'épouse à Londres, le 28 juillet 1928. Se plaisant dans la capitale anglaise, la nouvelle Mrs Simpson tient salon, cultivant l'amitié de personnalités en vue, en particulier de Thelma Morgan, vicomtesse Furness, que courtise de très près... Edward, Prince de Galles.

Séduisante et non-conformiste

De taille très moyenne, blond et mince, le nez en l'air, d'un abord simple, Edward, sans être un Don Juan, ne manque pas d'éveiller l'intérêt des dames. Plusieurs, avant Thelma, sont passées dans sa vie, mariées pour la plupart : citons lady Coke, belle-fille de lord Leicester ; lady Rosemary Lereson-Gower, fille du duc de Sutherland ; une jeune fille, Freda Dudley Ward, avec laquelle il entretient une liaison pendant seize ans.

Le 11 janvier 1931, Lady Thelma Furness recevant le Prince de Galles pour le week-end dans sa propriété de Melton Mowbray, lui présente pour la première fois les Simpson. Le lendemain, placée à table aux côtés du prince, Wallis lui déclare tout de go que sa conversation la déçoit – la voyant enrhumée, il lui a parlé de chauffage central ! Quatre jours après, Edward part en voyage officiel pour l'Amérique du Sud, d'où il ne rentrera que le 29 avril. Le 10 juin, Wallis est présentée à la Cour à Buckingham, puis retrouve le prince chez les Furness. À l'issue de la soirée, il raccompagne les Simpson en voiture et promet de les visiter, chez eux, au cours des jours prochains...

Quelques mois plus tard, le couple est pour la première fois invité par le prince à passer le week-end à Fort Belvedere, dans le parc de Windsor. Les liens qui se tissent entre Edward et Wallis reposent sur la conviction du prince d'être, pour la première fois, écouté et compris. Début d'une amitié, pas encore d'une idylle. Lorsqu'en 1933, la vicomtesse Furness s'embarque pour les États-Unis en demandant à son amie de *« s'occuper un peu »* d'Edward, tout est prêt pour que cette amitié se mue peu à peu en véritable amour, puis très vite en passion ; la première lettre tendre retrouvée dans leur correspondance date du 28 décembre 1934 : *« Ma bien-aimée Wallis à moi... »*



Au château de Condé, mariage civil de Wallis Simpson et d'Edward, qui n'est plus, désormais, que le duc de Windsor.

Ainsi, lorsque meurt George V, le 20 janvier 1936, Mrs Simpson est depuis longtemps familière du Fort Belvedere… Ce jour-là, le Prince de Galles devient Edward VIII.

Ce qui pouvait passer pour une foucade devient vite affaire d'État dès lors que le roi, toujours célibataire, s'affiche avec une femme mariée. Or son idylle avec Wallis passe de moins en moins inaperçue : Ernest Simpson lui-même, pour le moins arrangeant, se montre d'une rare discrétion. En juillet, il pousse la courtoisie jusqu'à se faire prendre en situation d'adultère, ce qui permet à Wallis de demander le divorce. En attendant l'audience, fixée au 27 octobre, le roi et sa maîtresse se préparent à partir en croisière au mois d'août avec quelques amis intimes sur l'Adriatique, à bord d'un yacht luxueux, le *Nahlin*. On envisage même d'embarquer à Venise : un mauvais choix à l'heure où le gouvernement britannique sanctionne l'Italie mussolinienne pour condamner l'invasion de l'Éthiopie par les troupes du Duce ! On opte finalement pour un port dalmate, et vogue la galère ! Les journalistes du monde entier, à l'exception notable de la presse britannique, guettent les escales du couple, assurant à l'escapade une abondante publicité : à Dubrovnik, la foule n'accueille-t-elle pas les amoureux au cri de *« Vive l'amour ! »* ?

Le gouvernement pousse à l'abdication

Les inquiétudes du gouvernement anglais en sont renforcées. Wallis elle-même pressent les difficultés qui s'annoncent. Rentrée de croisière, elle adresse au roi le 16 septembre, de Paris, une lettre de rupture : *« Après avoir lu cette lettre, vous comprendrez, j'en suis sûre, qu'aucun être humain ne peut assurer pareille responsabilité et qu'il serait déloyal de me rendre les choses plus difficiles en me revoyant. »* Raté : un appel téléphonique d'Edward la ramène à lui.

Le 19 octobre, le Premier Ministre Stanley Baldwin rend visite au roi pour le persuader d'engager Wallis à retirer sa demande de divorce : tant qu'elle reste mariée, on n'a pas à craindre qu'il veuille en faire une reine. Edward refuse.

Chef de file des conservateurs, issu d'une famille très riche, bedonnant et cultivant une apparente placidité, Baldwin, âgé de 70 ans, se méfie depuis longtemps des tendances novatrices du nouveau roi. Décidément trop intéressé par la question sociale, le Prince de Galles ne s'était-il pas exclamé au retour d'une visite à une région minière : *« Quelques-unes des choses que j'ai vues dans ces régions lugubres, frappées par la misère, me rendent honteux d'être anglais »* ? *« Bah !* s'exclama le Premier Ministre lorsqu'on lui rapporta ce mot ; *les York feront très bien l'affaire ! »* Les York : autrement dit le prince Albert, frère cadet d'Edward…

Dès lors, deux camps se dessinent : aux côtés d'Edward se rangent notamment lord Beaverbrook, patron de presse qui contrôle le *Daily Express*, le *Sunday Express* et l'*Evening Standard*, et Winston Churchill. Sous la bannière de Baldwin, le très victorien directeur du *Times*, son ami Geoffrey Dawson, et plus discrètement l'archevêque de Canterbury, Cosmo Gordon Lang, peu soucieux de voir le roi, « défenseur de la Foi » et de l'église anglicane, faire d'une femme deux fois divorcée une reine d'Angleterre…

Edward n'a pas perdu d'avance le bras de fer qui s'ensuit. Beaverbrook, vieil adversaire de Baldwin, affirme même que *« le roi n'a qu'à persévérer pour l'emporter »* sur un Premier Ministre de plus en plus impopulaire.

Enfant gâté, Edward accepte mal d'attendre et ne persévère guère que dans sa volonté d'épouser sa maîtresse, le plus tôt possible. Quitte, comme il le propose en vain, à se contenter d'un mariage morganatique, dont ne veut pas le gouvernement ; quitte encore à rompre avec les traditions les plus respectables de la monarchie, comme le lui reproche Baldwin ; à ébranler le trône dans son assise spirituelle, comme le craint l'archevêque ; ou à renoncer à la couronne, ce qui revient à rentrer dans l'alternative que lui présente le Premier Ministre : abdiquer ou renoncer à cette union scandaleuse.

Abdiquer ? Qu'à cela ne tienne ! Comme le déplore Beaverbrook, *« notre coq ne va pas se battre »*. Il aspire à déposer *« son fardeau »*, et les devoirs qu'il lui crée. La couronne, oui, mais pas à n'importe quel prix. Moins brillant et plus conformiste, Albert lui succédera donc sous le nom de George VI.

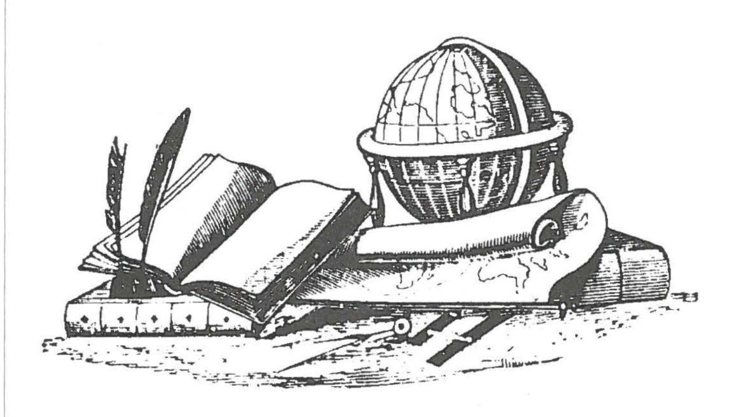
Mais il ne suffit pas de renoncer pour rentrer en grâce. Aux yeux de la famille royale et du nouveau roi lui-même, celui qui n'est plus désormais que le duc de Windsor devient un paria. Ayant repris du service dans l'armée pendant la Deuxième Guerre mondiale, la visite qu'il a rendue à Hitler en 1937 le rend suspect, même aux yeux de Churchill. Les nazis ne pourraient-ils pas tenter de l'utiliser ? N'envisagent-ils pas de l'enlever pour lui proposer de le restaurer sur le trône ? On l'expédie aux Bahamas, comme gouverneur…

Humiliation suprême : au lendemain du mariage si ardemment désiré, l'ingrat Albert a même refusé d'accorder à la nouvelle duchesse de Windsor le titre d'Altesse Royale. La quarantaine durera trente ans.

Depuis lors, beaucoup de choses ont changé au royaume d'Angleterre. Peut-être trop ?

A. B.

Livres



Histoire militaire des guerres puniques
par Yann Le Bohec

Ce livre est le premier de la collection « L'Art de la Guerre » dirigée par Christine de Grandmaison. Prenant en compte les dernières découvertes archéologiques, il offre une nouvelle analyse des trois guerres puniques qui opposèrent Rome et Carthage pendant plus d'un siècle – de 264 à 146 avant J.C. – et aboutirent à la destruction complète de la cité punique. Yann Le Bohec, spécialiste incontesté du monde militaire romain, étudie la tactique guerrière déployée par Hannibal, et en théoricien averti, démontre comment le rusé Carthaginois finit par être vaincu.

Le Rocher. 342 pages, 165 F.

M. M.

Contre les Galiléens
par l'Empereur Julien

Le *Contre les Galiléens* du jeune empereur Julien (361-363), dont Christopher Gérard présente une traduction nouvelle et un commentaire remarquable, fut rédigé pendant l'hiver 362/363 à Antioche. Il s'agit d'un traité dû à la plume du plus illustre fidèle du polythéisme hellénique, qui refusait de tout son être le christianisme imposé par Constantin. Brûlé en place publique en 448 sur ordre de Théodose II, ce traité a été traduit et commenté au XVIIIe siècle par le marquis d'Argens, grand chambellan de Frédéric II, et abondamment lu par les philosophes des Lumières, notamment par Voltaire, qui l'édita en 1769, et par le baron d'Holbach.

Livre polémique, le *Contre les Galiléens* relègue le christianisme aux croyances d'une secte juive, issue de Galilée et fondée par Jésus, que ses disciples auraient transformée en un mouvement religieux et politique à prétention universelle. Julien lui oppose l'universalité polythéiste fondée sur divers dieux « nationaux ». Une religion des ancêtres et de la cité, ouverte et tolérante qui était le propre de l'Empire romain.

Éditions Ousia, Bruxelles. (Diffusion : Librairie Vrin, 6, place de la Sorbonne, 75005 Paris), 181 pages, 116 F.

C. V.

Le secret d'Israël
par Robert Ambelain

Par un spécialiste de l'occultisme et des textes sacrés, une lecture critique et parfois très personnelle des passages les plus controversés de la Bible, examinés à la lumière de la science historique. Exercice qui fait souffrir bien des légendes, le monothéisme, Moïse, la sortie d'Égypte, le périple vers Canaan, Josué, etc. On le sait, l'Histoire Sainte est fort éloignée de l'histoire des historiens.

Robert Laffont. 283 pages, cartes, 129 F.

G. C.

Féodalités
par Georges Duby

La thèse de Georges Duby, publiée en 1953, consacrée à « La Société aux XIe et XIIe siècles dans la région mâconnaise », recelait toutes les interrogations auxquelles le grand médiéviste a consacré sa vie et dont la somme se trouve désormais réunie en un seul volume (*Guerriers et paysans, L'an mil, Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme, Le dimanche de Bouvines, Guillaume le Maréchal, Le Chevalier, La femme et le prêtre*, etc.). L'unité de l'œuvre est là, dans le bonheur d'une écriture qui offre à chacun la connaissance et l'intelligence du Moyen Âge. C'est en historien que Georges Duby affronte les défis lancés par notre temps à la discipline historique.

Quarto, Gallimard. 1568 pages (avec un index), 180 F.

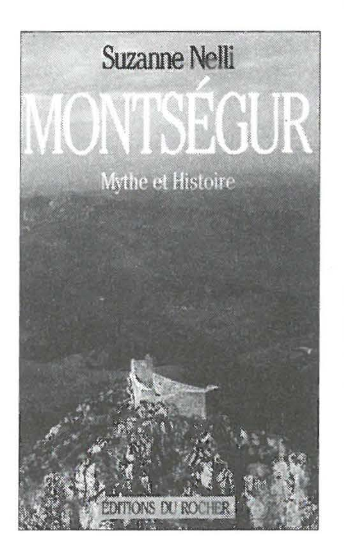
C.V.

Montségur, mythe et histoire
par Suzanne Nelli

Montségur, nom magique, auquel fut parfois associé le mythe du Graal, est revendiqué par une foule de mouvements spiritualistes et de sectes, qui ont transformé le catharisme en un syncrétisme douteux. Suzanne Nelli dénonce cette perversion de l'authentique religion cathare. Un dossier stimulant qui ouvre de nombreuses perspectives.

Le Rocher. 332 pages, 135 F.

C.V.



Louis XI Lettres choisies

La correspondance de Louis XI n'a pas seulement un intérêt historique. Ce choix de lettres, au-delà des questions politiques ou diplomatiques qu'elles soulèvent, reflète aussi les préoccupations personnelles du monarque. La santé du Dauphin, par exemple, l'inquiète – ou bien, des projets de mariages requièrent son attention. Louis XI ne pratique pas la langue de bois. Il écrit à l'emporte-pièce, et son humour perce à travers son style. Il sait également user de formules imagées. Ces lettres ont bel et bien une valeur littéraire.

Le Livre de Poche. Collection Lettres Gothiques, 566 pages, 70 F.

M. M.

Isabeau de Bavière, reine de France
par Inès Nollier

La jeune princesse allemande, mariée en 1385, à quatorze ans à Charles VI, et qui devait, sept ans plus tard, le roi atteint de démence, diriger le conseil de régence, est souvent considérée comme le mauvais génie du royaume. C'est elle qui, après un ultime retournement, s'allia aux Bourguignons et aux Anglais et se fit la complice du honteux traité de Troyes, déshéritant ainsi son propre fils, le futur Charles VII. Inès Nollier entreprend une réhabilitation convaincante de cette reine tant décriée.

Le Rocher. 362 pages, 135 F.

V. T.

Petite Histoire de France
par Jacques Bainville lue par Anne Brassié

Jacques Bainville, qui voulait que les enfants connaissent *« le nom des rois qui ont fait la France »*, avait rédigé une *Petite histoire de France* à leur intention. De sa voix captivante et belle, Anne Brassié a enregistré au long de deux cassettes de larges extraits de cette histoire destinée aux enfants, mais que les adultes ne devraient pas bouder, car elle restitue toute sa continuité à notre histoire. Les règnes s'enchaînent, et Vercingétorix, Clovis, Charlemagne, se succèdent jusqu'à Clemenceau. Et le rôle des saints (Jeanne d'Arc, sainte Geneviève) et des héros (Bayard, Du Guesclin) n'est pas escamoté.

Éditions du Forum, 39, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. 2 cassettes (vol. 1, de Vercingétorix à Louis XI, 65 mn ; vol. 2, de François Ier à Clemenceau, 75 mn). 95 F franco.

Les éditions Valmonde ont également réédité la *Petite Histoire de France* de Jacques Bainville (BP 104 – 6, bd Arago, 91323 Wissous Cedex), 196 pages, 140 F.

M. M.

Vendée sancerroise, 1796
par Gérard Saclier de la Bâtie

En 1796, la Vendée à peine écrasée, les provinces du cœur de la France – Touraine, Berry, Nivernois – s'insurgeaient à leur tour contre le pouvoir politique issu de la Révolution. Le 2 avril, une véritable armée catholique et royale, sous le commandement de Louis-Édouard Picard de Phélippeaux s'emparait de Sancerre aux cris de « *Vive le roi !* ». Mais devant l'avancée des troupes du général républicain Desenfans, elle devait, dix jours plus tard, quitter la ville, et tomber dans une embuscade où la plupart des Blancs trouvèrent la mort. Un épisode peu connu de la contre-révolution, dont on célèbre cette année le bicentenaire.

Éditions Héron. B.P. 25, 58150 Pouilly-sur-Loire. 96 pages, 108 F franco.

V. T.

Ces Français qui ont fait l'Afrique du Sud
par Bernard Lugan

Après la révocation de l'Édit de Nantes, en 1685, des protestants français ont commencé à débarquer en Afrique du Sud. Un siècle plus tard, fusionnés aux premiers colons hollandais, ils formaient le peuple boer – ou afrikaner. Dès le début du XIX[e] siècle, ils devaient pourtant s'opposer aux tentatives d'hégémonie britannique. Pour finir, ce sera, en 1899, la terrible guerre des Boers – où s'illustreront d'autres Français venus secourir leurs lointains aïeux huguenots : le colonel de Villebois-Mareuil, Robert de Kersauzon... Après sa magistrale *Histoire de l'Afrique du Sud* (rééditée chez Perrin), Bernard Lugan nous conte l'épopée de ces Français d'au-delà le tropique du Capricorne.

Éditions Bartillat. 429 pages, 140 F.

M. M.

Disraeli, le fou de la reine Victoria
par Jacques de Langlade

Benjamin Disraeli avait nourri très tôt une double ambition, à la fois littéraire et politique. Comme le montre Jacques de Langlade, son activité littéraire servit sa fortune politique. Après le succès – mêlé de scandale – de son premier roman, *Vivian Grey* (1826), il s'était lancé dans la politique. Et fasciné par les traditions anglaises, malgré des origines modestes – sa famille était installée depuis seulement deux générations en Angleterre – il avait évolué assez vite vers le conservatisme, prenant même la tête d'un mouvement qui préconisait l'alliance d'un pouvoir royal fort et des classes laborieuses contre les intérêts de la bourgeoisie commerciale et industrielle. Jacques de Langlade retrace son ascension depuis son élection aux Communes jusqu'à son intronisation comme Premier Ministre de la reine Victoria.

Perrin. 352 pages, 149 F.

M. M.

Un si long orage, chronique d'une jeunesse
par Jean-Louis Foncine

Pour plusieurs générations de filles et de garçons qui eurent un jour douze ou quinze ans, les romans de Jean-Louis Foncine, *La Bande des Ayacks* ou *Le Relais de la chance au Roy*, ont été le révélateur du meilleur qui dormait en eux, le goût du risque, de l'honneur et de l'amitié. En deux volumes écrits dans le style qui l'a rendu célèbre, Jean-Louis Foncine livre ses mémoires. Le premier volume est consacré à sa jeunesse, au scoutisme conçu comme une aventure romantique, et à la genèse d'une vocation d'écrivain, à laquelle faisait escorte l'incomparable talent graphique de Pierre Joubert. Le second volume, plus grave, a pour cadre la Seconde Guerre mondiale que l'auteur vécut d'un bout à l'autre en Allemagne, d'abord comme prisonnier (avec Abellio) après les combats héroïques de Calais en 1940, puis comme membre de la mission Bruneton au service des Français, travailleurs volontaires ou requis du STO. C'est une histoire en grande partie inconnue que révèle Foncine. Son témoignage, précis et agrémenté d'humour, est absolument unique. Il fait découvrir le sort étonnant des centaines de milliers de jeunes Français qui vécurent et travaillèrent en usine dans l'Allemagne en guerre jusqu'au cataclysme de 1945, souvent en bonne intelligence avec la population. Présent à Dresde lors du bombardement anglais du 13 février 1945 qui raya de la carte en une nuit cette cité admirable et fit 250 000 victimes civiles, brûlées vives sous les bombes au phosphore, Jean-Louis Foncine fait une description hallucinante de cette monstruosité, qui incite à réfléchir sur le partage de l'horreur au cours d'un conflit qui en fut prodigue.

Édition Héron (BP 25, 58150 Pouilly-sur-Loire), 2 volumes de 300 pages, cahiers photos, 139 F chacun.

D.V.

L'expédition de Tunisie, 1881
par François Broche

En 1881, cinquante ans après la conquête de l'Algérie, la France se lançait dans une nouvelle aventure militaire en Afrique du Nord. En quelques mois, chasseurs d'Afrique, tirailleurs algériens, spahis et gendarmes prenaient le contrôle du pays des Kroumirs et imposaient au Bey de Tunis le protectorat français. La Tunisie allait demeurer plus de trois quarts de siècle sous influence française. François Broche, pour relater cette expédition victorieuse, s'est appuyé sur des archives militaires encore inédites.

Presses de la Cité. 275 pages, 125 F.

V. T.

Journal complet (1892-1895)
par Léon Bloy

Le Journal de Léon Bloy n'avait jamais été publié dans son intégralité. De son vivant, l'auteur de *La Femme pauvre* en avait fait seulement paraître des extraits. Quatre-vingts ans après sa mort, voici le texte brut de ce *Journal*. Le premier tome couvre les années 1892-1895 – trois autres volumes suivront. La manie d'exactitude de Bloy permet de découvrir dans ses moindres détails – jusqu'aux horaires des trains de banlieue ! – la vie quotidienne d'une famille au XIX[e] siècle. Bien sûr, Bloy y dépeint le monde littéraire, ses jugements sur ses pairs – Bourget, Zola, Huysmans – sont souvent féroces. Il distille, au fil des jours, un commentaire sur son œuvre. Et surtout son aventure spirituelle occupe de larges passages.

L'Âge d'Homme. 1 500 pages, 350 F.

V. T.

Alain Decaux
de l'Académie française
C'était le XX[e] siècle



C'était le XX[e] siècle
par Alain Decaux

Dans ce premier recueil – trois autres suivront – Alain Decaux fait le récit d'une dizaine d'événements, épisodes historiques ou simples faits divers entrés depuis dans la grande histoire, qui ont marqué le siècle. De la mutinerie du *Potemkine*, à l'attentat de Sarajevo en juin 1914, en passant par l'affaire Caillaux, ou la première traversée en avion de la Manche par Louis Blériot, l'assassinat de Jaurès, l'épopée de Guynemer, ou encore le scandale du docteur Landru.... le talent de conteur d'Alain Decaux reste inimitable.

Perrin. 382 pages, 129 F.

M. M.

Jacques Bainville, l'Europe d'entre-deux-guerres, 1919-1936
par Christophe Dikes

Dès 1908, Jacques Bainville, à l'instigation de Charles Maurras, avait tenu la chronique de politique étrangère de *L'Action française*. Observateur attentif de la scène internationale, il allait, au lendemain du traité de Versailles, dans *Les Conséquences politiques de la paix*, annoncer avec vingt ans d'avance la Seconde Guerre mondiale. Préfacée par Georges-Henri Soutou, professeur à la Sorbonne, la première biographie intellectuelle de Bainville.

Éditions Godefroy de Bouillon. 214 pages, 125 F.

M. M.

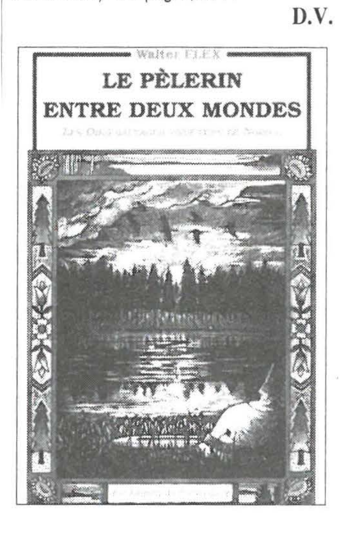
Le pèlerin entre deux mondes
par Walter Flex

Première traduction française de l'ouvrage le plus célèbre de Walter Flex, écrivain et poète de la génération du Wandervogel, tué en

1917 sur le front russe. Trois ans plus tôt, par une nuit de tempête, sur le front de Lorraine, il avait griffonné les premiers vers d'un chant qui deviendra l'un des plus fameux d'Europe, *Les Oies sauvages*. Introduit par une précieuse préface de Robert Steuckers, le livre poétique de Walter Flex a pour axe la mort au combat, en 1915, du jeune lieutenant Ernst Wurche, son ami. Ce souvenir, mêlé à ceux de la guerre, se mue en hymne à l'esprit né autour des feux de camp du Wandervogel. Cet immense mouvement spontané de la jeunesse associait à une grande liberté de ton, une sorte de christianisme païen, l'aspiration nietzschéenne au surpassement et l'amour de la terre allemande.

Éditions du Porte-Glaive (10, rue Chardin, 75016 Paris). 153 pages, 95 F.

D.V.



Toukhatchevski, le bâtisseur de l'Armée rouge
par Sophie de Lastours

Toukhatchevski, qui avait réprimé dans le sang la rébellion des marins de Cronstadt, et quelques années plus tard, celle des paysans de Tambov, est considéré comme le « bâtisseur » de l'Armée rouge. Paradoxalement, il avait été, avant de rallier en 1918 le régime bolchevique, un brillant officier tsariste. Il sera l'une des premières victimes des complots staliniens. Son procès et son exécution en 1937 déclencheront les grandes purges de l'Armée rouge. Sophie de Lastours ne cherche aucunement à réhabiliter le « Bonaparte rouge ». Elle s'interroge surtout sur la vaste opération de désinformation qui résida à sa disgrâce.

Albin Michel. 380 pages, 145 F.

M. M'

Céline et l'Allemagne. 1933-1945, une mise au point
par Alain de Benoist

Curieusement, pour évoquer les rapports de Céline avec l'Allemagne, les biographes de l'écrivain se sont contentés de relayer les propos de ses détracteurs sans chercher à en vérifier les fondements. Dans une étude solidement étayée, Alain de Benoist révèle que le III[e] Reich réserva un accueil glacial aux livres de Céline – plusieurs furent même interdits de diffusion. Dans ce même livre on trouve également des informations précises et inédites sur Karl Epting et l'Institut allemand, promoteurs d'une authentique politique de réconciliation franco-allemande.

Le Bulletin célinien (BP 70, 1000 Bruxelles 22), 110 pages, 95 F.

M.M.

René Bousquet face à l'acharnement
par Yves Cazaux

En 1989, une plainte avait été déposée contre René Bousquet, pour son rôle dans la rafle du Vel' d'Hiv' de juillet 1942. Mais, abattu en 1993 par un illuminé, l'ancien secrétaire général à la police de Vichy n'avait pu être jugé. Yves Cazaux, ancien résistant, ancien préfet de la Nièvre et ami de François Mitterrand, défend sa mémoire. Il soutient que Bousquet ne fut en aucun cas l'organisateur de la rafle, et que s'il avait accepté que la police française y participe, c'était pour éviter que les Allemands ne procèdent à l'arrestation des Juifs français – épargnés, eux, par la rafle, à la différence des Juifs allemands, autrichiens, tchécoslovaques ou polonais, considérés comme ressortissants du Reich. Il révèle aussi que Bousquet fit libérer au moins 30 000 Juifs étrangers internés en zone sud et qu'il facilita leur émigration par des consignes écrites adressées aux préfets en place.

Éditions Jean Picollec. 352 pages, 140 F.

V. T.

Revue « Communisme » n° 42/43/44

Les archives soviétiques ont été ouvertes en 1991 aux chercheurs russes et occidentaux. Certains fonds sont néanmoins restés inaccessibles, ou du moins, ont été depuis refermés, leur divulgation risquant de compromettre d'ex-nomenklaturistes demeurés des personnages de premier plan dans la Russie d'Eltsine. La revue *Communisme*, sans céder au « sensationnel » dont certaines publications récentes se sont fait l'écho, consacre un triple numéro à des études fondées sur ces archives inédites. Douze articles apportent ainsi un éclairage neuf sur différents épisodes importants de l'histoire de l'URSS.

L'Âge d'Homme. 269 pages, 165 F.

V. T.

Darnand, la mort en chantant
par Hugues Viel

Beaucoup de légendes ont été colportées sur la Milice. Aucun ouvrage de référence ne replaçait son histoire dans son véritable contexte. La biographie consacrée à son chef, Joseph Darnand, que livre Hugues Viel, un saint-cyrien de la promotion 1949-1951, sans sacrifier au manichéisme ambiant, s'attache à expliquer le choix de milliers d'hommes que leur formation maurrassienne ne prédestinait pas à

Histoire d'un fascisme allemand, Les Corps-francs du Baltikum, 1918-1934
par Dominique Venner

Vaincue sans qu'elle fut réellement défaite, l'armée allemande, clef de voûte de l'ancienne société, vit au lendemain de l'armistice de 1918, ses effectifs réduits à l'échelle du plus modeste des États balkaniques. Ainsi en avaient décidé les signataires du traité de Versailles, calamiteux traité qui suscita l'effet directement contraire à ses intentions : le sursaut légitime des élites patriotiques. Témoin de l'humiliation, Ernst Jünger note : *« Le pays désarmé était encerclé par des voisins dangereux et armés jusqu'aux dents; il était morcelé, traversé par des corridors, pillé, pompé. C'était une vision sinistre, une vision d'horreur »*. À la monarchie déchue succède la République de Weimar où se révèle bientôt l'impuissance des socialistes modérés à juguler la crise économique, la famine, comme les soulèvements l'extrême gauche spartakiste sur fond de guerre civile. C'est alors qu'à l'appel de tel sous-officier, capitaine ou général répondent quantité de jeunes volontaires, formés à l'enfer du front, fiévreusement nationalistes. De cet élan singulier naîtront les Corps-francs.

Dominique Venner renouvelle le dossier d'une histoire allemande où, dans le creuset des expéditions militaires, des tentatives de coups d'état, des cercles de réflexion, s'affirme un courant d'idées amplement ramifié, celui de la Révolution conservatrice.

Brisant l'émeute communiste à Berlin, Hambourg, Munich, les hommes des Corps-francs rêvent de grands espaces. Sous les ordres du général von der Goltz, certains d'entre eux tenteront l'aventure du Baltikum (1919), la reconquête des provinces baltes colonisées par les Chevaliers teutoniques. Opération qui, si elle avait connu le succès, eut probablement changé la face du monde en libérant la Russie d'un bolchevisme encore fragile, tout en prévenant les causes de la Deuxième Guerre mondiale par le redéploiement à l'Est des énergies germaniques. Faute de quoi, considérant que *« la destruction est le seul programme qui remplisse les exigences des nationalistes »* (Jünger), les réprouvés des Corps-francs, participeront au putsch de Kapp, à l'assassinat de Rathenau, à la résistance contre l'occupation française dans la Ruhr en 1923, au putsch d'Hitler à Munich.

Abhorrant la mentalité réactionnaire, allant jusqu'à revendiquer *« un bolchevisme placé sous l'emblème national »*, « le fascisme allemand » des années 1918 à 1934 pour être totalement irréductible à l'Allemagne weimarienne ne coïncide cependant pas avec le national-socialisme. Dès avant 1933, nombre d'anciens Corps-francs rompirent avec Hitler et devinrent des opposants irréductibles. Dans une brillante démonstration, Dominique Venner souligne toute la distance aristocratique séparant Von Salomon, Jünger, Spengler, interprètes de la Révolution conservatrice, du nouveau régime et de son *« simulacre de prussianité »*. Il suggère implicitement que leurs idées n'ont pas souffert de l'épreuve du temps, ce que semble montrer la fascination exercée aujourd'hui par Ernst Jünger.

Pygmalion. Cahier photos. 380 pages, 139 F.

ÉRIC VATRÉ

Romans historiques

Benoît Le Borgne, Maharadja
par Ghislaine Schoeller

C'est une histoire vraie. Fils d'un pelletier de Chambéry, Benoît Le Borgne s'embarque en 1782 pour Calcutta. Quinze ans plus tard – devenu le général du Boigne, et maharaja d'un territoire grand comme l'Hexagone – il rentre en France, et épouse Adèle d'Osmond, la future comtesse de Boigne des fameux *Mémoires*.
Robert Laffont. 420 pages, 139 F.

Le Galop de l'ange
par Jean-Daniel Baltassat

L'héroïne a bel et bien existé, mais le romancier a déguisé son nom. Orpheline de mère, elle est élevée par un père ancien soldat de la Grande Armée, et à treize ans, manie le sabre comme un uhlan. Après un passage obligé par le couvent, elle devient préceptrice en Pologne. Quand éclate l'insurrection anti-russe elle se travestit en homme. Et la renommée du lieutenant Ponury passe les frontières.
Robert Laffont. 455 pages, 139 F.

La Maison Gelder
par Michel Hérubel

Les Gelder sont une véritable dynastie. À la fin du XVIII[e] siècle, Mathias Gelder – d'origine alsacienne –, s'installait au Havre. À l'aube de l'ère industrielle, ses fils se lançaient dans la pêche à la baleine. Ils faisaient fortune, devenaient des armateurs respectés. À travers leurs destin, et ceux de leurs descendants – jusqu'en 1945 –, c'est l'incroyable mutation de toute une société, qui s'accomplit devant les yeux du lecteur.
Presses de la Cité. 250 pages, 130 F.

Dieu le veult
par Anne Courtillé

En 1095, répondant à l'appel du pape Urbain II, Hugues et ses vassaux prennent la croix. Leur voyage jusqu'à Jérusalem pour délivrer les Lieux saints tombés aux mains des infidèles durera trois ans. L'épopée de la première croisade par la romancière des *Dames de Clermont*.
Presses de la Cité. 350 pages, 120 F.

Le Jardin de Lodi
par Paul Vannier

Les aventures d'un jeune lieutenant de hussard pendant la campagne d'Italie, sous les ordres d'un général en chef qui s'appelle encore Bonaparte. À la bataille de Lodi, en 1796, il y a tout juste deux cents ans, son destin va changer de cours.
Éditions Horvath. 397 pages. 125 F.

L'Envol du cygne
par Dominique Rebourg

C'est la suite de *Au soleil des loups*. La guerre de Succession de Bretagne continue. Les seigneurs de Kerrud attendent le retour du duc de Montfort rappelé d'Angleterre pour les défendre contre les ambitions du roi Charles V. Emportés trop longtemps l'un et l'autre par le tumulte de la guerre, la belle Isaine de Kerrud et son époux parviendront-ils à se retrouver ?
Pygmalion-Gérard Watelet. 370 pages, 119 F.

Opération Minotaure
par Jean Mabire

Fiction historique troussée dans le grand style du roman d'aventure et d'espionnage. L'action se passe le 20 mai 1941 alors que les parachutistes allemands sautent sur la Crète pour s'en emparer au prix de pertes énormes. Derrière l'enjeu stratégique du contrôle de la Méditerranée, on découvre un autre enjeu qui oppose, autour des ruines du palais du roi Minos, des archéologues à la recherche d'un disque d'argile datant de 5 000 ans et couvert de caractères mystérieux. Un Allemand en mission spéciale croise un militant sioniste, un agent de l'Intelligence Service et une Égyptienne affiliée aux Frères musulmans. Chacun est fidèle à sa propre vérité et à son camp.
Presses de la Cité. 350 pages, 110 F.

MACHA MANSKI

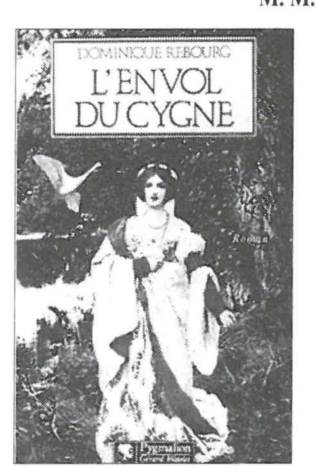
la collaboration et qui acceptèrent de suivre jusqu'au bout de l'enfer l'ancien héros des combats de 1918 et 1940.
Jean Picollec. 432 pages, 180 F.

V. T.

La mort de Rudolf Hess... Un meurtre exemplaire
par Wolf Rüdiger Hess

Ancien dauphin d'Hitler, parachuté en Angleterre en 1941 pour tenter de conclure la paix, Rudolf Hess avait été condamné à Nuremberg (comme criminel de paix ?) à la détention perpétuelle. Son nom est associé à l'un des plus dangereux secrets d'État britanniques. Rudolf Hess a été retrouvé mort, au cours de l'été 1987, dans sa prison de Spandau, où, âgé de 94 ans, il était détenu depuis 46 ans. Le rapport d'autopsie britannique avait un peu hâtivement conclu au suicide. Le rapport allemand, lui, n'excluait pas l'hypothèse du meurtre. Le fils de Rudolf Hess, dans un livre qui n'avait pas encore été traduit en français, révèle des faits troublants sur les circonstances de la mort. Il rappelle aussi l'obstination pour le moins ambiguë de Margaret Thatcher à refuser la libération du « plus vieux prisonnier du monde ». Préface de M[e] Eric Delcroix.
Éditions du Camelot et de la Joyeuse Garde. 5, rue Fondary 75015 Paris. Cahier photos, 268 pages, 155 F franco.

M. M.



Histoire de la Résistance,
par François-Georges Dreyfus

Auteur d'une *Histoire de Vichy* très remarquée, F.-G. Dreyfus consacre cette fois son immense savoir et sa probité à la Résistance. Il le fait en universitaire scrupuleux, adoptant une double démarche chronologique et thématique. Il ne cherche pas à dégager une philosophie de l'histoire et des engagements comme l'avait fait Dominique Venner dans son *Histoire critique de la Résistance* publiée l'an passé chez Pygmalion. Sa démarche est plus classique. Il montre bien, cependant, comme l'avait fait son prédécesseur, que la Résistance, souvent née à droite et parfois à l'ombre de Vichy, était en accord avec certaines idées de la « Révolution nationale ». Dreyfus consacre aussi une part importante de son livre à l'unification politique et administrative de la Résistance sous l'égide de Jean Moulin et du CNR. Il montre aussi très bien la genèse des idées qui allaient préparer l'établissement de la IV[e] République.
Bernard de Fallois. 653 pages, 150 F.

G. C.

Pétain et les Américains
par Jacques Le Groignec

« J'attends les Américains et les tanks », avait déclaré Pétain aux impatients qui, en 1917, prêchaient les sanglantes et inutiles offensives. Telle est encore sa stratégie en juin 1940, quand il déclare : *« Les Américains gagneront la guerre, comme en 1918 »*. Pour le général Le Groignec, glorieux combattant des batailles de la Libération et auteur, chez le même éditeur, d'un *Pétain, gloire et sacrifice*, la politique du Maréchal découle de cette certitude dont la concrétisation intervient le 8 novembre 1942 lorsqu'il apprit le débarquement allié en Afrique du Nord. Entre temps, Pétain avait passé avec Churchill des accords dont les termes font l'objet de documents très secrets, publiés dans cet ouvrage, et dont la teneur justifia l'indignation du Département d'État qui, le 26 avril 1945, jugeait que leur occultation constituait l'un des plus noirs chapitres de la mystification de l'opinion publique.
Nouvelles Éditions latines. 437 pages, 150 F.

C. V.

Les combattants musulmans de la guerre d'Algérie
par Maurice Faivre

Auteur déjà d'un témoignage personnel sur la guerre d'Algérie

(*Un village de harkis*, L'Harmattan 1995), le général Maurice Faivre publie aujourd'hui l'étude historique la plus complète consacrée aux combattants musulmans engagés au côté de la France. Une première partie est charpentée autour des trois phases de la guerre d'Algérie, l'installation de la rébellion, l'évolution du conflit vers une victoire militaire française et finalement l'abandon de l'Algérie à son sort : on assiste à la montée en puissance des combattants musulmans (engagés, appelés, supplétifs...) puis à la démobilisation, le rapatriement, les violences et les massacres...

Une deuxième partie est consacrée au bilan critique de cet engagement qui s'appuie sur les archives de l'Armée. On découvre que face aux 500 000 hommes armés du FLN, il y avait 200 000 combattants ayant opté pour la France, et dont le loyalisme fut en général exemplaire. La troisième partie analyse la situation de l'Armée après le 19 mars 1962, les entraves au sauvetage de ceux que la France avait engagés. L'auteur aborde dans une quatrième partie la question incontournable des responsabilités gouvernementales dans l'abandon des soldats musulmans. En présentant de nombreux témoignages, il laisse le lecteur se faire une opinion, non sans que la sienne transparaisse.

L'Harmattan. 270 pages, 140 F.

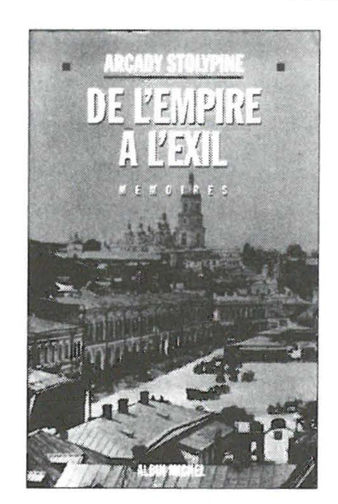
G. C.

L'Empire intérieur
par Alain de Benoist

Thèse brillante et joli titre. Celui-ci déploie un rêve toujours vivant dans une Europe centrale marquée par le souvenir du Saint-Empire. Le propos se déploie sur trois niveaux. Une analyse structurée de la notion de mythe. Une réflexion très riche sur les rapports de l'autorité spirituelle et du pouvoir temporel, à la lumière critique des travaux de René Guénon, Julius Evola et Georges Dumézil. Enfin, une théorie de l'idée (d'Empire d'origine romaine et germanique) opposée à celle de l'État-nation. On souscrit d'emblée aux critiques d'Alain de Benoist contre l'État centralisateur français, meurtrier de l'ancienne vitalité des peuples constitutifs du royaume. Mais on ne peut ignorer cependant ce qu'il y eut de grand et d'unique dans ce royaume, du fait même de l'État. C'est le paradoxe tragique de l'histoire française. Si l'État a fait la France, l'Etat a également fini par fabriquer des Hexagonaux, c'est-à-dire des individus déracinés, interchangeables et cosmopolitisés. Outre le rôle des légistes et de l'Église, la raison majeure du développement de la puissance étatique en France tient sans doute au fait que la monarchie n'a pas rencontré les résistances insurmontables qui, en Germanie ou en Angleterre, ont contraint le pouvoir à composer avec l'aristocratie ou les communes. Tocqueville l'a bien observé : en France, la féodalité s'est laissée vaincre, tandis qu'ailleurs elle s'est victorieusement défendue.

Fata Morgana. 175 pages, 135 F.

D. V.



De l'Empire à l'exil
par Arcady Stolypine

Pierre Stolypine, ministre du tsar Nicolas II et initiateur d'une magistrale réforme agraire, avait été assassiné en 1911. Son fils Arcady, émigré en France après la révolution bolchevique, allait devenir dans les années trente l'un des dirigeants du Mouvement solidariste qui rassemblait les Russes en lutte contre le communisme. Dans des mémoires, publiés aujourd'hui à titre posthume par les soins de son propre fils, il évoque les activités du NTS à la veille de la Seconde Guerre mondiale, puis sous l'Occupation, ou encore après la victoire des Alliés, en 1945, quand il s'agissait d'empêcher que les anciens combattants de l'armée Vlassov ne soient livrés à Staline. Son témoignage sur les années de guerre froide est également passionnant.

Albin Michel. 432 pages, 150 F.

M. M.

L'Irlande ou les musiques de l'âme
album réalisé par Pierre Jeannon assisté d'Hervé Glot

Une vingtaine d'écrivains, parmi lesquels Michel Déon, Michel Le Bris, Philippe Le Guillou..., évoquent l'Irlande, ses paysages, ses traditions, et aussi ses hommes.
De très belles photographies en noir et blanc illustrent ce portrait enchanteur de l'île, à la fois terre et mer.

Éditions Ouest-France.
Grand format,
200 pages, 198 F.

M. M.

Histoire des droites en Russie
par Walter Laqueur

Une étude documentée que gâche une trop évidente hostilité.
On peut en juger par le titre qui couvre le réveil de la droite russe depuis la fin de l'ère soviétique : *« le bal des vauriens »*.
Cette *Histoire des droites en Russie* souffre d'abord d'être déconnectée de l'histoire russe.
La sanglante révolution et l'explosion terroriste de 1905-1907 qui expliquent l'apparition des *centuries noires* (terme polémique) ne sont pratiquement pas évoquées.
Du fond de sa confortable bibliothèque,
M. Laqueur s'étonne et se moque du « délire apocalyptique » d'une partie de la littérature russe au tournant du siècle, une littérature de fin du monde.
Mais n'était-ce pas vers la fin d'un monde que s'acheminait justement la Russie d'avant 1917 ?
Sans doute est-il juste de reprocher à une partie de la droite russe sa propension à expliquer l'histoire par de sombres conjurations.
Cette critique serait plus crédible si l'auteur, dans son noir tableau de la droite, ne cédait pas lui-même à ce travers.
Néanmoins, à condition de le lire avec une grille de décryptage, l'ouvrage comporte des informations et des enseignements qui dépassent ses intentions.

Michalon. 338 pages, 140 F.

V. T.

Livres remarqués

■ *Les Gallo-Romains*, par Yves Burnand.
PUF, « Que sais-je ».
127 pages, 40 F.

■ *Le baptême qui a fait la France, de Blandine à Clovis*, par Renée-Mussot-Goulard.
Perrin. 190 pages, cartes, bibliographie, 90 F.

■ *Dante, prophète d'un monde uni*, par Paul-Alexis Ladame.
Jacques Grancher. 183 pages, 119 F.

■ *Le plaisir au Moyen Âge*, par Jean Verdon.
Perrin. 204 pages, 110 F.

■ *La Tendresse amoureuse, XVIe-XVIIIe siècles.*
Perrin. 264 pages, 135 F.

■ *Amoureuses du Grand-siècle*, par Claude Dulong.
Le Rocher. 212 pages, 120 F.

■ *La Légende des paras, Bataillon Bigeard à Tu Lê*, par Alain Gandy.
Presses de la Cité, Production Jeannine Balland. 300 pages, 130 F.

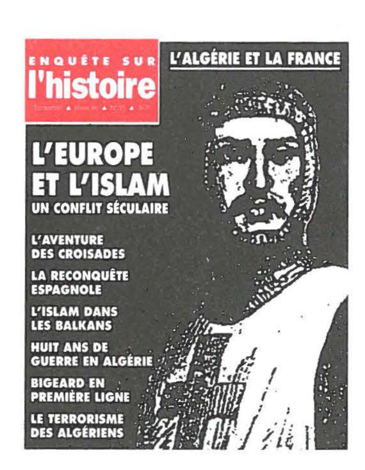
■ *Le Bouclier et la Tempête, aspects militaires de la guerre du Golfe : une évaluation critique*, par Jean-Jacques Langendorf.
Georg éditeur (Genève), collection Stratégie et Réalité. 260 pages, cartes, 159 F

■ *Ornements des Dieux, treize divinités du Mexique ancien*, par Roland Halbert.
Éditions Opéra (1, allée des Vinaigriers, 44300 Nantes), 352 pages, 250 F.

■ *Saint-Denis, de 1760 à nos jours*, par Jean Michel Leniaud, Collection Archives.
Gallimard-Julliard. 378 pages, 95 F.

■ *Clovis ou le combat de gloire*, par Francis Dallais.
Éditions PSR (86200 La Roche Rigault). 282 pages illustrées, 220 F.

Pages réalisées par Guy Chambarlac, Macha Manski, Virginie Tanlay, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.



Vos réactions au n°15 sur « l'Europe et l'Islam »

À propos des harkis

L'article de Jean Mabire dans votre numéro 15 contient des accusations concernant une SAS (Section administrative spécialisée) qu'il m'est impossible de laisser passer sans réagir (...).Certaines critiques sont superficielles et seraient risibles si l'intention n'était pas fielleuse (...). Comment peut-on affirmer que les Moghaznis « pratiquaient, sans doute, le « bakchich » ?

Quant aux motivations politiques des Moghaznis, qu'on en laisse l'appréciation à ceux qui les ont recrutés, commandés et souvent sauvés du massacre final ! Comment ignorer que 607 Moghaznis sont « morts pour la France » pendant ce conflit et que 897 ont été blessés ?

Daniel Abolivier
Président de l'Association des anciens des Affaires algériennes « Les SAS ».

Officier de réserve rappelé en Algérie et chef d'une harka en 1959, Jean Mabire était parfaitement qualifié pour évoquer les harkis en faisant appel à ses propres souvenirs. Écrit sans intention d'apologie, mais sans dénigrement, son article constituait un témoignage, dont chacun pouvait apprécier l'humour et le talent. Non seulement rien n'est ignoré du sacrifice des Musulmans au service de la France, mais nous avons même consacré un long encadré à ce sujet.

L'Église et l'Algérie

« Rapatrié d'Algérie », ma terre natale, je demeure extrêmement sensible à ce qui la concerne.

L'article intitulé « Les surprises d'un curé pied-noir pro-FLN » m'a remis en mémoire le sentiment de total abandon et de solitude qui nous a envahis à partir de 1960 quand les illusions se déchirèrent. Pas seulement à cause de l'attitude de De Gaulle et des métropolitains. Mais aussi en raison de l'absence de soutien actif de l'Église institutionnelle, notre Mère l'Église.

Alors que fils de l'Église en Algérie musulmane, nous nous croyions en droit d'espérer un soutien de Rome et de l'épiscopat français, nous avons seulement vu des évêques et des prêtres ou religieux prendre fait et cause pour ceux qui massacraient des chrétiens. (...) L'Église « qui est en France » ne fit pas grand chose non plus lors de l'exode pour adoucir notre sort. J'ai eu l'occasion d'écrire en 1987 à cet abbé Bérenguer évoqué par votre collaborateur Mounir Abdallah dans l'article susmentionné. Ce fut sur le conseil de notre ami le général Gandoet, récemment décédé, qui nous avait persuadés que l'abbé était fort bien placé auprès du FLN, – et pour cause – pour obtenir des renseignements sur le sort d'un de mes frères, enlevé le 27 juin 1962, en même temps que deux de ses collègues.

Je n'espérais pas grand chose de cet « ami des hommes, de tous les hommes », mais je n'ai pas voulu décevoir le Général. Alfred Bérenguer, prêtre, ne trouva rien d'autre à me répondre que « selon lui, nombre de personnes considérées comme disparues auraient en fait profité de l'occasion pour couper les ponts définitivement avec leurs familles. » Il ajouta hypocritement : « Je ne dis pas que votre frère soit dans ce cas. Loin de moi pareille idée... »

Henri Conegero

L'Islam et le monde chrétien

La lecture de votre remarquable numéro consacré à « L'Europe et l'Islam » me remet en mémoire des souvenirs vieux de près de 40 ans. En 1957, lieutenant en Algérie, j'ai capturé un chef de khasma. Je lui rendis visite dans sa cellule pour connaître ses motivations profondes.

Je lui fis comprendre que, nous Français, nous avions aussi commis des injustices par le passé. Ce chef fellagha m'écouta, étonné, et compris que j'étais de bonne foi. Sa réponse me surprend encore : « Oui, je crois à tout ce que tu viens de me dire. Mais le problème n'est pas là. Cela fait près de dix siècles que l'Islam s'affronte au monde chrétien ; depuis les croisades et nous avons toujours été battus. Aujourd'hui encore, presque tous les pays d'Islam sont colonisés par les pays chrétiens. En tête, la France avec ses Francs, qui sont venus nous chercher jusqu'à Jérusalem ! Maintenant, il nous faut savoir lequel est le seul vrai Dieu, celui de l'Islam ou celui des chrétiens ? Cette guerre n'est que le début de la réponse, la décision finale s'obtiendra en France, plus tard, et nous saurons alors lequel est le vrai Dieu, car c'est son camp qui sera vainqueur... »

Paul Andolenko

Eroina Nissarda

Évoqué dans votre dernier numéro, le siège de Nice de 1543, qui dura tout le mois d'août jusqu'au 11 septembre, fut l'un des combats les plus disproportionnés de l'histoire. Contre l'armée française, commandée par le duc d'Enghien, alliée à la flotte turque de Barberousse, Odinet de Monfort, gouverneur de Nice, ne peut opposer qu'une modeste garnison qui cependant ne cédera pas la citadelle. Mais c'est la résistance de la population de la ville basse qui sera la plus héroïque. Avec les corporations d'artisans et d'ouvriers, les femmes et les enfants au créneau, la ville résiste jusqu'au 23 août.

Le jour de l'Assomption, l'attaque franco-turque se concentre sur le bastion Sincaire (5 aires = 5 côtés), au nord de la ville. Mais une modeste bugadière, Catarina Segurana, frappant de son battoir à linge le porte-enseigne turc, lui ravit son étendard et galvanisant les défenseurs, contribue à repousser l'ennemi. Catarina Segurana symbolise le petit peuple d'une Nice qui ressemblait alors beaucoup plus à Beyrouth qu'à Miami. Une stèle, apposée à l'emplacement du bastion Sincaire et honorée chaque 15 août, commémore cet événement.

Alfred Cremisi